

**ALMANACH**  
DE LA  
**QUESTION SOCIALE**

**et de la Libre Pensée**

**REVUE ANNUELLE DU SOCIALISME INTERNATIONAL**

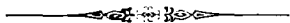
**Pour 1891**

*Par P. ARGYRLADES*

Avocat à la Cour d'appel de Paris

L'almanach est chose plus  
grave que ne le croient les  
esprits futiles.

MICHELET.



**PARIS**  
A L'ADMINISTRATION DE LA *QUESTION SOCIALE*  
**5, Boulevard Saint-Michel, 5**

# AVIS

Nous avons annoncé notre Almanach au prix de 1 fr. 25, mais ayant été forcé, vu le nombre considérable des articles, d'ajouter trois feuilles en plus de ce que nous pensions tout d'abord, nous sommes obligé de le vendre 1 fr. 50. *Nous l'envoyons franco.* Adresser les demandes accompagnées de mandats à l'administrateur de la *Question Sociale*, 5, boulevard Saint-Michel, Paris.

---

POUR PARAÎTRE PROCHAINEMENT :

## LA QUESTION SOCIALE

JOURNAL HEBDOMADAIRE

Social, Politique et Littéraire

Sous la direction de P. ARGYRIADÈS

Ce journal de théorie et de combat, absolument indépendant, basé sur le terrain démocratique et socialiste, sera rédigé dans un esprit très large. Il traitera des questions intéressant tous les prolétaires, ouvriers, paysans, employés, petits industriels et petits commerçants. Il luttera en un mot, contre le capitalisme sous toutes ses formes.

Il adhérera à toutes les manifestations socialistes d'où qu'elles viennent, pourvu qu'elles soient faites en faveur des prolétaires.

Prix : 6 fr. par an pour la France.

9 fr. pour l'Étranger.

Le numéro 10 centimes.

Tout abonné d'un an recevra comme prime le 1<sup>er</sup> volume de la *Question Sociale* d'une valeur de 2 fr. 50.

Nous faisons appel à tous les amis pour nous aider en nous faisant des abonnés. Adresser les demandes à l'administration de la *Question Sociale*, 5, Boulevard St-Michel, Paris.

# A NOS LECTEURS

---

L'Almanach a cet avantage de remplacer en même temps le livre, la revue et le journal.

Nous pensons même que par sa modestie, l'almanach, plus que le livre, la revue et même le journal, a le don de pénétrer dans les plus écartées et plus humbles demeures et d'y prendre racine pour longtemps (pour une année au moins).

C'est, en un mot, un excellent moyen de propagande.

Aussi avons-nous recouru à lui pour divulguer nos idées.

Ce moyen a été employé par des hommes tels que Rabelais et Franklin.

Sans prétendre à de si hautes destinées, sans espérer obtenir des résultats aussi considérables que ceux obtenus par l'*Almanach du Bonhomme Richard* de Franklin, ni même que ceux de Collot d'Herbois avec son *Almanach du Père Gérard*, nous espérons, néanmoins, grâce aux idées et documents multiples que nous donnons, faire quelques adeptes à la sainte cause de l'égalité sociale et de l'affranchissement humain.

A côté des divers études et documents contenus dans notre Almanach, nous avons pensé être utile à la propagande en donnant la liste des journaux socialistes de tous les pays du monde.

Cette idée nous l'avons eue pour la première fois lorsque nous avons publié notre revue « La Question sociale » en 1885, et nous en avons été félicité.

La liste de tous les journaux socialistes est plus utile qu'on ne le pense à première réflexion.

D'abord, c'est un moyen de faire connaître et répandre les livres ou brochures sur la question sociale, ensuite, et principalement, un moyen de faciliter les relations de propagande et d'action révolutionnaire : organisations de congrès, de conférences, de manifestations, qui peuvent se faire avec plus de succès lorsqu'on possède les adresses de tous les organes socialistes, par conséquent de tous les militants du socialisme.

Puisque les bourgeois, tout en permettant l'Internationale des capitalistes, défendent l'International des Travailleurs, il faut bien que les socialistes trouvent quelque moyen légal d'établir leurs relations internationales.

Nous avons essayé de rendre notre Almanach aussi complet que possible. Cependant, il ne faut pas trop demander à un annuaire qui commence sa première année.

Il y a certainement des lacunes. Aussi nous nous adressons à tous nos lecteurs, coreligionnaires et amis pour qu'il nous signalent tout ce qui peut mieux compléter notre almanach au point de vue socialiste pour le rendre intéressant et instructif.



# HISTORIQUE ET CRITIQUE DES CALENDRIERS

---

Aussitôt qu'ils ont eu quelques notions d'astronomie, les peuples les plus anciens ont eu des calendriers.

Il est fort probable qu'étant donné la succession des jours et des nuits on eut recours, tout d'abord, aux mouvements de la lune pour régler la durée de l'année. Et cela parce que les évolutions du soleil sont beaucoup plus difficiles à étudier, on s'en servit plus tard.

Tous les peuples ou presque tous ont connu les almanachs, on en trouve dans la plus haute antiquité, chez les Egyptiens, les Grecs, les Indiens et les Chinois.

Les calendriers de l'Europe moderne tirent leur origine du *calendrier romain*.

Avant la grande réforme de Jules César qui fit venir auprès de lui l'astronome Sosigène, lequel établit une année de 365 jours (division que les Egyptiens avaient déjà depuis les temps les plus reculés), le calendrier romain avait subi de nombreuses vicissitudes. Plus tard un abbé, nommé Scythe le Petit, eut l'idée de compter les années à partir de la naissance de Jésus-Christ, ce qui permettait de graduer le nombre des siècles. Mais, ainsi que l'ont démontré, par la suite différents travaux, Scythe le Petit s'est trompé de cinq ans dans ses calculs, en sorte que nous croyons être en 1891 alors que réellement nous sommes en 1896 après Jésus-Christ.

Après tous ces divers changements et bien d'autres dans le détail desquels nous ne voulons pas entrer, en 1582, Grégoire XIII, avec le concours d'un savant calabrais nommé Lilio, reforma le calendrier Julien.

Le calendrier Grégorien fut adopté par les peuples, et c'est encore celui-là que nous avons de nos jours.

On faisait primitivement des almanachs perpétuels, ce n'est que de l'époque de l'imprimerie que datent les almanachs annuels, et au XVI<sup>e</sup> siècle on voit Rabelais publier l'*Almanach pour l'année 1533, calculé sur le méridien de la noble cité de Lyon*.

Nous aurions à citer une foule d'almanachs de cette époque : celui de Michel Nostradamus qui porte son nom, publié en 1550, celui de Mathieu Laensberg : *Almanach de Liège*, etc., etc.

La convention Nationale abolit le calendrier Grégorien, afin, comme le disait le décret, « que la régénération fut complète et que les années de liberté et de gloire de la nation française marquassent encore plus par leur durée dans l'histoire des peuples, que ses années d'esclavage et d'humiliation dans l'histoire des rois. »

Le calendrier républicain fixa le premier jour de l'année au 22 septembre, jour de la fondation de la République et. heureuse coïncidence, jour de l'équinoxe d'automne, ce qui fit commencer l'année avec cette saison tandis que le 1<sup>er</sup> janvier du calendrier Grégorien ne correspond à l'ouverture d'aucune.

On connaît les dispositions du calendrier républicain. L'année est divisée en 12 mois de 30 jours chaque avec cinq jours appelés *épagomènes* ou sans culottides, qui complètent l'année, et six pour les années bissextiles.

Le mois se divise en 3 décades.

Le calendrier républicain, aussi bien que le calendrier Grégorien est illogique sur bien des points. Le calendrier socialiste, conçu, ainsi que nous allons l'indiquer, serait, croyons-nous, mieux compris.

Et d'abord, n'est-il pas naturel de faire commencer l'année au printemps, à l'époque du renouvellement de toute la nature, en Germinal, alors que tout naît, tout germe?

On peut faire commencer l'année à l'équinoxe du printemps au lieu de celui d'automne. D'ailleurs, le jour de cet équinoxe coïncide presque avec une date célèbre entre toutes dans les annales du Proletariat : le jour de la proclamation de la Commune de Paris, le 18 mars.

L'année serait divisée, comme dans le calendrier républicain en 12 mois de 30 jours chacun, sauf le dernier qui aurait 35 jours dans les années ordinaires et 36 dans les années bissextiles.

Pour la division du mois nous n'adoptons le système d'aucun calendrier. Nous en créons un autre, et c'est là notre principale réforme.

Le Grégorien ou chrétien donne un jour de repos tous les sept jours pour la raison que Dieu s'est reposé, dit-on, après six jours de travail.

Mais les chrétiens n'ont pas réfléchi que si Moïse faisait tra-

vailler son Jéhova six jours et le faisait reposer le septième c'est que, dans la plus haute antiquité les Egyptiens avaient adopté une semaine de sept jours, lesquels étaient consacrés aux sept planètes qu'ils connaissaient : Lune, Mars, Mercure, Jupiter, Vénus, Saturne, Soleil.

En réalité, donc, les chrétiens n'ont fait que continuer la tradition des Egyptiens en la modifiant dans leur esprit, c'est-à-dire en attribuant les sept jours aux travaux imaginaires de la création du plus imaginaires des dieux.

Le calendrier républicain a remplacé la semaine du Grégorien par la *décade*.

Détestable réforme, mais jugée utile par les bourgeois afin de ne laisser que très peu de jours de repos à l'ouvrier.

Nous remplacerons donc la semaine des chrétiens et la décade des bourgeois par la *quintaine* socialiste, et nous diviserons le mois en six quintaines de cinq jours chaque.

Le cinquième jour devra être consacré au repos.

Nous croyons que travailler quatre jours sur cinq c'est déjà beaucoup. Mais enfin nous serions satisfait si la prochaine révolution adoptait notre manière de voir qui est d'ailleurs celle d'un grand réformateur et grand socialiste Moreli, qui la propose dans son *Code de la Nature*.

Dans la prochaine société, tout le monde étant forcé de travailler, quatre jours sur cinq suffiront amplement.

Ne voulant réformer que ce qui nous paraît mauvais, nous adoptons pour les noms des mois ceux du calendrier républicain qui sont très beaux et très harmonieux. « chacun est un talisman qui présente à l'esprit tout à la fois trois idées bien distinctes. »

Que ces noms sont heureux ! s'écrie avec transport un poète, ami des champs, jeune et sensible encor ! (1)

*Germinal* me verra caresser ma Lisette,  
*Floréal* de bouquets orner sa collerette,  
*Prairial* la mener sur de riants gazons,  
*Messidor* avec elle achever mes moissons.  
*Thermidor* près des eaux détacher sa ceinture,  
*Fructidor* lui servir la pêche la plus mûre !  
*Vendémiaire* enivrer ses esprits amoureux,  
*Brunaire* sous un voile abriter ses cheveux,  
*Frimaire* au coin du feu la proclamer vestale,

(1) Dorat-Cubières.

*Nivôse* à sa blancheur offrir une rivale,  
*Pluviôse* pour elle affronter les torrens,  
Et *Ventôse* braver les sombres ouragans.

Une autre modification que nous avons introduite dans notre calendrier et qui sera certainement adoptée après la révolution est celle qui consiste à remplacer les saints du christianisme et les légumes des républicains par les noms des martyrs du socialisme et de la libre-pensée et ceux des grands écrivains ou philosophes qui ont contribué au progrès de l'humanité et ont prêché dans leurs écrits la cause de la liberté et de l'égalité sociale.

Nous n'avons pas non plus admis toutes les personnalités qui figurent dans le calendrier des positivistes qui croient que les César, les Constantin et autres bandits de leur espèce ont rendu des services à l'humanité.

Il ne faut d'ailleurs pas qu'on s'imagine que c'est Auguste Comte qui a eu, le premier, l'idée d'adopter pour un calendrier les noms des hommes célèbres de l'humanité. C'est un babouiste, un socialiste, par conséquent, écrivain émérite, Sylvain Maréchal, qui a eu, avant les positivistes, cette idée d'introduire dans le calendrier, à la place des saints, des hommes qui ont rendu directement ou indirectement, des services à la cause de la liberté, de la justice et de l'humanité.

C'est en 1788 qu'il publia ainsi son « *Almanach des honnêtes gens* », auquel il donna plus tard, sous la révolution le titre d'*Almanach des républicain* ».

Le choix de Sylvain Maréchal était sans aucun doute, meilleur pour la cause du progrès que celui de l'illuminisme positiviste.

À côté des noms que nous avons jugés dignes d'être mentionnés pour perpétuer leur souvenir, nous avons aussi placé, à leurs dates respectives, les éphémérides socialistes et de la libre pensée.

Nous avons adopté ces éphémérides parce que, déjà, dans la pratique, beaucoup de groupements socialistes et libres penseurs fêtent certaines dates célèbres.

Ainsi par exemple, les Fourieristes fêtent tous les ans le jour de la mort de Fourier, non seulement à Paris mais dans plusieurs grandes villes de France. De même les Nihilistes russes s'assemblent à certaines époques de l'année pour fêter le martyr de leurs amis pendus ou fusillés pour la cause de la liberté.



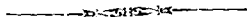
Ils les fêtent en faisant des conférences sur la vie et les actes de ces braves lutteurs.

Nous devons dire en finissant que les modifications que nous apportons au calendrier sont de simples énoncés de simple propositions.

Etant logiques, elles ne trouveront pas, croyons-nous, d'opposants parmi les socialistes, et la société nouvelle pourra les adopter sans inconvénient en faisant partir l'ère Nouvelle (1), non pas de la Révolution Française, mais du jour du triomphe de la Révolution Sociale.

P. A.

(1) Nous faisons partir l'ère nouvelle de 1871, année de la Commune.



<b>An 1891</b>	<b>An 99</b>	<b>An 19</b>	<b>ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES</b>
du Calendrier Grégorien	du Calendrier Républicain	de la Commune Calendrier Socialiste	et de la  LIBRE PENSÉE
<i>Janvier</i>	<i>Nivôse</i>	<i>Nivôse</i>	
1 J. Circons.	11	18 tridi	1800. Naissance d'H. Heine-
2 Vendredi.	12	19 quartidi	Platon. 1 <sup>er</sup> communiste.
3 Samedi.	13	20 <i>quintidi</i>	Les Gracques.
4 Dimanche.	14	21 primidi	1885. Mort de P. Tkatscheff
5 Lundi.	15	22 duodi	Spartacus.
6 M. Epiph.	16	23 tridi	Pythagore.
7 Mercredi.	17	24 quartidi	1878. Mort de F.-V. Raspail
8 Jeudi.	18	25 <i>quintidi</i>	Epicure.
9 Vendredi.	19	26 primidi	Lucrèce.
10 Samedi.	20	27 duodi	Democrite.
11 Dimanche.	21	28 tridi	Anaxagore.
12 Lundi.	22	29 quartidi	1846. Mort d'And. Troncin
13 Mardi.	23	30 <i>quintidi</i>	1881. Mort de Theisz.
		<i>Pluriôse</i>	
14 Mercredi.	24	1 primidi	Eschyle.
15 Jeudi.	25	2 duodi	1808. Naiss. de Proudhon.
16 Vendredi.	26	3 tridi	Solon.
17 Samedi.	27	4 quartidi	Lycourge.
18 Dimanche.	28	5 <i>quintidi</i>	Zoroastre.
19 Lundi.	29	6 primidi	1865. Mort de Proudhon.
20 Mardi.	30	7 duodi	1737-1814. Bernardin de Saint-Pierre.
	<i>Pluriôse</i>		
21 Mercredi.	1	8 tridi	Mort de Herten.
22 Jeudi.	2	9 quartidi	Exécution de Louis XVI.
23 Vendredi.	3	10 <i>quintidi</i>	1536. Suppl. de J. de Leyde.
24 Samedi.	4	11 primidi	Rabelais.
			1878. Vera Zassoulitch tire sur Trépoïf.
25 Dimanche.	5	12 duodi	Confucius.
26 Lundi.	6	13 tridi	Papinien.
27 Mardi.	7	14 quartidi	Lucain.
28 Mercredi.	8	15 <i>quintidi</i>	1878. Ouverture du con- grès de Lyon.
29 Jeudi.	9	16 primidi	1678-1751. Bolingbroke.
30 Vendredi.	10	17 duodi	1592. Mort de Montaigne.
31 Samedi.	11	18 tridi	1530-1562. La Boetie.

An 1894	An 99	An 19	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES
du Calendrier Grégorien	du Calendrier Républicain	de la Commune Calendrier Socialiste	et de la LIBRE PENSÉE
—	—	—	—
<i>Février</i>	<i>Pluviose</i>	<i>Pluviose</i>	
1 Dimanche.	12	19 quartidi	Cornél. mère des Gracques.
2 Lundi.	13	20 <i>quintidi</i>	1798-1874. Michelet.
3 Mardi.	14	21 primidi	1848. 69 Icariens s'em- barquent au Havre pour le Texas.
4 Mercredi.	15	22 duodi	Condannat. de Myschkine
5 Jeudi.	16	23 tridi	1619. Supplice de Vanini.
6 Vendredi.	17	24 quartidi	Lucien.
7 Samedi.	18	25 <i>quintidi</i>	Supplice de Reinsdorf et Kuchler.
8 Dimanche.	19	26 primidi	1524-1579. Camœns.
9 Lundi.	20	27 duodi	1788-1860. Schopenhauer.
10 Mardi.	21	28 tridi	1755. Mort de Montesquieu
11 M. Cendres	22	29 quartidi	1650. Mort de Descartes.
12 Jeudi.	23	30 <i>quintidi</i>	1647-1706. Bayle.
13 Vendredi.	24	<i>Ventose</i> 1 primidi	1882. Mort d'Hessa Helf- mann.
14 Samedi.	25	2 duodi	1885. Mort de Jules Vallès.
15 Dimanche.	26	3 tridi	Julien l'apostat.
16 Lundi.	27	4 quartidi	1564. Naissance de Galilée
17 Mardi.	28	5 <i>quintidi</i>	Pyrrhon.
18 Mercredi.	29	6 primidi	1600. Supplice de Gior- dano Bruno.
19 Jeudi.	30	7 duodi	1563. Michel Ange.
20 Vendredi.	<i>Ventose</i> 1	8 tridi	1584-1656. M. Molé.
21 Samedi.	2	9 quartidi	1694. Naissance de Voltaire
22 Dimanche.	3	10 <i>quintidi</i>	1879. Exécution de Kropot- kine, gouv. de Kharkow.
23 Lundi.	4	11 primidi	Brutus.
24 Mardi.	5	12 duodi	Cassius.
25 Mercredi.	6	13 tridi	1468. Mort de Guttemberg
26 Jeudi.	7	14 quartidi	1724-1800. Kant.
27 Vendredi.	8	15 <i>quintidi</i>	Tacite.
28 Samedi.	9	16 primidi	1854. Mort de Lamennais.
			Juvenal.

<b>An 1894</b> du Calendrier Grégorien	<b>An 99</b> du Calendrier Républicain	<b>An 19</b> de la Commune Calendrier Socialiste	<b>ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES</b> et de la <b>LIBRE PENSÉE</b>
<i>Mars</i>	<i>Ventôse</i>	<i>Ventôse</i>	
1 Dimanche.	10	17 duodi	1854. Mort de Mme Gatti de Gamond.
2 Lundi.	11	18 tridi	1792-1822. Shelley.
3 Mardi.	12	19 quartidi	1654-1722. Mme Dacier.
4 Mercredi.	13	20 <i>quintidi</i>	1541-1603. Charron.
5 Jeudi.	14	21 primidi	1749. Freret.
6 Vendredi.	15	22 duodi	1866. Proc. de l'Int. des trav.
7 Samedi.	16	23 tridi	1879. Exécution de Knoop.
8 Dimanche.	17	24 quartidi	1888. Mort de Brinstein.
9 Lundi.	18	25 <i>quintidi</i>	1762. Supplice de Calas.
10 Mardi.	19	26 primidi	1872. Mort de Mazzini.
			1877. Mort de Jacobi.
11 Mercredi.	20	27 duodi	1554-1586. Sidney.
12 Jeudi.	21	28 tridi	1560-1641. Sully.
13 Vendredi.	22	29 quartidi	1881. Exéc. du tzar Alex. II
14 Samedi.	23	30 <i>quintidi</i>	1883. Mort de Karl Marx.
15 D. Passion	24	31 primidi	1313-1415. Jean Huss.
16 Lundi.	25	32 duodi	1873. Cong. soc. de Bologne.
17 Mardi.	26	33 tridi	1849. Supp. de Daix et Lahr
18 Mercredi.	27	34 quartidi	1871. Proclamation de la Commune à Paris.
19 Jeudi.	28	35 <i>quintidi</i>	1888. Congrès de la Libre Pensée à Oran.
		<b>An 20</b>	
		<i>Germinal</i>	
20 Vendredi.	29	1 primidi	1849. Supplice de Vangler. Brambosch et Jurkowich.
21 Samedi.	30	2 duodi	1642. Newton.
	<i>Germinal</i>		
22 D. Ram.	1	3 tridi	1632-1704. Locke.
23 Lundi.	2	4 quartidi	1819. Maurice Sand exécute Kotzebue.
24 Mardi.	3	5 <i>quintidi</i>	1794. Mort d'Anach. Clootz
25 Mercredi.	4	6 primidi	1672-1719. Addison.
26 Jeudi.	5	7 duodi	Le curé Meslier.
27 Vendredi.	6	8 tridi	1794. Mort de Condorcet.
28 Samedi.	7	9 quartidi	Swetozar Markovitz.
29 D. Pâques	8	10 <i>quintidi</i>	1884. Ouverture du congrès de Roubaix.
30 Lundi.	9	11 primidi	1647-1714. Denis Papin.
31 Mardi.	10	12 duodi	1705-1781. Saurin auteur de « <i>Spartacus</i> ».

An 1891 du Calendrier Grégorien	An 99 du Calendrier Républicain	An 20 de la Commune Calendrier Socialiste	ÉPHEMERIDES SOCIALISTES et de la LIBRE PENSÉE
<i>Avril</i>	<i>Germinal</i>	<i>Germinal</i>	
1 Mercredi.	11	13 tridi	1744. Naiss. de Lamarek.
2 Jeudi.	12	14 quartidi	1871. Mort de Flourens.
3 Vendredi.	13	15 quintidi	1871. Mort de Duval.
4 Samedi.	14	16 primidi	1695. La Fontaine.
5 D. Quasim.	15	17 duodi	1885. Ouverture du congrès de Bruxelles.
6 Lundi.	16	18 tridi	1871. Mort de Bourgouin.
7 Mardi.	17	19 quartidi	1772. Naiss. de Ch. Fourier
8 Mercredi.	18	20 quintidi	1834. Insurrection de la faim à Lyon.
9 Jeudi.	19	21 primidi	1732-1807. Lalande.
10 Vendredi.	20	22 duodi	Ferdinand Gambon.
11 Samedi.	21	23 tridi	1825. Naiss. de Lassalle.
12 Dimanche.	22	24 quartidi	1871. Mort de P. Leroux.
13 Lundi.	23	25 quintidi	1834. Massacre de la rue Transnonin.
14 Mardi.	24	26 primidi	1879. Attentat de Solovief contre le tzar.
15 Mercredi.	25	27 duodi	1881. Mort de Sophie Pérovskaïa.
16 Jeudi.	26	28 tridi	1847. Exécution de prolétaires à Buzançais.
17 Vendredi.	27	29 quartidi	1790. Mort de Franklin.
18 Samedi.	28	30 quintidi	1763-1794. Chaumette.
19 Dimanche.	29	<i>Floreale</i>	
20 Lundi.	30	1 primidi	1583-1645. Grotius.
21 Mardi.	1	2 duodi	Herodote.
22 Mercredi.	2	3 tridi	1747-1827. Volta.
23 Jeudi.	3	4 quartidi	Aristarque.
24 Vendredi.	4	5 quintidi	1785. Mort de Mably.
25 Samedi.	5	6 primidi	1547-1616. Cervantès.
26 Dimanche.	6	7 duodi	1860. Ouverture du congrès de Gand.
27 Lundi.	7	8 tridi	1544-1595. Le Tasse.
28 Mardi.	8	9 quartidi	1849. Condamnation de Lacollonge.
29 Mercredi.	9	10 quintidi	Euclide.
30 Jeudi.	10	11 primidi	1750-1803. Sylvain Marechal.
		12 duodi	1869. Mort de Thoré.

<b>An 1891</b>	<b>An 99</b>	<b>An 20</b>	<b>ÉPHEMERIDES SOCIALISTES</b>
du Calendrier Grégorien	du Calendrier Républicain	de la Commune Calendrier Socialiste	et de la LIBRE PENSÉE
<i>Mai</i>	<i>Floréal</i>	<i>Floréal</i>	
1 Vendredi.	11	13 tridi	1890. Manifest. ouvrière univ. Fête du travail.
2 Samedi.	12	14 quartidi	1818. Naiss. de Karl Marx
3 Dimanche.	13	15 <i>quintidi</i>	1867. Mort d'A. Delvaux.
4 L. Rogat.	14	16 primidi	1681-1741. Rollin.
5 Mardi.	15	17 duodi	Archimède.
6 Mercredi.	16	18 tridi	1715-1780. Condillac
7 J. Ascens.	17	19 quartidi	Socrate.
8 Vendredi.	18	20 <i>quintidi</i>	1632-1677. Spinoza.
9 Samedi.	19	21 primidi	1805. Mort de Schiller.
10 Dimanche.	20	22 duodi	1536-1616. Du Harlay.
11 Lundi.	21	23 tridi	1707-1788. Buffon.
12 Mardi.	22	24 quartidi	Homère.
13 Mercredi.	23	25 <i>quintidi</i>	1571-1630. Kepler.
14 Jeudi.	24	26 primidi	Exécution d'Ossinsky.
15 Vendredi.	25	27 duodi	François Vidal.
16 Samedi.	26	28 tridi	1802-1885. Victor Hugo.
17 D. Pentec.	27	29 quartidi	Auguste Roussel.
18 Lundi.	28	30 <i>quintidi</i>	1803-1875. E. Quinet.
		<i>Prairial</i>	
19 Mardi.	29	1 primidi	1825. Mort de St-Simon.
20 Mercredi.	30	2 duodi	1471. Naiss. d'Alb. Durer
	<i>Prairial</i>		1506. Mort de Cristoph Colomb.
21 Jeudi.	1	3 tridi	1639. Mort de Campanella.
22 Vendredi.	2	4 quartidi	1868. Procès de l'Internationale.
23 Samedi.	3	5 <i>quintidi</i>	1498. Mort de Savonarole.
24 Dimanche.	4	6 primidi	1871. Entrée des Versaillais dans Paris.
25 Lundi.	5	7 duodi	1871. Mort de Delescluze.
26 Mardi.	6	8 tridi	1871. Mort de Milliére.
27 Mercredi.	7	9 quartidi	1797. Mort de Babeuf et Darthé.
28 Jeudi.	8	10 <i>quintidi</i>	1871. Mort de Varlin.
29 Vendredi.	9	11 primidi	1214-1294. Bacon-Roger.
30 Samedi.	10	12 duodi	1809-1882. Darwin.
31 Dimanche.	11	13 tridi	1813-1878. Claude-Bernard

An 1894	An 99	An 20	Ephemerides Socialistes
du Calendrier Grégorien	du Calendrier Républicain	de la Commune Calendrier Socialiste	et de la LIBRE PENSÉE
—	—	—	—
<i>Juin</i>	<i>Prairial</i>	<i>Prairial</i>	
1 Lundi.	12	14 quartidi	1882. Mort de Garibaldi.
2 Mardi.	13	15 <i>quintidi</i>	1499-1589. Bern. de Palissy
3 Mercredi.	14	16 primidi	1785-1857. Fréd. Sauvage.
4 Jeudi.	15	17 duodi	1752-1834. Jacquart.
5 Vendredi.	16	18 tridi	1732-1792. Arkwright.
6 Samedi.	17	19 quartidi	1832. Insurrection du cloître St-Méry.
7 Dimanche.	18	20 <i>quintidi</i>	Hobbes.
8 Lundi.	19	21 primidi	1809. Mort de Th. Payne.
9 Mardi.	20	22 duodi	1525. Mort de Geyer.
10 Mercredi.	21	23 tridi	1369. Fusillade de la Ricamarie.
11 Jeudi.	22	24 quartidi	Aristide.
12 Vendredi.	23	25 <i>quintidi</i>	Georges Duchêne.
13 Samedi.	24	26 primidi	1803-1885. Toussenel.
14 Dimanche.	25	27 duodi	Georges Avenel.
15 Lundi.	26	28 tridi	1381. Mort de Wat. Tyler.
16 Mardi.	27	29 quartidi	C. A. Rosetti.
17 Mercredi.	28	30 <i>quintidi</i>	Sophocle.
		<i>Messidor</i>	
18 Jeudi.	29	1 primidi	Theocrite.
19 Vendredi.	30	2 duodi	1782 Naiss. de Lamennais.
	<i>Messidor</i>		
20 Samedi.	1	3 tridi	1892. Supp. de Pougatcheff
21 Dimanche.	2	4 quartidi	1866. Mort de Buchez.
22 Lundi.	3	5 <i>quintidi</i>	1810-1838. Heges. Moreau.
23 Mardi.	4	6 primidi	1848. Insurrec. dans Paris.
24 Mercredi.	5	7 duodi	1848. Mort de Roguinard et de Belval.
25 Jeudi.	6	8 tridi	1848. Mort de Laroque.
26 Vendredi.	7	9 quartidi	1869. Mort de Barbès.
27 Samedi.	8	10 <i>quintidi</i>	Diogène.
28 Dimanche.	9	11 primidi	1863. Mort de J. Reynaud.
29 Lundi.	10	12 duodi	1878. M. de Baudet Dulary.
30 Mardi.	11	13 tridi	1876. Mort de Bakounine.

<b>An 1891</b>	<b>An 99</b>	<b>An 20</b>	<b>ÉPHEMERIDES SOCIALISTES</b>
du	du	de la Commune	et de la
Calendrier	Calendrier	Calendrier	LIBRE PENSÉE
Grégorien	Républicain	Socialiste	
<i>Juillet</i>	<i>Messidor</i>	<i>Messidor</i>	
1 Mercredi.	12	14 quartidi	1775-1854. Schelling.
2 Jeudi.	13	15 <i>quintidi</i>	1869. Mort de Barraut.
3 Vendredi.	14	16 primidi	1778. M. de J.-J. Rousseau.
4 Samedi.	15	17 duodi	1759-1824. Schiller.
5 Dimanche.	16	18 tridi	Joseph Fontana.
6 Lundi.	17	19 quartidi	1545. Supplice de Thomas Morus.
7 Mardi.	18	20 <i>quintidi</i>	1740-85. Frères Mongolfier.
8 Mercredi.	19	21 primidi	1870. Procès de l'Internat.
9 Jeudi.	20	22 duodi	1873. Insurrection d'Alcoy
10 Vendredi.	21	23 tridi	Théophraste.
11 Samedi.	22	24 quartidi	Epictète.
12 Dimanche.	23	25 <i>quintidi</i>	1873. Insurrection de Car- thagène.
13 Lundi.	24	26 primidi	1877. Supplice de Bogo- lubof.
14 Fête nation.	25	27 duodi	1789. Prise de la Bastille.
15 Mercredi.	26	28 tridi	1793. Marat.
16 Jeudi.	27	29 quartidi	1832. Mort de Talabot.
17 Vendredi.	28	30 <i>quintidi</i>	1857. Mort de Béranger.
18 Samedi.	29	<i>Thermidor</i>	
19 D. V.-de-P.	30	1 primidi	1746-1803. T. Louverture.
	<i>Thermidor</i>	2 duodi	Vercingetorix.
20 Lundi.	1	3 tridi	1623-1662. Pascal.
21 Mardi.	2	4 quartidi	1564-1616. Shakspeare.
22 Mercredi.	3	5 <i>quintidi</i>	1668-1747. Le Sage.
23 Jeudi.	4	6 primidi	1857. Mt de Car. Pisacane.
24 Vendredi.	5	7 duodi	Esopé.
25 Samedi.	6	8 tridi	Georges Duchêne.
26 Dimanche.	7	9 quartidi	1737-1813. Parmentier.
27 Lundi.	8	10 <i>quintidi</i>	Rigas Feraïos.
28 Mardi.	9	11 primidi	Théodor Vladimirescu.
29 Mercredi.	10	12 duodi	1784. Mort de Diderot.
30 Jeudi.	11	13 tridi	Virgile.
31 Vendredi.	12	14 quartidi	Cratès.



An 1891 du Calendrier Grégorien	An 99 du Calendrier Républicain	An 20 de la Commune du Calendrier Socialiste	ÉPHEMERIDES SOCIALISTES et de la LIBRE PENSÉE
<i>Août</i>	<i>Thermidor</i>	<i>Thermidor</i>	
1 Samedi.	13	15 <i>quintidi</i>	1842. Mort de V. d'Argenson
2 Dimanche.	14	16 <i>primidi</i>	Mme Ackermann.
3 Lundi.	15	17 <i>duodi</i>	1889. Mort de Félix Pyat.
4 Mardi.	16	18 <i>tridi</i>	1622-1673. Molière.
5 Mercredi.	17	19 <i>quartidi</i>	1688-1744. Pope.
6 Jeudi.	18	20 <i>quintidi</i>	1749-1791. Mirabeau.
7 Vendredi.	19	21 <i>primidi</i>	1849. Supp. d'E. Elsenhans
8 Samedi.	20	22 <i>duodi</i>	1760-1836. Rouget de Lisle.
9 Dimanche.	21	23 <i>tridi</i>	1889. Mort de Gagneur.
10 Lundi.	22	24 <i>quartidi</i>	1707-1794. Danton.
11 Mardi.	23	25 <i>quintidi</i>	1467-1536. Erasme.
12 Mercredi.	24	26 <i>primidi</i>	1888. Mort de Flotte.
13 Jeudi.	25	27 <i>duodi</i>	1852. Supplice d'Abel.
14 Vendredi.	26	28 <i>tridi</i>	Cadelard et J. Laurent.
15 S. Assompt.	27	29 <i>quartidi</i>	1886. Procès du meeting du
16 Dimanche.	28	30 <i>quintidi</i>	Château d'Eau.
		<i>Fructidor</i>	1765-1815. Fulton.
17 Lundi.	29	1 <i>primidi</i>	1804-1876. Georges Sand.
18 Mardi.	30	2 <i>duodi</i>	1773-1842. S. de Sismondi.
19 Mercredi.	<i>Thermidor</i> 1	3 <i>tridi</i>	Périclès.
20 Jeudi.	2	4 <i>quartidi</i>	Condamnation de Victor
21 Vendredi.	3	5 <i>quintidi</i>	Testulat, insurgé de juin 48.
22 Samedi.	4	6 <i>primidi</i>	1880. Congrès de Wyden.
23 Dimanche.	5	7 <i>duodi</i>	Thrasybule.
24 Lundi.	6	8 <i>tridi</i>	1878. Procès du congrès
25 Mardi.	7	9 <i>quartidi</i>	socialiste de Paris.
26 Mercredi.	8	10 <i>quintidi</i>	1886. Ouverture de la conf.
27 Jeudi.	9	11 <i>primidi</i>	internationale ouvrière.
28 Vendredi.	10	12 <i>duodi</i>	1723-1790. Adam Smith.
29 Samedi.	11	13 <i>tridi</i>	1727-1781. Turgot.
30 Dimanche.	12	14 <i>quartidi</i>	1848. Condamn. de Racary,
31 Lundi.	13	15 <i>quintidi</i>	insurgé de juin.
			1832. Procès St-Simoniens.
			1619-1683. Colbert.
			1871. Mort de Gust. Tridon
			1870. Condam. des Inter-
			nationalistes de Rouen.
			1864. Mort d'Enfantin et
			de Lassalle.

# ÉPHEMERIDES SOCIALISTES

et de la  
LIBRE PENSÉE

An 1890 du Calendrier Grégorien	An 99 du Calendrier républicain	An 20 de la Commune du Calendrier Socialiste	
<i>Septembre</i>	<i>Fructidor</i>	<i>Fructidor</i>	
1 Mardi.	14	16 primidi	1608-1674. Milton.
2 Mercredi.	15	17 duodi	1867. Congrès de l'Inter- nationale de Lausanne.
			1872. Congrès de l'Internat- ionale de La Haye.
3 Jeudi.	16	18 tridi	Gougenot Desmousseaux
4 Vendredi.	17	19 quartidi	Fra Paolo.
5 Samedi.	18	20 <i>quintidi</i>	1568. Naiss. de Campanella
6 Dimanche.	19	21 primidi	1775-1847. O'Connel.
7 Lundi.	20	22 duodi	John Brown.
8 Mardi.	21	23 tridi	1874. Congrès de l'Inter- nationale à Genève.
9 Mercredi.	22	24 quartidi	1877. Cong. univ. de Gand.
10 Jeudi.	23	25 <i>quintidi</i>	O'Donnel.
11 Vendredi.	24	26 primidi	1723-1789. D'Holbach.
12 Samedi.	25	27 duodi	1806-1872. Lachambaudie
13 Dimanche.	26	28 tridi	Miltiade.
14 Lundi.	27	29 quartidi	1321. Mort de Dante.
15 Mardi.	28	30 <i>quintidi</i>	1866. Supp. de Karakosoff.
		<i>Vendémiaire</i>	
16 Mercredi.	29	1 primidi	1837. Mort de Buonarotti.
17 Jeudi.	30	2 duodi	1889. Congrès universel des libres-penseurs.
	<i>S.-culottides</i>	3 tridi	1881. Congrès de la libre pensée à Paris.
18 Vendredi.	1		Mecène.
19 Samedi.	2	4 quartidi	Hippocrate.
20 Dimanche.	3	5 <i>quintidi</i>	1792. Procl. de la Répub.
21 Lundi.	4	6 primidi	1738. Boerhaave.
22 Mardi.	5	7 duodi	
	<b>An 100</b>		
	<i>Vendémiaire</i>		
23 Mercredi.	1	8 tridi	1876. Condamnation d'A- lexandre Boutofskaia.
24 Jeudi.	2	9 quartidi	1882. Congrès de Saint- Etienne et de Roanne.
25 Vendredi.	3	10 <i>quintidi</i>	1884. Congrès de la libre- pensée à Paris.
26 Samedi.	4	11 primidi	1762-1794. C. Desmoulin.
27 Dimanche.	5	12 duodi	Diagoras l'athée.
28 Lundi.	6	13 tridi	1864. Fond. de l'Internat.
29 Mardi.	7	14 quartidi	Démosthènes.
30 Mercredi.	8	15 <i>quintidi</i>	1883. Congrès nat. à Paris.

An 1891 du Calendrier Grégorien	An 99 du Calendrier Républicain	An 20 de la Commune Calendrier Socialiste	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES
—	—	—	et de la
LIBRE PENSÉE	—	—	LIBRE PENSÉE
<i>Octobre</i>	<i>Vendémiaire</i>	<i>Vendémiaire</i>	
1 Jeudi.	9	16 primidi	1812-1870. Dickens.
2 Vendredi.	10	17 duodi	1876. Congrès de Paris.
3 Samedi.	11	18 tridi	Damon et Pythias.
4 Dimanche.	12	19 quartidi	Marcos Botzaris.
5 Lundi.	13	20 <i>quintidi</i>	1885. Cong. de Cincinnati.
6 Mardi.	14	21 primidi	1779-1868. Brougham.
7 Mercredi.	15	22 duodi	1779-1848. Berzelius.
8 Jeudi.	16	23 tridi	1869. Fussillade de gré-
9 Vendredi.	17		vistes à Saint-Aubin.
10 Samedi.	18	24 quartidi	1837. Mort de Fourier.
11 Dimanche.	19	25 <i>quintidi</i>	1711-1776. Hume.
12 Lundi.	20	36 primidi	Zenon.
13 Mardi.	21	27 duoni	1424. Mort de Jean Ziska.
14 Mercredi.	22	28 tridi	Cervantès.
15 Jeudi.	23	29 quartidi	1848. Condamnation de
			Voisamber.
16 Vendredi.	24	30 <i>quintidi</i>	Mme de Sevigné.
		<i>Brumaire</i>	
17 Samedi.	25	1 primidi	Retif de la Bretonne.
18 Dimanche.	26	2 duodi	1760. Nais. de St-Simon.
19 Lundi.	27	3 tridi	1645-1696. La Bruyère.
20 Mardi.	28	4 quartidi	Apollonius de Tyane.
21 Mercredi.	29	5 <i>quintidi</i>	1879. Congrès de Marseille.
22 Jeudi.	30	6 primidi	1775-1836. Ampère.
		7 duodi	1878. Promulg. en Alle-
			magne de la loi contre
			les socialistes.

An 1891 du Calendrier Grégorien	An 99 du Calendrier Républicain	An 20 de la Commune du Calendrier Socialiste	ÉPHEMERIDES SOCIALISTES et de la LIBRE PENSÉE
<i>Novembre</i>	<i>Brumaire</i>	<i>Brumaire</i>	
1 D. Toussaint	10	17 duodi	1772-1825. P.-L. Courier.
2 L. Les Morts	11	18 tridi	1819-1877. Courbet, mem- bre de la Commune.
3 Mardi.	12	19 quartidi	Phocion.
4 Mercredi.	13	20 quintidi	1867. Manifestation des International. de Paris.
5 Jeudi.	14	21 primidi	46. Mort de Caton d'Utique.
6 Vendredi.	15	22 duodi	1887. Mort de Pottier.
7 Samedi.	16	23 tridi	1874. Congrès de l'Inter- nationale à Bruxelles.
8 Dimanche.	17	24 quartidi	1856. Mort de Cabet.
9 Lundi.	18	25 quiniidi	1848. Supplice de R. Blum.
10 Mardi.	19	26 primidi	1866. Mort de Duveyrier.
11 Mercredi.	20	27 duodi	1887. Les martyrs de Chi- cago.
12 Jeudi.	21	28 tridi	1859. Mort de Colins.
13 Vendredi.	22	29 quartidi	1848. Condamnation de Bisbanbiglia.
14 Samedi.	23	30 quintidi	1880. Congrès du Havre.
15 Dimanche.	24	<i>Frimaire</i>	
16 Lundi.	25	1 primidi	1716. Mort de Leibnitz.
17 Mardi.	26	2 duodi	1716. Naiss. d'Alembert.
18 Mercredi.	27	3 tridi	1858. Mort d'Owen.
19 Jeudi.	28	4 quartidi	1889. Procès d'Elberfeld.
20 Vendredi.	29	5 quintidi	Guillaume Tell.
21 Samedi.	30	6 primidi	Claude Pelletier.
		7 duodi	1331. Insurrection de la Croix Rousse à Lyon.
22 Dimanche.	<i>Frimaire</i>		
23 Lundi.	1	8 tridi	Théodore Dezamy.
24 Mardi.	2	9 quartidi	Aristote.
25 Mercredi.	3	10 quintidi	1643. Mort de Tobie Adam.
26 Jeudi.	4	11 primidi	Pauline Roland.
27 Vendredi.	5	12 duodi	1694-1774. Quesnay.
28 Samedi.	6	13 tridi	1632-1694. Papendorf.
	7	14 quartidi	1871. Supplice de Ferré et de Rossel.
29 Dimanche.	8	15 quintidi	1830. Révol. en Pologne.
30 Lundi.	9	16 primidi	1871. Supp. de Crémieux.

<b>An 1891</b> du Calendrier Grégorien	<b>An 99</b> du Calendrier Républicain	<b>An 20</b> de la Commune Calendrier Socialiste	<b>ÉPHEMERIDES SOCIALISTES</b> et de la LIBRE PENSÉE
<i>Décembre</i>	<i>Frimaire</i>	<i>Frimaire</i>	
1 Mardi.	10	17 duodi	1879. Hartmann essaye d'exécuter le tzar.
2 Mercredi.	11	18 tridi	1707-1751. Lametrie.
3 Jeudi.	12	19 quartidi	Mort de Baudin.
4 Vendredi.	13	20 <i>quintidi</i>	Plutarque.
5 Samedi.	14	21 primidi	1780-1793. Viala.
6 Dimanche.	15	22 duodi	1773-1836. J. Stuart Mill.
7 Lundi.	16	23 tridi	1887. Mort de Becker.
8 Mardi.	17	24 quartidi	1625-1709. Pierre Corneille
9 Mercredi.	18	25 <i>quintidi</i>	1608 Naissance de Milton.
10 Jeudi.	19	26 primidi	1889. Mort de Sigida.
11 Vendredi.	20	27 duodi	1811-1882. Louis Blanc.
12 Samedi.	21	28 tridi	1770-1827. Beethoven.
13 Dimanche.	22	29 quartidi	1871. Condamnation à Lyon des insurgés d'avril.
14 Lundi.	23	30 <i>quintidi</i>	1799. Mort de Washington.
15 Mardi.	24	<i>Nivôse</i>	
16 Mercredi.	25	1 primidi	M. Le Pelletier St-Fargeau
17 Jeudi.	26	2 duodi	1785-1830. Bolivar.
18 Vendredi.	27	3 tridi	1851. Mort d'Olindes Ro- drigues.
19 Samedi.	28	4 quartidi	1876. Massac. à St-Petersb.
20 Dimanche.	29	5 <i>quintidi</i>	Mozart.
21 Lundi.	30	6 primidi	1887. Mort de Constantin. Pecqueur.
22 Mardi.	<i>Nivôse</i>	7 duodi	Meyerbeer.
23 Mercredi.	1	8 tridi	1857. Mort de Lagrange.
24 Jeudi.	2	9 quartidi	1887. Mort de Senimoff et d'Ouvaroff.
25 V. Noël.	3	10 <i>quintidi</i>	1780-1793. Barra Joseph.
26 Samedi.	4	11 primidi	1864. Mort de Bronterre. O. Brien.
27 Dimanche.	5	12 duodi	1825. Insurrection à St-Pé- tersbourg et à Moscou.
28 Lundi.	6	13 tridi	1715-1771. Helvétius.
29 Mardi.	7	14 quartidi	1738-1794. Beccaria.
30 Mercredi.	8	15 <i>quintidi</i>	1384. Mort de Jean de Wikleff.
31 Jeudi.	9	16 primidi	Aristide.
32 Vendredi.	10	17 duodi	1880. Mort de Blanqui.

## LE 18 MARS

L'anniversaire de la Commune est fêté aujourd'hui, non seulement en France, mais dans tous les pays du monde.

Tous les prolétaires conscients de leurs droits considèrent cette date mémorable comme les Pâques de l'avenir.

Aussi, malgré les précautions des gouvernants, on voit annuellement flotter le drapeau rouge sur le Quirinal et sur les plus hauts monuments de l'Europe et de l'Amérique.

Eveillés par la grande lutte que Paris a livrée au Vieux Monde, les exploités du monde entier se préparent déjà à la bataille suprême qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, et nous délivrera

« D'un tas de gèners, nos maitres,

« Czars, financiers et patrons »

Depuis l'avènement de la Commune, nous voyons le socialisme international faire des progrès si gigantesques qu'ils deviennent inquiétants pour les plus forts potentats de la terre.

Voyez ce qui se passe en Allemagne. Là, malgré la mise hors la loi des socialistes, leur nombre augmente par centaines de mille et ils finiront par l'emporter sur ceux qui les traquent comme des bêtes fauves en faveur d'une classe.

Le 18 Mars ne fut pas seulement une affirmation républicaine ou une revendication municipale ; ce fut une révolution ouvrière et prolétarienne, une révolution sociale ; c'est pourquoi les cœurs de tous les deshérités tressaillent au souvenir de cette grande journée.

Grande journée, en effet, car avant que les Versaillais eussent redemandé à Bismarck les malheureux soldats qui devaient assassiner Paris pendant la semaine sanglante, les autres, ceux qui avaient été témoins des trahisons de leurs chefs et des ignominies réactionnaires, les autres, fraternisaient spontanément avec le peuple et levaient la crosse en l'air lorsque les chefs bonapartistes leur commandaient de tirer sur le peuple.

Ils firent mieux encore : ils exécutèrent comme ils le méritaient, les tueurs du peuple : Lecomte et Clément Thomas.

Malgré toutes les calomnies, toutes les horreurs qu'on a dites sur la Commune et tous les crimes qu'on lui attribue, il ne faut pas oublier qu'au lendemain même de son désastre, il se leva de tous les côtés des marques de sympathie en sa faveur.

En Espagne, M. Garcia Lopez disait à la tribune des Cortès : « Nous admirons cette grande Révolution que nul ne peut sainement apprécier aujourd'hui, et que ne manqueront pas de bénir les siècles futurs. »

En Allemagne, les Bebel et les Liebknecht se déclaraient, au Reichstag, solidaires de leurs « frères de Paris. »

En Belgique et en Suisse on se levait pour empêcher l'extradition des échappés.

En Grèce, le principal journal d'Athènes l'*Aion*, considérait le renversement de la colonne Vendôme comme l'acte le plus noble du XIX<sup>e</sup> siècle.

Enfin le Conseil général de l'Association Internationale publia à Londres un rapport d'une logique aussi prophétique que profonde, et dont la presse française n'osa, à cette époque, reproduire qu'une très faible partie :

« Parce que, disait-il, après la plus terrible guerre des temps modernes, les conquérants et les vaincus ont fraternisé pour le massacre commun des prolétaires, il ne faut pas, comme le fait Bismarck, conclure de cet événement sans exemple, un refoulement définitif d'une société qui surgit, mais bien à l'effondrement dans la poussière de la classe bourgeoise.

« Le plus grand effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable, c'est une guerre nationale, — et l'on a la preuve aujourd'hui qu'une telle guerre est une simple mystification des gouvernements destinée à différer la lutte entre les classes et qui cessera dès que les classes descendront dans la rue.

« Désormais les gouvernants ne pourront plus donner le change en se déguisant sous des uniformes de couleurs différentes ; tous les gouvernements, sont *Un* contre le prolétariat. »

Aussi nous constatons aujourd'hui que le cri de ralliement de tous les prolétaires, sans distinction de nationalité, est celui de :

Vive la Commune !

P. ARGYRIADÈS.

## ÉTUDE SUR LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE <sup>(1)</sup>

---

Dévoiler le mystère de la richesse c'est  
préparer la guerre entre ceux qui en  
jouissent et ceux qui la produisent.  
QUESNAY.

La question la plus importante de toutes celles qui agitent la fin de notre siècle est sans contredit la question économique.

Le problème social se dresse menaçant devant nous.

De toutes les solutions proposées par les penseurs célèbres de notre temps, le collectivisme est celle à laquelle se sont définitivement fixés les esprits éminents qui les ont étudiées, ainsi que les intéressés à la transformation du régime actuel.

Déjà en France, en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Suède, aux Etats-Unis, etc., les partis socialistes les plus sérieux ainsi que la masse des prolétaires ont adopté le programme collectiviste et, comme but définitif, le communisme.

Le communisme n'est plus une spéculation philosophique ; il entre dans la voie des faits.

Il n'est resté, pendant des siècles dans le domaine de la spéculation, que parce que la production était individuelle et non collective comme aujourd'hui.

On a précisément reproché à l'idée socialiste moderne d'avoir pour fondement la communauté des biens préconisée déjà par des philosophes plus ou moins anciens ; on lui a reproché, en un mot, son origine antique.

L'idée, en elle-même, a pu être en germe chez les penseurs célèbres du passé chez Platon, Thomas Morus, Campanella, Morely, Mably etc., etc. Mais qu'on examine les raisons de ces auteurs et celles que nous donnons aujourd'hui en faveur du communisme, et l'on verra quelle différence il y a entre la doctrine actuelle et celle du passé.

(1) Cette étude sera complétée et publiée prochainement en volume sous le titre : « Essai sur le socialisme scientifique. »



Et d'ailleurs, fera-t-on un reproche à Darwin de ce que son système avait été prédit par Epicure et Lucrèce dans l'antiquité, de ce que la doctrine de l'évolution a été enseignée dans les écoles de la civilisation arabe et démontrée en partie au commencement de ce siècle par Lamarck ?

Lui reprochera-t-on d'avoir, par ses recherches et les moyens d'investigation que son époque mettait à sa disposition, démontré que la théorie de l'évolution était la vérité scientifique par excellence ?

Non, ce serait absurde. Pourquoi reprocher alors aux socialistes actuels leurs tendances communistes puisqu'ils prouvent, en s'appuyant sur la marche naturelle des choses qu'il n'y a pas de solution de la question sociale en dehors du collectivisme ou communisme ?

Le socialisme scientifique, sans indiquer les raisons *à priori* et sentimentales sur lesquelles se basaient les socialistes d'antan, démontre, je le répète, par des preuves tirées de l'observation des faits historiques (lutte de classes, révolutions économiques) et de la marche de la production moderne qui rend partout le travail collectif, que nous marchons à grands pas vers le communisme.

Mais à côté de ces deux bases, le socialisme moderne indique en sa faveur d'autres phénomènes très curieux de la production actuelle qui rendront bientôt complètement impossible le maintien du régime capitaliste.

Tels sont : le désordre que cause la production anarchique de notre société par les crises désolantes qui tendent à se perpétuer ; l'obstacle que le régime capitaliste apporte à la production en la renfermant dans un cercle étroit, lequel obstacle disparaîtra en même temps qu'une impulsion considérable sera donnée à la production, lors qu'aura lieu la collectivisation des richesses et des instruments de travail. Enfin la division du travail si nuisible aujourd'hui à l'intérêt de l'individu et qui, dans une société collectiviste, donnera des résultats merveilleux sans nuire à personne.

Laissant de côté la lutte des classes, examinons attentivement les autres raisons du socialisme moderne.

Le travail, depuis le développement du machinisme et la centralisation des capitaux, se fait de plus en plus collectivement,

c'est-à-dire en commun dans toutes les usines et fabriques, dans les mines, les chemins de fer, dans la grande agriculture, etc., etc.

Il a été remarqué que le mode de production détermine toutes les conditions sociales en général et le mode de répartition des produits du travail est une de ses conséquences nécessaires.

Il est évident que le mode de production étant aujourd'hui collectif et le devenant de plus en plus, le mode de répartition des produits le deviendra inévitablement aussi. Donc, la seule manière qui s'imposera pour la distribution des richesses sera le communisme.

La formule du positivisme, si vraie en elle-même : « La richesse « est sociale dans sa source et doit l'être dans sa destination », ne peut recevoir elle-même son application que dans le communisme et nous mettons au défi les positivistes de nous démontrer le contraire.

Nous avons parlé de terribles crises périodiques causées par la production anarchique de notre société. Ce phénomène serait à lui seul plus que suffisant pour justifier le communisme.

En effet, le machinisme aidant, on produit actuellement à l'aveugle dans toutes les branches de l'industrie. On ignore les besoins éventuels de la société, mais on produit quand même ; on produit toujours jusqu'à ce qu'il y ait *surproduction*, c'est-à-dire production double, triple ou quintuple aux besoins des consommateurs. Ces produits fabriqués sont entassés dans des magasins et dépôts et y pourrissent.

C'est alors qu'une crise noire commerciale et industrielle sévit sur tout le monde civilisé.

« La société se trouve dans un état de barbarie momentanée, on « dirait qu'une famine, qu'une guerre d'extermination lui enlève « tous ses moyens de vie. »

Et cela dure jusqu'à ce que les produits accumulés aient fait place à d'autres.

Pendant ces crises, quels sont ceux qui souffrent le plus ? Ce sont justement ceux qui ont travaillé pour produire ces richesses parce que les industriels et capitalistes ne pouvant pas les écouler sont forcés de congédier leurs ouvriers et autres salariés.

Voilà donc des milliers de travailleurs sur le pavé, dépourvus de toute ressource pour se soutenir ainsi que les leurs, ce qui montre la véracité du paradoxe suivant : « Plus les ouvriers travaillent et plus ils rendent leur situation misérable.

« La misère du chasseur sauvage qui périt si souvent de faim,

« disait déjà en 1819, de Sismondi, n'égale point celle des milliers de familles que renvoie quelquefois une manufacture. »

Pourquoi cet étrange phénomène ? Pourquoi ce paradoxe ? Pourquoi pendant que la richesse publique augmente le paupérisme s'étend-il ? Parce que cette immense richesse, ces produits fabriqués par l'exténuation des prolétaires, ce machinisme merveilleux, œuvre toujours de ceux qui souffrent, se trouvent entre les mains d'une minorité de chefs industriels et de riches oisifs. La cause en un mot, en est à la propriété individuelle et anarchique de nos jours.

« Le paupérisme, dit M. Sèmerie, n'est pas la pauvreté antique ; c'est la misère moderne, développée dans nos grands centres par l'industrie sans règle et systématisée par la fausse science. Il ne tient pas à la pauvreté réelle du milieu ; il se développe en pleine richesse, comme la glace dans un creuset chauffé à blanc. Il n'a pour cause ni la maladie ni l'inconduite, mais seulement l'injuste répartition de la fortune produite, de sorte que les travailleurs entraînés dans le tourbillon croissant de l'industrialisme, comme dans un engrenage implacable qui ne tient compte ni de leurs souffrances ni de leur volonté, ni de leur vie, sont réduits à tourner sans relâche et sans espoir, pour des consommateurs dont les coûteux caprices font hausser les prix de toutes choses, en regrettant de ne pouvoir revenir à l'heureuse pauvreté des pays sans industrie, où la vie est plus gaie et plus libre, les besoins moins nombreux, et le taux du salaire dans un rapport plus exact avec les besoins. »

Que faut-il pour mettre fin à cet état intolérable des prolétaires dont le nombre augmente au fur et à mesure que le grand commerce et la grande industrie exproprient les petits commerçants et les petits industriels ?

Il n'existe pas d'autre moyen que la suppression de la propriété individuelle, et son remplacement par la propriété collective.

Grâce à elle, le lendemain de chacun sera assuré, ainsi que ce qui est nécessaire, non seulement à sa subsistance, mais à son bien-être et à toutes les satisfactions que peut se donner un homme aisé de nos jours.

### **La production capitaliste obstacle au progrès.**

Tout en produisant à l'aveugle et en occasionnant par là une surproduction néfaste, le régime capitaliste enferme la produc-

tion dans un cercle étroit que la nationalisation des instruments du travail est appelée à briser et à élargir.

Ceci demande explication.

Aujourd'hui la production et le développement du machinisme ayant comme raison déterminante l'enrichissement de quelques industriels et capitalistes, se trouvent limités par les intérêts personnels de cette infime minorité de citoyens.

Au contraire, lorsque la collectivisation des moyens de production s'accomplira, le travail devenant national, deviendra par là même plus étendu dans toutes les branches de l'industrie. Il se centralisera et s'harmonisera beaucoup mieux qu'aujourd'hui aux besoins des membres de la société.

Grâce aux commissions de statistique, les besoins de tous les citoyens seront déterminés, on pourvoiera à leur bien-être, au lieu de laisser, comme aujourd'hui, la plupart d'entr'eux déchaussés et déguenillés pour envoyer les vêtements et les chaussures aux Tonkinois et autres Malgaches.

Que remarquons-nous dans la production bourgeoise pour démontrer qu'elle est un obstacle au progrès ?

Chaque branche de l'industrie a son époque ascensionnelle et progressive. C'est, en même temps, l'époque *concurrentielle*, si l'on peut s'exprimer ainsi.

En effet, il s'établit entre différents producteurs du même produit, une concurrence pendant laquelle il y a perfectionnement dans le machinisme et un certain avantage pour le consommateur qui achète à bon marché.

Mais la lutte entre concurrents ne dure pas éternellement ; le mieux doté, le plus apte à la lutte, celui qui, en un mot, a le plus de capitaux, finit par triompher au détriment des autres qui se ruinent.

C'est alors que la marche ascensionnelle et progressive s'arrête, c'est alors que ce capitaliste triomphant, restant seul sur la place, impose ses produits à des prix exorbitants.

Si un procédé nouveau, une invention nouvelle surgit, qui peut anéantir l'industrie de cet heureux bourgeois, il fait intervenir ses capitaux et avec l'aide des actionnaires influents qu'il a eu soin d'intéresser, il empêche l'introduction de ces nouveaux moyens qui, admis, nuiraient à ses intérêts.

Un exemple fera ressortir ce que nous avançons :

Il y a plusieurs années, il existait à Paris trois ou quatre com-

pagnies du gaz qui se faisaient une concurrence acharnée. L'une d'entre elles, grâce à ses capitaux, engloba les autres, les fit complètement disparaître, et aujourd'hui elle a établi son omnipotence à Paris, vendant à 30 centimes le mètre cube de gaz, tandis qu'à Londres le prix en est de 13 centimes et de 8 à Bruxelles. De plus, cette compagnie est le seul obstacle à l'éclairage de Paris par la lumière électrique parce qu'elle compte parmi ses actionnaires des ministres, des sénateurs et des députés et est, en quelque sorte, un Etat dans l'Etat comme toutes les grandes sociétés financières de notre temps.

Elle fait tout ce qu'elle veut pour maintenir ses privilèges et son exploitation abusive. C'est grâce à elle qu'a eu lieu cette immense hécatombe de vies humaines, lors de l'incendie de l'Opéra-Comique, car, pour lui être agréable, on n'avait pas à cette époque introduit la lumière électrique dans les théâtres de Paris.

Puisque je parle de la lumière électrique je la prends comme exemple pour expliquer comment la nationalisation des moyens donnera un nouvel essor à la production.

On sait que pour produire de la lumière électrique le grand moyen est la force motrice. Grâce aux machines Gramme, cette force — de même que la lumière électrique — peut être transmise à une grande distance.

Or, en employant dans un but social, les forces que la nature met à notre disposition et que les particuliers sont dans l'impossibilité d'employer, — leurs entreprises, quelles qu'elles soient, n'étant pas assez considérables, — on obtiendra des résultats extraordinaires.

Par exemple, en se servant de la force motrice du courant du Rhône, on pourra facilement obtenir l'électricité nécessaire à l'éclairage d'une région de la France. Ce que nous disons de l'électricité peut, tout aussi bien être appliqué à l'industrie et l'agriculture collectivisées, en employant les courants des fleuves, des marées, etc., etc.

Une des choses qui nous ont le plus frappé à la dernière exposition universelle de Paris, est le moteur qui mettait en mouvement toutes les machines occupant un parcours de plus d'un kilomètre. « Voilà en petit, nous disions-nous, ce que sera la production collectiviste dans chaque genre d'industrie. »

• • •  
Dans une société collectiviste on pourra entreprendre tous les

travaux qui sembleront offrir des avantages à la société ; si ces entreprises ne réussissent pas, les pertes se répartissant sur la « généralité » des citoyens seront insignifiantes pour chacun d'eux et il n'y aura pas de ruines partielles, comme de nos jours.

Nous lisons, il y a déjà longtemps dans la *République Française* qu'il fallait lorsque l'on proposait une réforme, démontrer à la bourgeoisie que cette réforme lui serait profitable afin qu'elle se décide à l'adopter.

Eh bien ! nous croyons pouvoir démontrer que, non seulement les pauvres, mais tous les citoyens en général seront plus heureux dans une société collectiviste que dans la société actuelle.

Aujourd'hui si nous examinons la vie de ceux qui ont pour objectif de s'enrichir, nous les voyons malheureux sans un moment de répit, se torturant l'esprit pour imaginer un moyen, loyal ou non, d'augmenter leur fortune ou de la préserver de la mauvaise chance, et se préoccupant sans cesse des *échéances* qui sont comme autant d'épées de Damoclès suspendues au-dessus de leurs têtes et prêtes à les déshonorer par la faillite.

Quelques-uns, et c'est l'exception, arrivent à leur but après 40 ou 50 années de lutte.

En profitent-ils ? Point. Ce sont leurs héritiers qui se disputent comme des bêtes fauves leurs héritages.

Ainsi ils ont passé leur jeunesse au milieu des tracas dans l'unique but d'amasser une fortune dont ils ne profitent pas.

Si ce sont des millionnaires qui laissent leur bien à leurs enfants, ce bien devient entre leurs mains un élément de corruption et de dégradation morale. Nous remarquons, en effet, que tous les fils des gros richards se dépravent en se vautrant dans les cabarets à la mode et se dégradent jusqu'à l'abjection par des actes infâmes (scandales de Londres etc.) tandis que si tous ces jeunes gens étaient élevé par les soins d'une société collectiviste qui les soumettrait à un travail de 2 ou 3 heures par jour, ils deviendraient peut-être les meilleurs des citoyens.

Ainsi donc, les riches eux-mêmes dans la société actuelle ne sont ni heureux ni certains du lendemain. Nous pouvons prendre comme exemple les 27 banquiers qui se sont suicidés après le krack de l'Union Générale, de MM. Bontoux et Feder, et le malheureux Boulau qui, il y a quelque temps s'est jeté dans la Seine, du désespoir de ne pouvoir faire face à une échéance d'un million.

Voilà un homme, millionnaire encore hier, qui se tue aujourd'hui.

d'hui laissant dans la misère sa jeune femme, charmante, dit-on, et ses quatre enfants.

Combien d'autres, moins riches que lui et dont les journaux ne s'occupent pas, finissent de la même façon !

Tous ces revers de fortune disparaîtront dans une société collectiviste parce qu'elle en tarira la source qui est l'intérêt individuel.

Les bourgeois qui aujourd'hui sont à la tête d'une industrie ou d'une organisation quelconque trouveront plus leur avantage pendant une génération dans la société nouvelle que les prolétaires, car étant plus instruits que ces derniers ils seront tout d'abord choisis par eux pour la direction des travaux et en quelque sorte aussi avantagés au point de vue moral qu'ils le sont aujourd'hui.

Ils seront seulement privés du droit d'exploiter leurs semblables et de celui d'abuser des biens et des richesses, droit que la loi leur donne aujourd'hui (1).

Ce droit d'abuser des richesses s'est développé à un tel degré de nos jours qu'on se demande si les hommes ne sont pas complètement abêtis pour laisser subsister un pareil état de choses ; un état de choses dans lequel un Rotschild quelconque, abusant de ses capitaux fait la hausse ou la baisse à la Bourse et ruine du même coup des milliers de citoyens.

### **Progrès par le Socialisme.**

Dans la société collectiviste chacun aura le droit d'user des biens communs mais nul n'aura le droit d'en abuser.

User pour ses propres besoins, bien ; mais thésauriser en dépouillant les autres, point.

Mais, nous dira-t-on, ceux qui sont plus intelligents que les autres, ne seront-ils pas rétribués ? Oui, moralement, car leurs concitoyens les honoreront en les chargeant des missions les plus difficiles et les plus délicates, mais non matériellement.

Ce n'est pas parce que tel sera intelligent qu'il aura le droit de s'emparer des richesses communes, et qu'il devra faire des diners plus somptueux et plus exquis que ses concitoyens ; et ce n'est pas parce que tel autre sera faible d'esprit mais qui contribuera selon ses moyens au travail social, qu'il faudra le laisser mourir de faim.

(1) D'après le droit romain et le droit français actuel, la propriété comporte le droit d'user et d'abuser de la chose dont on est propriétaire : « Jus utendi et abutendi. »

La société sera tout simplement comme une famille de nos jours où les enfants les plus intelligents comme les moins bien doués mangent à la même table et sont également traités par rapport à leurs besoins matériels.

D'ailleurs, lorsque le niveau égalitaire passera sur les têtes, et qu'il n'y aura ni riches ni pauvres, les intelligences elles-mêmes ne seront pas aussi disproportionnées qu'elles paraissent l'être aujourd'hui, car tous les citoyens recevront une instruction suffisante pour être au courant de toutes les connaissances humaines.

Quant aux aptitudes toutes particulières de quelques-uns, à leur talent, ils seront suffisamment récompensés par l'admiration des autres.

Aujourd'hui, préoccupé avant tout du gain, on ne comprend pas ce stimulant qui vient de l'amour-propre, du désir de plaire et de se distinguer parmi ses concitoyens et qui est cependant beaucoup plus efficace que celui qui résulte de l'appât du gain.

On nous dit et répète sans cesse que si on n'était pas guidé par l'idée d'une récompense pécuniaire, on ne produirait pas de chefs-d'œuvre.

Ceci est une profonde erreur. Prenons l'humanité dans son développement le plus sublime, dans sa quintessence en quelque sorte, prenons l'époque athénienne, l'époque de la civilisation grecque qui, à travers l'histoire, à travers des siècles de carnage, de ruines et d'abrutissement par lesquels l'humanité a passé, apparaît comme une oasis réparatrice et bienfaisante.

Voyons si les philosophes, les écrivains, les hommes d'Etat, les guerriers, les orateurs et les artistes de cette époque, dont les œuvres n'ont pas encore été surpassées, étaient guidés par l'idée d'une récompense pécuniaire.

Il serait puéril de prétendre, par exemple, que nous devons les chefs-d'œuvre des Eschyle, des Euripide, des Sophocle, des Aristophane à l'esprit de lucre, puisque les droits d'auteur étaient inconnus à leur époque.

Qui nous fera croire aussi que les recherches des Démocrite, des Epicure et de tant d'autres sur les mystères de la création, les découvertes d'Archimède, les enseignements des Socrate, les écrits des Platon, des Aristote sur le beau et le juste ont été faits en vue d'un profit quelconque? Qui dira qu'Aristote avait en vue une récompense pécuniaire lorsqu'il dépensait plus de quatre millions de drachmes pour recueillir les documents nécessaires à son histoire naturelle? Tout le monde sait que la seule récompense



accordée dans les concours littéraires ou artistiques des Jeux Olympiques était une branche d'olivier.

Ainsi ceux qui, selon l'expression de Goëthe, *ont le plus noblement rêvé le rêve de la vie*, les Grecs de la grande époque, n'accordaient comme récompense à leurs grands hommes qu'une branche d'olivier.

Qui ne se souvient aussi du mot de Thémistocle qui disait que les lauriers de Miltiade l'empêchaient de dormir?

Pour rendre notre idée plus saisissable, nous citerons un fait récent que nous lisions il y a quelque temps dans un journal :

« Un des fils de la reine Victoria, frère du prince de Galles et qui a plus de 500.000 fr. de rentes, s'est engagé en *amateur* dans un orchestre qui donne de grands concerts classiques, où il fait tout son possible pour se distinguer comme violoniste. »

Dans la société collectiviste tous les citoyens ayant leur lendemain assuré comme le fils de Victoria aujourd'hui, seront attirés comme lui vers l'art et la science par l'attraction passionnelle.

Le gain, disent encore les économistes bourgeois, est le stimulant du progrès; c'est lui qui détermine les hommes à faire avancer les sciences et les arts.

Si l'esprit de gain pousse à faire des inventions de peu d'importance, il paralyse au contraire le génie inventif chez l'homme. Celui-ci, lorsqu'il travaille en vue d'un profit ne produit pas de chefs-d'œuvre.

Nous remarquons, au contraire, que ceux qui ont laissé des œuvres dignes de notre admiration, ont été moins tentés par l'idée de lucre que par le goût des investigations scientifiques. Attribuera-t-on les découvertes d'un Darwin ou d'un Claude Bernard à l'idée d'une récompense matérielle? D'un autre côté quelle impulsion au progrès et quelle découverte attendrait-on actuellement de la part de centaines de milliers de mineurs et autres prolétaires?

Combien de génies inventifs sortis de leur sein, atrophiés dès leur éclosion et perdus à jamais pour l'humanité, anéantis par l'impitoyable situation qui leur est faite, et qui les oblige à ne penser à autre chose qu'à garantir de la faim eux et les leurs, résultat auquel ils n'arrivent même pas, malgré un travail de forçat!

Dans une société communiste, l'homme, n'étant plus isolément aux prises avec les nécessités de l'existence, pourra, après avoir fourni ses deux ou trois heures de travail social par jour,

s'adonner aux sciences, aux arts, ainsi qu'aux multiples aspirations qui se trouvent innées chez lui.

C'est alors qu'on verra s'épanouir considérablement et dans des proportions qu'on ne peut même pas imaginer aujourd'hui, tous les arts et toutes les sciences, et s'étendre à l'infini les inventions de toutes sortes.

Le gain, loin d'être un stimulant du progrès, n'est par le fait qu'un stimulant du crime.

C'est pour lui que les enfants des pauvres meurent de misère.

C'est pour lui qu'on fait des expéditions lointaines et qu'on porte la dévastation chez les peuples paisibles et tranquilles qui n'ont jamais rien fait pour provoquer ni mériter ces actes de brigandage.

Et ce sont toujours nos pauvres prolétaires qui laissent leur vie dans ces expéditions tandis qu'elles sont tout profit pour Messieurs les Capitalistes.

Pourvu qu'il y ait du gain, on ne regarde pas au nombre des hommes sacrifiés.

Tout est basé sur le profit dans la société actuelle. Peu importe qu'on empoisonne son prochain par la falsification des denrées alimentaires, peu importe qu'on trompe sa bonne foi, pourvu qu'il y ait un gain, c'est là l'essentiel. Aussi, a-t-on pu appeler notre siècle le siècle de la falsification et de la banqueroute.

Et l'on trouve tout naturel, dans le milieu où nous sommes, que ceux qui sont les plus fourbes et les plus falsificateurs soient ceux-là même qui s'enrichissent le plus vite, car il est démontré aujourd'hui qu'en agissant en parfaite honnête homme on ne peut réussir ni dans le commerce ni dans l'industrie.

Et si, par hasard, on parvient sans supercherie ni duplicité à réussir, on le fait au détriment des autres qui se ruinent.

### **Division du travail et centralisation des services.**

La centralisation de l'industrie et du machinisme, ainsi que les agglomérations humaines dans les grandes villes développent la division du travail.

On appelle division du travail dans l'industrie, la répartition entre plusieurs personnes des fonctions nécessaires à la fabrication d'un objet ou produit industriel quelconque.

La division du travail est en elle-même un des plus grands bienfaits de la production et de la perfectibilité scientifique.

Tel ouvrier qui ne fera de sa vie qu'une partie de tel objet l'exécutera bien et promptement et s'efforcera de trouver les moyens d'alléger sa tâche.

Tel médecin qui ne s'occupera que des maladies de la gorge ou des maladies des yeux, par exemple, sera mille fois plus fort dans sa spécialité que le médecin qui s'occupe de toutes les maladies du corps à la fois.

Les anciens, avec la perspicacité qui les distingue, ont prévu, avant Adam Smith, les avantages de la division du travail ; Xénophon nous dit en effet dans son *Economique* :

« Un homme dont le travail est borné à une seule espèce d'ouvrage y excellera » et Aristote ajoute dans sa *Politique* : « L'individu qui n'a qu'une fonction à remplir fait mieux et plus vite. »

Quelques exemples feront comprendre le grand avantage de la division du travail :

Une carte à jouer subit soixante-dix opérations.

Trente ouvriers, en un seul jour, ne faisant chacun que deux ou trois opérations, produisent quinze mille cinq cents cartes ; soit *plus de cinq cents* par ouvrier. Or, un seul employé à cette fabrication ne pourrait en produire plus de *deux* par jour.

Dix ouvriers se livrant à dix-huit opérations, fabriquent quarante-huit mille épingles en un jour, c'est-à-dire près de cinq mille chacun. Un seul n'en produirait pas vingt.

La fabrication d'une montre se divise en *cent deux* branches distinctes, dont chacune forme un art complet ; or, l'homme qui seul voudrait produire *une montre* y consacrerait un an, tandis que cent deux personnes, y travaillant conjointement, en fabriquent chacune cent dans une année.

Le développement de la division du travail est parallèle à celui de la production ; or celle-ci étant, comme nous l'avons déjà démontré, enfermée dans un cercle étroit par le régime capitaliste et individualiste, la division du travail l'est également dans la même proportion.

C'est seulement sous le régime collectiviste ou communiste que la division du travail pourra être étendue à l'infini et c'est alors aussi qu'elle donnera tous ses merveilleux résultats dont nous sommes privés aujourd'hui.

Les meilleures choses, celles qui sous un régime communiste seront de grands bienfaits pour l'humanité et soulageront tous les membres de la Société, se transforment en fléau pour la

majorité des citoyens sous le régime individualiste et capitaliste.

Exemple : la surproduction, le machinisme et la division du travail.

Nous avons déjà démontré les effets néfastes de la surproduction dans la société actuelle.

Ceux du machinisme sont faciles à comprendre lorsqu'on réfléchit que chaque nouvelle machine fait chasser des manufactures et prive de leur gagne pain autant d'ouvriers qu'elle en a remplacés par son travail.

De même pour la division du travail, elle est avantageuse aujourd'hui pour les capitalistes, mais elle est désastreuse pour la majorité des ouvriers qui, grâce à elle, ne connaissent pas un métier complet qui puisse leur assurer l'existence partout où ils vont chercher de l'ouvrage. Ils sont obligés, ne sachant faire qu'une partie d'un objet quelconque, une tête d'épingle par exemple, de rester attachés à la fabrique où ils sont occupés comme étaient autrefois les paysans à la glèbe. Nous voudrions, à cette occasion, demander à l'économiste Leroy Beaulieu que devient ici la liberté du choix de domicile pour l'ouvrier, liberté tant prônée par lui dans ses ouvrages ? Mais passons. Ce qui est plus désastreux encore pour l'ouvrier qui travaille aujourd'hui douze heures par jour dans une usine ou bagne capitaliste, c'est que par la division du travail, il n'est plus, pour ainsi dire qu'une manivelle. Il s'abrutit en ne faisant toute la journée que la vingtième ou la centième partie d'un produit.

Dans la société collectiviste, la division du travail sera étendue, développée à l'infini car elle présentera ainsi à la collectivité tous les merveilleux avantages dont nous avons parlé, et cependant les citoyens ne seront nullement lésés par là comme aujourd'hui dans leur intelligence puisqu'ils n'auront à fournir à la société que deux ou trois heures par jour et que tout le reste du temps ils pourront s'occuper des aspirations qui leur sont chères et développer ainsi leur intelligence.

La division du travail et la centralisation des services, voilà deux agents qui pourront procurer des profits incalculables à une société communiste, et dont les avantages sont aujourd'hui perdus pour l'humanité.

Nous entendons par centralisation des services, la réunion de chaque genre d'état, de métier, ou d'industrie, aujourd'hui divisé, en une organisation d'ensemble qu'on pourrait appeler aussi *service public*.

La centralisation des services ne se fera logiquement et d'une manière profitable à tous, qu'après le triomphe des idées collectivistes.

Car, si on voulait rendre, sous le régime capitaliste, certains services publics complètement communistes, c'est-à-dire gratuits, les pauvres n'en profiteraient pas.

Si, par exemple, on supprimait les timbres-poste et que tous les citoyens aient droit à la franchise postale, il n'y aurait que les riches, les industriels et les commerçants qui en profiteraient, parce que ce sont eux qui, journellement, ont une volumineuse correspondance et des paquets à expédier pour leurs affaires, tandis que les prolétaires n'ont pas de correspondance régulière.

Par la centralisation des services, on développera la division du travail, qui, comme nous l'avons démontré par des exemples dans notre dernier article, centuplera la production d'aujourd'hui dans chaque genre de produit, ce qui permettra de diminuer d'autant les heures de travail de chacun.

De même par la centralisation des services, on fera disparaître les petits ateliers où travaillent péniblement trois ou quatre ouvriers ne produisant que la centième partie de ce qu'ils pourraient produire dans une grande usine sociale en travaillant avec d'autres.

L'économie, ici, se fera sentir de toutes les façons ; pour le combustible, par la suppression de mille foyers différents ; pour les machines et outils qui ne resteront pas inoccupés dans les grands centres de travail, tout en étant plus restreints dans leur nombre, et pour tous les autres inconvénients (conduites d'eau, de gaz, etc.), que présentent les multiples petits ateliers à côté des grands centres industriels.

A l'avènement du régime communiste disparaîtront aussi ces misérables petites cuisines de chaque ménage où la plupart du temps il n'y a rien à cuisiner, elles feront place à de grandes cuisines communistes, où la propreté et le confortable le disputeront à l'abondance et à l'excellence des plats.

Celui qui ne peut pas comprendre la réalisation de cette transformation, se convaincra et en aura une faible idée en visitant à Paris, dans les grands magasins du Bon Marché, les immenses

cuisines et salles à manger servant aux 3.000 employés de cette maison de commerce.

Avec la centralisation des services et la collectivisation du sol, on pourra classer les différentes régions de terre et les consacrer au genre de produits que, par leurs compositions chimiques, elles sont plus propices à donner.

Ainsi, par exemple, on ne plantera pas de vignes sur des terres qui ne peuvent produire que du bon blé ou de la betterave, et réciproquement on ne sèmera pas du blé sur un terrain qui n'est propice qu'à la vigne.

Aujourd'hui l'intérêt individuel s'oppose à la réalisation de toutes ces transformations logiques et scientifiques; c'est pourquoi, lorsque le socialisme sera compris par une minorité consciente, assez forte pour faire la révolution, la société bourgeoise et individualiste ne durera pas un seul jour.

Ayant donné jusqu'ici assez de preuves que la société collectiviste sera à l'avantage de l'intérêt privé de chacun, et au grand avantage de tous, qu'on nous permette ici la citation d'un économiste bourgeois, M. Schäffle, ancien ministre des finances de l'Autriche, naguère encore l'ami et l'inspirateur de Bismark :

« Si le socialisme parvient à lier son principe incontestablement  
« plus unitaire, consciemment social, et son extirpation radicale de  
« l'usure et des monopoles particuliers, avec les avantages généraux  
« raux de l'intérêt privé et du contrôle général libre dans l'accomplissement  
« plissement des fonctions sociales, et par conséquent à conserver  
« tout le bon côté de l'ordre existant, il triomphera sûrement, bien  
« que dans un temps ultérieur. Alors toutes les acquisitions de la  
« civilisation, la centralisation dans l'Etat, la nature des rapports  
« modernes qui tendent à la plus complète centralisation, la tendance  
« générale à la production en gros et à la concentration des  
« forces mécaniques, l'union des travailleurs dans la grande industrie  
« trie et leur indiscipline croissante vis-à-vis des entrepreneurs  
« capitalistes, seraient pour lui de puissantes voies préparatoires.  
« Mais c'est alors précisément qu'il devrait se défaire de ce qui le  
« rend si effrayant aujourd'hui. Alors il se présenterait, en effet,  
« comme une phase de développement qui ne veut rien détruire,  
« mais qui accepte tous les fruits mûrs de la civilisation pour une  
« fécondation ultérieure plus élevée.

« Pour en arriver là, il faut parcourir une voie bien longue, mais  
« il n'y a aucune raison pour déclarer que cet affinage soit impossible.  
« ble. S'en occuper sérieusement est au contraire une des tâches

« les plus grandes et les plus conservatrices et il n'y en a pas de plus décisive pour les destinées futures de l'humanité. »

Quoique nous ne soyons pas tout à fait d'accord avec des économistes tels que Schaffle, nous préférons toujours appuyer nos dires par des citations dues à des hommes qu'on n'accusera pas d'être des utopistes.

### **Du Machinisme et de ses effets anti-sociaux sous le régime capitaliste.**

Le machinisme est aujourd'hui doublement pernicieux pour les prolétaires. Il prive les uns de leur gagne-pain en leur ôtant le travail, et dégrade moralement les autres en introduisant la subdivision du travail dans les manufactures.

« Subdiviser un homme, c'est l'exécuter s'il a mérité la sentence de mort; c'est l'assassiner s'il ne la mérite pas. La subdivision du travail est l'assassinat d'un peuple (1).

Ce qui, demain, avec une organisation nouvelle, sera le plus grand bienfait pour la société toute entière, est aujourd'hui un mal, un assassinat pour une partie de cette société puisqu'une infime minorité profite seule des améliorations et des découvertes au détriment de l'autre.

Ainsi le machinisme qui sera, sous le régime collectiviste, le vrai rédempteur de l'humanité, n'apporte aujourd'hui au travailleur que misère et souffrances, tandis qu'il procure aux riches l'opulence la plus insolente.

Depuis son introduction, le machinisme est le martyrologe de la classe ouvrière. Après avoir épuisé, estropié et avili l'homme, il s'est rabattu sur la femme et l'enfant.

« En rendant superflue la force musculaire, dit Karl Max, la machine permet d'employer des ouvriers sans grande force musculaire mais dont les membres sont d'autant plus souples qu'ils sont moins développés.

« Quand le capital s'empara de la machine, son cri fut : du travail de femmes ! du travail d'enfants !

« Ce moyen puissant de diminuer le labeur de l'homme se changea aussitôt en moyen d'augmenter les salariés ; il courba tous les membres de la famille sans distinction d'âge ni de sexe sous le bâton du capital. »

---

(1) D. Uguhart. — Familiards Words.

Les membres des enfants étant plus souples, se prêtant plus facilement que ceux des hommes au fonctionnement du machinisme, le capitaliste a trouvé son intérêt dans l'emploi des enfants. Un homme d'âge mûr dont le salaire variait autrefois de 25 à 50 fr. par semaine est maintenant remplacé par trois petites filles de treize ans qui sont payées de 7 à 10 fr.

Le machinisme, en un mot, a été depuis son avènement jusqu'à aujourd'hui, le plus épouvantable fléau qui se soit jamais abattu sur la classe des travailleurs.

Chacun de ses progrès a amené une calamité, chacun de ses développements a été marqué de sang puisqu'il a réduit au désespoir des milliers de travailleurs dont le cri de détresse a fait naître plus d'une émeute, plus d'une révolution.

Dès les premiers jours de l'introduction du machinisme dans l'industrie, commence la lutte entre les ouvriers et les patrons.

On brise en Angleterre les premiers métiers à tisser inventés par Jean Kay, et on traque celui-ci de village en village comme une bête fauve.

Quelle inconséquence dans ce simple fait seulement !

Voilà un homme qui, par son génie, apportait à la société un élément nouveau de richesses et qui est maltraité, hué, poursuivi par les travailleurs, ceux-là mêmes qui auraient dû trouver un grand soulagement dans son invention mais qui n'y trouvaient que misères et souffrances, alors que le capitaliste seul en profitait.

Quels ravages ont fait depuis, dans ce sens, toutes les merveilleuses inventions, dont s'honore l'esprit humain !

Quelles misères n'ont pas apporté à la classe des prolétaires en diminuant le travail toutes les admirables machines, telles que la Spinning-Jenny (Jeanne la Tisserande), la machine à vapeur de James Watt, les métiers à tisser des Crompton, des Jacquart, les machines à filer des Philippe Girard, des Arkwright (5 ouvriers suffisent pour surveiller deux métiers de 800 broches), les machines à coudre de tous systèmes et les milliers d'autres machines qui travaillent au profit exclusif du capital.

Et qu'on ne nous accuse pas d'exagération en parlant ainsi.

Voici comment s'exprime l'opportuniste, Martin Nadaud, après avoir démontré que l'introduction du machinisme et des nouveaux procédés dans la fabrication du coton et des tissus en Angleterre a fait augmenter la fortune de ce pays de plusieurs milliards de francs.

« Cette révolution scientifique, d'une si surprenante grandeur,



les ouvriers, il faut bien le dire, ne la comprirent pas d'abord. Ils ne comprirent pas que ce nouveau Saturne devait les dévorer tous ou les lancer dans un monde de merveilles, semblable à celui que leur rappelaient leurs vieilles légendes. Et comment l'idée de la destruction des machines aurait-elles pu ne pas leur venir ? Les magasins s'emplissaient plus vite qu'ils ne s'écoulaient, les ateliers se vidaient forcément et la faim les poussait dans les rues, dans les work-houses, au vol, à la prostitution et de là à la potence. Jamais pareille détresse n'était incombée à un peuple, jamais l'espérance ne lui avait été ravie à ce point ! »

D'après les calculs établis, le travail produit par le machinisme aujourd'hui est supérieur à ce que pourraient produire des hommes cinq fois plus nombreux que les habitants de la Terre ;

Jamais la crise n'a été aussi aiguë qu'aujourd'hui. Des milliers de prolétaires s'offrent pour un morceau de pain et ne le trouvent pas.

Il y a 30 ou 40 ans on n'aurait pas trouvé des hommes assez malheureux pour consentir à se dégrader comme le font aujourd'hui les hommes-affiches, les hommes-sandwichs qui se promènent dans nos rues entre deux pancartes.

Il faut que la bêtise humaine soit bien grande pour que le machinisme reste encore entre les mains d'une minorité d'exploiteurs oisifs et ne soit pas mis à la disposition de la collectivité.

Lorsque les machines deviendront sociales en tombant dans le domaine public, lorsqu'elles travailleront dans l'intérêt de tous, alors se réalisera le rêve du poète grec Antiparos qui chantait en ces termes l'invention du moulin à eau :

« Epargnez le bras qui fait tourner la meule, ô meunières, et dormez paisiblement ! Que les coqs vous avertissent en vain qu'il fait jour ! Dao a imposé aux nymphes le travail des esclaves et les voilà qui sautillent allègrement sur la roue et voilà que l'essieu ébranlé roule avec ses raies, faisant tourner la pesante pierre roulante. Vivons de la vie de nos pères, et, oisifs, réjouissons-nous des dons que la déesse accorde. »

Alors, mieux que le poète grec, nous nous exclamerons : « Vivons de la vie des dieux, et réjouissons-nous des dons que le machinisme nous accorde ! »

..

Le machinisme a surpassé dans son développement tout ce que l'on pouvait rêver autrefois, tout ce que l'on supposait impossible,

irréalisable. Les merveilles fabuleuses de Dédale et de Vulcain ne sont rien à côté des étonnants miracles réalisés par les progrès du machinisme et de la science. Les suppositions utopiques d'un Aristote sont devenues aujourd'hui des réalités palpables, réalités de beaucoup supérieures à tout ce qu'il pouvait imaginer.

On hésite à croire à certaines machines tellement elles sont ingénieuses dans leur mécanisme, et étonnantes par la quantité de travail qu'elles produisent.

Telle est la « Moissonneuse lieuse », qui, trainée par deux chevaux, moissonne le blé, le ramasse, l'attache en gerbe et le charge sur une voiture. Têl est le métier à filer qui, grâce à de successives améliorations, est devenue automate. Il serendiv lui-même et travaille avec mille broches à la fois. Là où il fallait autrefois mille ouvrières fileuses à la main, trois personnes suffisent et ne font que surveiller le travail.

Nous avons vu à l'Exposition universelle de Vienne (section anglaise) une série de machines qui, placées les unes à côté des autres, mues par la vapeur, prenaient de la laine brute et sale, la faisaient passer par toutes les opérations nécessaires, y compris le tissage, et produisaient une étoffe superbe. Une machine lavait la laine, une autre la séchait, une troisième la faisait carder par la cardé cylindrique, une autre la préparait en fuseau pour le filage et deux machines d'Arkwright filaient 480 fils à la fois avec autant de bobines. Ensuite la laine ainsi filée était prise par le métier à tisser et l'opération se terminait par le travail des navettes qui allaient et venaient toutes seules avec une vertigineuse rapidité et terminaient la miraculeuse étoffe.

On voit que le machinisme a fait des progrès merveilleux, gigantesques, mais il a failli à sa destination émancipatrice.

**Liberté bourgeoise. — Laissez faire. — Laissez passer.**

**Liberté socialiste.**

On a vu par ce qui précède que la condition des prolétaires libres de nos pays industriels est plus misérable que celle des anciens esclaves.

Les citoyens libres de par la loi, ceux qui ont le suffrage universel, en un mot, ceux qui composent le soi-disant peuple souverain, se trouvent sous la botte dorée du capitaliste et subissent sa loi et sa volonté.

Aujourd'hui, toutes les prétendues libertés sont illusoires et mensongères, ceux qui n'ont pas une position indépendante — et la majorité des citoyens est dans ce cas — sont forcés de cacher leurs idées et leurs sentiments, si ces sentiments et ces idées ne sont pas semblables à ceux de leur patron, de leur maître. Il en sera ainsi tant que l'homme ne sera pas *économiquement* indépendant, c'est-à-dire tant que ses moyens d'existence dépendront d'un autre homme.

Autrefois, la loi prenait certaines mesures en faveur des esclaves et des serfs. Le dernier code féodal celui de Prusse en 1795, porte que « le seigneur doit veiller à ce que les paysans pauvres reçoivent l'éducation, qu'il doit procurer les moyens de vivre à ceux de ses vassaux qui n'ont point de terre et venir au secours de ceux d'entre eux qui tombent dans l'indigence ».

Y a-t-il dans nos codes une garantie pareille pour les salariés?

Non, la loi abandonne le travailleur à la discrétion du capitaliste, et c'est pour s'affranchir de toute obligation envers ses esclaves les salariés, que la bourgeoisie prône, comme elle le fait, l'idée de liberté, le maudit : *laissez faire, laissez passer*.

Laissez mourir d'inanition et de misère les petits enfants des pauvres.

Laissez torturer ces petits êtres pendant douze heures par jour par des exploiters inhumains.

Laissez les filles des prolétaires se prostituer pour gagner leur pain.

Laissez dans le dénûment le plus complet, sans feu ni lieu, les vieux prolétaires qui, après avoir passé toute leur vie à produire des richesses pour la société, se voient chassés de leur atelier parce qu'ils sont trop vieux. Laissez condamner ces malheureux comme vagabonds s'ils n'ont pas de logis pour passer la nuit.

Voilà ce que signifie le *laissez faire, laissez passer* des bourgeois.

On nous parle de liberté aujourd'hui.

Il ne s'agit pas de se payer de mots, il faut examiner les choses dans leur réalité.

Or, si nous pénétrons dans les mines, dans les usines, dans les fabriques, que voyons-nous? « Des milliers d'ouvriers, entassés dans ces bagnes, sont organisés militairement, traités comme des soldats industriels; ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète d'officiers et de sous-officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, du gouvernement

bourgeois, mais encore journellement et à toute heure, les esclaves de la machine du contre-maitre et surtout du maître de la fabrique. Ce despotisme est d'autant plus sordide, plus horrible et plus exaspérant qu'il prend ouvertement le profit pour but unique. »

Les économistes et hommes d'Etat bourgeois, avec la mauvaise foi qui les distingue, ont imaginé et formé de toutes pièces un communisme selon leurs besoins d'argumentation qui leur permet de le combattre sans difficulté.

Il est certain qu'en ayant soin d'attribuer à une doctrine toutes les bêtises imaginables, on arrive facilement à en avoir raison.

Ils prétendent entre autres choses que le communisme est privatif de liberté. Ils vont même jusqu'à dire que la vie dans une société communiste sera comme, actuellement, la vie dans les couvents, sans compter cette ânerie bourgeoise qui court les rues et consiste à dire que les communistes veulent le partage.

Heureusement, aujourd'hui, on va au fond des choses et on les étudie avec attention.

Nous avons examiné et démontré ce que vaut la prétendue liberté de la société actuelle.

Si nous revenons sur le même sujet, c'est pour bien faire comprendre cette idée que l'égalité économique, seule, amènera la plus grande somme de liberté possible. C'est aussi afin de répondre une fois pour toutes aux bourgeois qui prétendent que nous jouissons dans la société actuelle d'une plus grande liberté que nous n'en pourrions jamais jouir dans l'organisation future. C'est pour leur montrer la stupidité de cet argument et leur faire sentir la différence qui existe entre une société capitaliste dans laquelle il y a des millionnaires et des meurts-de-faim, dans laquelle une infime minorité d'individus dispose des richesses sociales aux dépens de la majorité et lui impose ses conditions, et une organisation sociale où nul n'aura le droit ni les moyens d'acheter la liberté de son semblable, les citoyens étant tous économiquement égaux.

C'est, en un mot, pour leur faire toucher du doigt l'avantage qui résultera d'une société collectiviste pour chaque citoyen au point de vue de la liberté surtout.

Aujourd'hui le capitaliste, non content d'accabler le travailleur

sous les impôts que nécessitent le service de la rente, le prive, encore de plus de la moitié de sa liberté corporelle sans compter sa liberté morale. En effet, sur 12 heures du travail que fournit par jour l'ouvrier au patron, 7 heures sont faites gratuitement sans aucune rétribution.

Voici une statistique qui va nous le prouver :

« La production manufacturière française qui, il y a vingt ans, employait 1.467.471 ouvriers dont 417.430 femmes et 117.101 enfants s'est chiffrée par une valeur totale de 7 milliards 130.281.210 francs dont il convient de défalquer matières premières, combustible, etc., évalués par l'enquête de 1860-65 à 5.135.467.718 fr. Ce qui laisse une plus value de 1.994.615.592 fr., dans laquelle les salaires ne figurent que pour 980.414.405 fr., ou moins de la moitié.

Eh bien, étant donné que les divers établissements industriels eussent été en possession de nos 1.467.471 hommes, femmes et enfants, au lieu des 980.414.405 fr. qui leur sont échus en partage (666 en moyenne par tête), ils auraient eu à se répartir la totalité des 1.994.615.592 fr. — soit en plus de ce qu'ils ont perçu : 1.001.468.117 fr. (1.357 fr. par tête au lieu de 666 fr.)

Ainsi les bourgeois qui s'indignent contre la corvée et la dime de l'ancien régime et reprochent au communisme son manque de liberté, trouvent toute naturelle cette corvée moins apparente que l'ancienne mais qui prive le prolétaire de sa liberté tout entière.

Dans la société collectiviste ou communisme cette exploitation de l'homme par l'homme disparaîtra naturellement et augmentera le *quantum* de liberté de chaque citoyen.

La disparition de cette exploitation ne sera pas la seule cause de l'augmentation de la liberté et du bien-être ; les innombrables avantages que nous avons déjà énumérés au cours de cette étude, tels que : centralisation et division du travail, augmentation et perfectionnement du machinisme, ordination et réglementation de la production, suppression des intermédiaires, etc., etc., ajoutés à la disparition de la classe parasite composée des riches et de leur valetaille, des préfets, sous-préfets, magistrats, etc., qui sera soumise, elle aussi, à un travail social, feront que la durée du travail nécessaire à la production, répartie entre tous les citoyens, ne pourra jamais être supérieure pour chacun d'eux à trois heures par jour.

Comme nous sommes loin ici de la servitude de la société actuelle dans laquelle l'ouvrier de fabrique, le mineur, sont obligés

de fournir douze heures de travail s'ils ne veulent pas avec la liberté mourir de faim.

D'ailleurs avec la société collectiviste, les citoyens étant tous libres et égaux et pouvant choisir leur travail, l'accompliront avec plaisir. De plus, ils n'auront pas à subir la tyrannie et les exactions d'un patron, ni la brutalité et les insultes d'un contre-maitre, comme les ouvriers de nos jours.

Mais, nous dit-on parfois, les abus seront à craindre de la part d'une administration communiste qui pourra établir son omnipotence.

Avec un peu de réflexion, on peut se convaincre du contraire.

L'intérêt individuel et pécuniaire une fois disparus de la société et l'égalité économique admise par les citoyens, l'Etat ou *gouvernement oppressif des hommes* disparaîtra pour faire place à une *administration des choses*. Or, les administrateurs de la société future seront les intéressés eux-mêmes — c'est-à-dire tous les citoyens — et s'occuperont tout particulièrement de la chose publique, comme les Athéniens autrefois, ils ne délègueront les plus capables d'entre eux à la direction des travaux que temporairement et pourront les révoquer à volonté.

Mais, supposons que les délégués aux grands intérêts de la communauté soient nommés par élection, par le suffrage universel, il y aura toujours plus de garantie qu'aujourd'hui contre les abus, parce que l'égalité et la communauté des biens aidant nul n'aura intérêt à avantager tel citoyen au dépens de tel autre.

De plus les intérêts vitaux de tous les citoyens et ceux de leurs enfants dépendant de la bonne gestion des affaires de la communauté, chacun de ses membres sera bien plus intéressé que ne le sont les citoyens individualistes de la société actuelle à ce que la direction des affaires publiques soit confiée à des hommes capables, honnêtes et présentant toutes les garanties possibles.

Enfin, si le Parlement, aujourd'hui, est oppressif pour les prolétaires, il ne l'est pas pour la bourgeoisie; il est au contraire son humble serviteur.

Donc, lorsque les prolétaires eux-mêmes seront au pouvoir, ils s'en serviront pour réaliser leurs revendications, et jamais pour s'opprimer eux-mêmes, cela va sans dire.

### La Lutte des classes

Nous avons dit, en commençant cette étude, que le socialisme scientifique ne se basait que sur l'observation des faits histori-

ques et sociaux pour démontrer qu'il y aura fatalement changement de l'état social actuel et de la condition des salariés.

Un de ces phénomènes est la lutte des classes.

Il est démontré qu'à toutes les époques de l'histoire, une classe a exploité l'autre ; les différentes révolutions qui se sont succédées, ainsi que les luttes, les changements multiples qui se sont produits jusqu'à présent n'ont fait que transformer le genre de l'exploitation : l'esclavage a été remplacé par le servage et celui-ci par le salariat, la forme la plus inique et la plus hypocrite de l'exploitation de l'homme par l'homme. Le salariat disparaîtra à son tour, emportant avec lui la bourgeoisie.

Les classes qui ont précédé la bourgeoisie ont disparu, parce que leur raison d'être n'existait plus.

Il se produit, en effet, dans l'ordre social, ce qu'on a remarqué dans l'ordre physique ou naturel, c'est-à-dire que tout membre de l'organisme d'un être vivant qui devient inutile à la lutte pour l'existence, finit à la longue par disparaître.

« Du travail d'adaptation aux conditions extérieures de la vie, dit Haeckel, dans son *Histoire de la création des êtres organisés d'après les lois naturelles*, « il résulte que des organes, jadis « actifs et fonctionnant réellement, cessent peu à peu d'être em-  
« ployés et ne trouvent plus leur usage. Par suite du défaut d'exer-  
« cice ils s'atrophient de plus en plus, et néanmoins l'hérédité les  
« lègue d'une génération à la génération suivante, jusqu'à ce  
« qu'ils disparaissent, en fin de compte, soit en grande partie, soit  
« en totalité. »

Sans remonter plus haut, nous prenons comme exemple la classe qui a immédiatement précédé la bourgeoisie, c'est-à-dire la noblesse.

Tant que les nobles rendaient des services en payant de leur personne, combattant et repoussant tout ce qui pouvait nuire à leurs vassaux, ils remplissaient un rôle et étaient en quelque sorte nécessaire à leur milieu social. Mais du moment où l'Etat s'est substitué à leurs différentes attributions et qu'ils ne s'occupaient qu'à pressurer le tiers-état, sans rien faire d'utile pour lui, de ce moment leurs jours étaient comptés, et ils ne devaient pas tarder à disparaître.

C'est alors que nous les voyons, affolés par des émeutes successives, se presser en masse autour de la cour de Versailles (ainsi que se pressent aujourd'hui autour de l'Etat les bourgeois

capitalistes), venant chercher un appui pour sauvegarder leurs privilèges.

Et, signe caractéristique des races à leur déclin, un grand nombre de ces nobles vivaient des faveurs accordées à leurs femmes.

L'Etat d'aujourd'hui est encore plus paternel envers les bourgeois capitalistes que ne l'a été la royauté pour les nobles. Veulent-ils des mines ? Veulent-ils des lignes de chemins de fer ? (Banque de France, Compagnies des chemins de fer d'Orléans et d'autres lignes, etc., etc.) ; ils n'ont qu'à faire signe, les bourses de l'Etat s'ouvrent toutes larges pour eux. Demandent-ils des bataillons pour pouvoir affamer avec plus de sûreté leur salariés « taillables et corvéables à merci » ? L'Etat ne leur refuse rien, rien ! Pas même des expéditions lointaines où l'on engloutit des millions de francs pour ouvrir des débouchés où ces Messieurs puissent écouler les produits volés aux travailleurs.

Ce qui s'est produit pour la noblesse ne tardera pas à arriver pour la bourgeoisie, qui, elle aussi tombe et dégénère de jour en jour (exemple : Wilson, d'Andleau, Caffarel, etc.)

En effet, à l'époque de la petite production, lorsqu'il n'y avait que des ateliers peu considérables, où ne travaillaient que deux ou trois ouvriers avec leur patron, la nécessité de ce patron se faisait sentir. Il s'occupait toute la journée, travaillant comme les autres en dirigeant les travaux ; sans lui, l'atelier n'aurait pu exister, car, en quelque sorte, il en était l'âme.

Mais aujourd'hui, que la centralisation capitaliste et industrielle s'est accomplie dans les proportions que vous savons, et que, en collectivisant la production, elle a fait entrer dans les rangs du prolétariat des centaines de mille d'anciens petits patrons ou industriels (voituriers remplacés par la création des lignes de chemins de fer, petits forgerons ruinés par les forges du Creuzot et des Hauts-Fourneaux, etc., tisseurs disparus par l'introduction des métiers Jacquart, petits boutiquiers engloutis par les grands bazars du Louvre et du Bon-Marché, etc.), tous ceux-là et bien d'autres catégories de producteurs, expropriés sans aucune indemnité, en faveur de grands capitalistes. (1).

---

(1) Nous avons essayé de compter le nombre de ceux qui tombent annuellement dans la classe des prolétaires. Le résultat de nos recherches



Aujourd'hui que, sur les ruines de la petite industrie se sont élevés des usines ou de grands centres de production où travaillent, en dehors des machines, des milliers d'ouvriers ;

Aujourd'hui dis-je, qu'une administration savamment organisée, composée des salariés, a remplacé dans ces grands centres ou usines l'ancien patron, quel est le rôle des capitalistes, propriétaires de ces usines ? Aucun. Il y en a qui n'y mettent jamais les pieds, sans parler des actionnaires qui, pour la plupart, ignorent où elles se trouvent.

Tout s'y fait sans la moindre intervention de leur part ; ils peuvent disparaître que les travaux n'en continueront pas moins, comme s'il ne s'était rien passé.

La plupart de ces capitalistes ne se donnent même pas la peine d'aller toucher les dividendes de leurs actions ou les coupons de leurs rentes. Ils n'ont qu'un seul souci : celui de savoir par quel luxe effréné et par quelles débauches infâmes ils arriveront à dépenser tous les millions soutirés aux salariés, qui eux, malgré un travail sans relâche, crouissent dans la misère.

Donc, la bourgeoisie capitaliste ne remplissant aucun rôle actif dans la production sociale, devient inutile. Elle est, par conséquent, appelée à disparaître, comme classe, dans un bref délai.

Ajoutons que, en même temps que la bourgeoisie devient inutile à la production, elle tient l'industrie et l'agriculture dans des limites étroites par le régime de la propriété individuelle, ainsi que les tenait autrefois la noblesse par le régime féodal, les jurandes et les maîtrises.

Mais le prolétariat, à l'instar de la classe qui l'exploite, en s'emparant de l'Etat, brisera l'enveloppe étroite dans laquelle la bourgeoisie enferme l'industrie et l'agriculture et établira le collectivisme, tant par rapport à la production, qui est déjà à moitié collectivisée, que par rapport à la consommation des produits.

---

est qu'il y a plus de 60,000 citoyens qui après avoir été condamnés par les tribunaux de commerce pour n'avoir pas pu payer leur échéance, perdent leur crédit, deviennent salariés. Parmi ceux-là on compte 24.416 faillites et requêtes pour l'année 1882 tandis qu'il n'y avait que 2.417 faillites en 1849.

Quant aux causes qui ont été présentées en 1882 elles montent au chiffre de 277.032 ; en 1849 il n'y avait que 461.064 causes.

Rien que de 1881 à 1882, en une année, les causes commerciales ont augmenté leur chiffre de 20.213.

Nous avons démontré en nous basant sur des faits historiques et naturels, que le règne de la bourgeoisie était précaire et que le prolétariat érigé en parti de classe en aurait bientôt fatalement raison.

Messieurs les bourgeois ne pensent pas ainsi. Ils croient que leur régime est éternel et qu'il n'y a pas lieu de songer à la réforme sociale.

« Les économistes, dit Karl Marx, ont une singulière manière de procéder. Il n'y a pour eux que deux sortes d'institutions : celles de l'art et celles de la nature. Les institutions de la féodalité sont des institutions artificielles, celles de la bourgeoisie sont des institutions naturelles. Ils ressemblent en ceci aux théologiens qui, eux aussi, établissent deux sortes de religions. Toute religion qui n'est pas la leur est une invention des hommes, tandis que leur propre religion est une émanation de Dieu.

La féodalité, aussi, avait son prolétariat — le servage — qui renfermait tous les germes de la bourgeoisie. La production féodale, aussi, avait deux éléments antagonistes, qu'on désigne également sous le nom de *beau côté* et de *mauvais côté* de la féodalité, sans considérer que c'est toujours le *côté mauvais* qui finit par l'emporter sur le *côté beau*.

C'est le mauvais côté qui, en constituant la lutte, produit le mouvement qui fait l'histoire. Lorsque la bourgeoisie l'eût emporté, il ne fut plus question ni du bon ni du mauvais côté de la féodalité. Les forces productives qui s'étaient développées par elle sous la féodalité lui furent acquises. »

De même les forces productives développées aujourd'hui par le prolétariat lui seront acquises lorsqu'il aura remporté sa victoire sur la bourgeoisie.

Pour cela il faut laisser de côté tout scrupule sur les moyens à employer. Ce n'est pas en défendant la Banque de France contre les révolutionnaires, comme on l'a fait pendant la Commune, qu'on vaincra la bourgeoisie, mais c'est au contraire en imitant cette dernière dans ses actes révolutionnaires. Elle ne s'est pas gênée de fouler aux pieds la légalité féodale lorsqu'elle s'emparait des biens des nobles et du clergé.

Sous l'ancien régime, la propriété féodale et cléricale était considérée aussi sacrée, aussi légitime et plus même que la propriété bourgeoise actuellement. Cela n'a pas empêché les bourgeois de

confisquer et de vendre à vil prix aux loups cerviers de la finance tout ce qui appartenait à la noblesse et au clergé.

La révolution prolétarienne dont le but est de collectiviser tous les biens et toutes les richesses ne renouvellera pas ces orgies et ces vols.

Le prolétariat cueillera à coup de décrets les fruits mûrs pour la collectivisation, tels que : chemins de fer, canaux, banques, mines, usines, fabriques, steamers, etc., etc., en expropriant la bourgeoisie, et ne vendra rien de ce qui appartiendra à la collectivité, c'est-à-dire à la nation.

Le paysan restera en possession de sa petite terre qui, par un décret, sera exonérée de la dette hypothécaire qui pèse sur elle, dette qui se chiffre en France par 23 milliards, ce qui revient à dire que la terre des paysans appartient par le fait aujourd'hui aux capitalistes.

Les innombrables parcs qui appartiennent aux richards, et sont une insulte à l'égalité et à la dignité des autres citoyens, seront déclarés promenades communales, et, comme les magnifiques jardins royaux d'autrefois, ils seront à la disposition de tous les citoyens.

Pour que la révolution qui est une œuvre gigantesque, soit menée à bonne fin par le prolétariat, il faut que celui-ci soit bien persuadé qu'il ne réussira qu'avec de l'énergie. La formule « la fin justifie les moyens » n'est que scientifique lorsqu'on lutte pour les intérêts de tout un peuple.

La sentimentalité seule peut faire échouer une révolution.

Sachons surtout au moment révolutionnaire prendre des garanties en rapport avec le danger qui nous attend en cas d'insuccès.

Au lieu de 70 otages qu'a fait la Commune, faisons-en 70.000 s'il le faut, et la semaine sanglante ne sera pas renouvelée.

..

Le socialisme moderne n'a rien d'utopique. Pour l'époque transitoire il ne demande que des réformes reconnues justes et réalisables par les bourgeois eux-mêmes.

Quant à l'expropriation capitaliste et la collectivisation des richesses et des instruments du travail, elles se feront avec la plus grande facilité parce que telle est la voie vers laquelle conduit la production.

Ce qui a été enlevé au peuple lui reviendra inévitablement quoi-

que cela paraisse impossible, à ceux qui n'y ont pas suffisamment réfléchi. Qui aurait supposé avant la grande Révolution que les palais et les parcs des rois tomberaient dans la communauté, et que tous les citoyens en auraient la jouissance, soit par la transformation de ces palais en musées communistes, soit par la consécration des parcs royaux en promenades publiques. Et cependant cela est réalisé aujourd'hui.

D'un autre côté, comment contester la possibilité des services communistes puisque de nos jours il y en a qui fonctionnent parfaitement ?

Qu'est-ce, en effet, que les postes et télégraphes, sinon un service communiste tout récent ?

Et les routes nationales, et les bibliothèques ? Ne sont-ce pas aussi des services communistes ?

Les chemins de fer ne sont-ils pas devenus un service public en Allemagne ?

Le communisme est donc incontestablement le régime futur de la société, il sera le résultat de la cristallisation des différentes branches de la production actuelle.

« L'étude attentive de la géologie et de l'histoire, dit Blanqui, « révèle que l'humanité a commencé par l'isolement, par l'individualisme absolu, et qu'à travers une longue série de perfectionnements, elle doit aboutir à la communauté.

« La preuve de cette vérité se fera par la méthode expérimentale, la seule valable aujourd'hui parce qu'elle a fondé la science. « L'armée, les collèges, les prisons, les casernes, communisme « dans les limbes, grossier, brutal, mais indéniable. Rien ne se « fait en dehors de cette voie. L'impôt, le gouvernement lui-même, sont du communisme, de la pire espèce à coup sûr, mais « cependant d'une nécessité absolue.

« L'idée a dit à peine son premier mot ; avant d'en être à son « dernier, elle aura tout changé de face. Nous ne sommes encore « que des barbares. »

Avec le communisme disparaîtront le hideux intérêt individuel et la spéculation criminelle de nos jours, d'où découlent le vol, l'escroquerie, l'accaparement, la concussion, le charlatanisme, le chantage et tous autres crimes qui se commettent aujourd'hui sous l'égide de la loi.

Le communisme donnera le coup de grâce à la société actuelle « telle qu'elle est bâtie, la gueuse, — comme dit Vallès — qui n'a qu'à se faire sauter de la plombe de caserne à jeter dans le sillon où les pauvres

se tordent de douleur et meurent de faim — crapauds à qui le tranchant du soc a coupé les pattes et ne peuvent même pas faire résonner dans la nuit de leur vie leur note désolée et solitaire ! »

P. ARGYRIADÈS.

---

## L'ATLANTIDE

LÉGENDE DE L'Océan

---

### I

Un monde triomphant à l'aspect volcanique  
Au sol fertile et beau plein de vallons charmants  
Repose enseveli sous l'immense atlantique  
Dressant encor ses monts en récifs menaçants.

La vieille Egypte, seule, a gardé la mémoire  
De ce monde enfoui ; peut-être ses vaisseaux  
Vers elle ont-ils vogué, tout permet de le croire,  
Lorsque sur l'Atlantide on vit monter les eaux.

En un jour, une nuit, dit le récit d'Egypte,  
Ce continent rempli de géantes cités  
S'effondra, maintenant il dort dans cette crypte  
Ainsi qu'en un linceul sous les flots agités

Mais, comme Pompéï se leva de la cendre,  
Un jour on cherchera sous l'océan profond  
Quand dans l'abîme obscur l'homme saura descendre  
On verra l'Atlantide ainsi qu'un spectre au fond.

Pâle, sous les coraux et les herbes marines,  
Elle apparaîtra morte avec ses fiers remparts,  
Ses monuments écroulés, avec l'or de ses mines  
Et mêlés au granit ses ossements épars

Et plus belle cent fois paraîtra l'Atlantide  
N'ayant plus rien qui passe à l'empire du temps  
Ainsi qu'en un creuset rendue aux éléments.

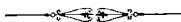
## II

Mais qui sait, si levant les voiles funéraires,  
L'Atlantide qui dort au fond des océans  
Ne remontera pas tandis que d'autres terres  
A leur tour descendront sous les flots et les temps.

Le mort, qui va soufflant sur les races humaines  
Transforme la matière et l'infini géant.  
Jette l'homme et le ver pour engraisser les plaines,  
En attendant que l'onde y passe en murmurant.

Des flancs du Ténériffe, agités de tempêtes,  
Au roc de Gibraltar, peut-être, avec terreur  
On entendra mugir les vagues et les faîtes,  
Et le vieux continent émergera vainqueur.

LOUISE MICHEL.



## LES SUICIDES EN FRANCE

Le régime capitaliste, cause de tant d'infortunes, de tant de désespoirs, devient de plus en plus un fléau pour le peuple en général.

C'est lui qui est la cause de la dépopulation de la France, c'est lui qui réduit des milliers de citoyens à cette extrémité : ou de se donner volontairement la mort ou de mourir d'inanition.

Le capitalisme progressant dans sa marche expropriatrice de la petite industrie et du petit commerce, rejette des milliers de citoyens, petits commerçants et petits industriels, dans la classe des déshérités du prolétariat.

Ces anciens boutiquiers ou petits patrons se voyant dans la misère du jour au lendemain, ne pouvant et ne sachant pas lutter comme les ouvriers qui ont un métier, finissent, pour la plupart, par le suicide.

Ceci ne peut-être contesté puisque c'est sur les statistiques officielles que nous nous basons pour démontrer avec quelle vitesse effrayante le nombre des suicidés augmente depuis une cinquantaine d'années.

Les écrivains et journalistes de la classe bourgeoise et du capitalisme font semblant de s'inquiéter de cet accroissement des suicides, et du dépeuplement de la France, mais ils ne veulent pas indiquer, les lâches, les vraies causes de ces désastres pour ne pas mécontenter leurs maîtres, pour ne pas troubler leur digestion.

#### SUICIDÉS

En seize années, de 1872 à 1887, le nombre des suicides s'est accru de 55 0/0; leur proportion, en égard à la population, s'est élevée de 15 à 21 sur 100.000 habitants.

Les 106,267 suicides constatés pendant cette période se répartissent ainsi par année.

1872 — 5,275 ou 15 sur 100.000 habitants.

1873 — 5.525 — 15 —

1874 — 5.617 — 16 —

1875 — 5.472 — 15 —

1876 — 5.804 — 16 —

1877 — 5.922 — 16 —

1878 — 6.434 — 17 —

1879 — 6.496 — 18 —

1880 — 6.638 — 18 —

1881 — 6.741 — 18 —

1882 — 7.213 — 19 —

1883 — 7.267 — 19 —

1884 — 7.572 — 20 —

1885 — 7.902 — 21 —

1886 — 8.187 — 21 —

1887 — 8.202 — 21 —

Ainsi, sauf en 1872, la progression, d'année en année est plus ou moins sensible, mais elle est constante.

#### MOTIFS PRÉSUMÉS D'APRÈS LE MINISTRE RAPPORTEUR

	Hommes	Femmes
Misère et revers de fortune . . .	936 ou 16 0/0	126 ou 8 0/0
Chagrins de famille. . . . .	813 — 14 0/0	303 — 19 0/0
Amour, jalousie, débauche . .	173 — 3 0/0	132 — 8 0/0
Accès d'ivresse et ivrognerie		
habituelle . . . . .	836 — 14 0/0	98 — 6 0/0
Désir de se soustraire à des pour-		
suites judiciaires . . . . .	234 — 4 0/0	30 — 2 0/0
Souffrances physiques. . . . .	1.138 — 19 0/0	269 — 16 0/0
Peines diverses . . . . .	329 — 6 0/0	56 — 3 0/0
Aliénation mentale. . . . .	1.401 — 24 0/0	622 — 38 0/0

On divise les *motifs* en différentes classifications pour cacher la cause fondamentale qui est la misère presque pour tous les cas de suicides. Car à quoi attribuer les accès d'ivresse, le désir de se soustraire aux poursuites judiciaires, les peines diverses et l'aliénation mentale sinon à la misère?

---

### LE MENDIANT

Va-t'en ! tu n'es qu'un chien, si tu fais ton régal  
Des restes mendiés qui tombent de ma table.  
Qui demande l'aumône, il n'est pas mon égal.

Ah ! redresse toi donc, grand pauvre lamentable ;  
Ne rampe pas ainsi sur le bord du chemin  
On te couche à l'étable ! Eh bien brûle l'étable !

Ferme le poing plutôt que de tendre la main.  
Ne sois pas l'humble bête aisément assouvie ;  
Sois homme, sois mon frère, un fauve à mufle humain,

Et tu t'y souleras au festin de ma vie.

Jean RICHEPIN.

---

### BABEUF ET SA DOCTRINE

---

Nul n'ignore aujourd'hui la conspiration des Egaux dont Babeuf fut l'initiateur et l'inspirateur.

Les Egaux furent les seuls révolutionnaires qui étaient en même temps socialistes.

Ils comprenaient, eux, que le régime inauguré par la Révolution française était loin d'amener l'égalité sociale si ardemment désirée par le peuple.

Aussi tentèrent-ils de réagir contre l'égoïsme bourgeois, et peu s'en est fallu, qu'ils réussissent.

La dénonciation d'un faux frère, d'un traître, Grisel, fit échouer ce merveilleux mouvement révolutionnaire. Babeuf et Darthé,



traduits devant la Haute Cour de Bourges, furent condamnés à mort.

Aussitôt que l'arrêt de condamnation fut prononcé, à l'audience même, Babeuf et Darthé se frappèrent d'un poignard qui avait été procuré à Babeuf par un de ses fils.

Malgré cette mort héroïque et tragique, les bourgeois firent traîner les corps de Babeuf et Darthé à la guillotine. Ils furent décapités morts !

Notre cadre ne nous permet pas de nous étendre autant que nous aurions désiré sur le Babouvisme.

Voici l'analyse de la doctrine de Babeuf.

### **Analyse de la doctrine de Babeuf.**

1. — La nature a donné à chaque homme un droit égal à la jouissance de tous les biens.

2. — Le but de la société est de défendre cette égalité souvent attaquée par le fort et le méchant dans l'état de nature et d'augmenter, par le concours de tous, les jouissances communes.

3. — La nature a imposé à chacun l'obligation de travailler; nul n'a pu, sans crime, se soustraire au travail.

4. — Les travaux et les jouissances doivent être communs.

5. — Il y a oppression quand l'un s'épuise par le travail et manque de tout, tandis que l'autre nage dans l'abondance sans rien faire.

6. — Nul n'a pu sans crime, s'approprier exclusivement les biens de la terre et de l'industrie.

7. — Dans une véritable société, il ne doit y avoir ni riches ni pauvres.

8. — Les riches qui ne veulent pas renoncer au superflu en faveur des indigents sont les ennemis du peuple.

9. — Nul ne peut, par l'accumulation de tous les moyens, priver l'autre de l'instruction nécessaire pour son bonheur : l'instruction doit être commune.

10. — Le but de la révolution est de détruire l'inégalité et de rétablir le bonheur commun.

11. — La révolution n'est pas finie parce que les riches absorbent tous les biens et commandent exclusivement, tandis que les pauvres travaillent en véritables esclaves, languissant dans la misère, et ne sont rien dans l'Etat.

12. — La constitution de 1793 est la véritable loi des Français, parce que le Peuple l'a solennellement acceptée.

### Formules de prédilection de Gracchus Babeuf.

Pour que l'état social soit perfectionné, il faut que chacun ait assez, et personne de trop. (J.-J. ROUSSEAU.)

Ce court passage, disait Babeuf, est l'élixir du *Contrat Social*.

Discourez tant qu'il vous plaira sur la meilleure forme du gouvernement, vous n'aurez rien fait tant que vous n'aurez point détruit les germes de la cupidité et de l'ambition. (DIDEROT.)

Les malheureux sont les puissances de la terre ; ils ont le droit de parler en maîtres aux gouvernements qui les négligent. (ST. JUST.)

Surcharger l'opulence, soulager la misère, anéantir l'une avec le superflu dangereux de l'autre ; voilà tout le mystère de la Révolution. (TALLIEN.)

Loin de regarder l'état de communauté comme une chimère impraticable, il n'est pas aisé de concevoir comment les hommes sont venus à établir celui des propriétés particulières. (MABLY.)

Chers amis ! l'Égalité n'engendre point de guerre. (SOLON.)

Ne souffrez point qu'il y ait un malheureux ou un pauvre dans l'Etat. (ST. JUST.)

Le but de la Société est le bonheur commun, (*Déclaration des Droits de l'Homme, par ROBESPIERRE*).

Le but de la Révolution Française est aussi le bonheur commun. (*Prospectus du Tribun.*)

### Chant des égaux.

Un code infâme a trop longtemps  
Asservi les hommes aux hommes ;  
Tombe le règne des brigands !  
Sachons enfin où nous en sommes.

Réveillez-vous à notre voix  
Et sortez de la nuit profonde,  
Peuples ressaisissez vos droits  
Le soleil lui pour tout le monde.

Tu nous crées pour être égaux  
Nature, ô bienfaitrice mère,  
Pourquoi des biens et des travaux  
L'inégalité meurtrière ?

Pourquoi mille esclaves rampants  
Autour de quatre à cinq despotes ?  
Pourquoi des petits et des grands ?  
Levez-vous braves sans-culottes

Dans l'enfance du genre humain  
On ne vit point d'or, point de guerre,  
Point de rang, point de souverain,  
Point de luxe, point de misère !

La sainte et douce *Egalité*  
Remplit la terre et la féconde :  
Dans ces jours de félicité,  
Le soleil luit pour tout le monde.

Hélas ! bientôt l'ambition,  
En s'appuyant sur l'imposture,  
Osa de l'usurpation  
Méditer le plan et l'injure

On vit des princes, des sujets,  
Des opulents, des misérables ;  
On vit des maîtres, des valets ;  
La veille tous étaient semblables !

Du nom de lois et d'instituts,  
On revêt l'affreux brigandage;  
On nomme crime les vertus,  
Et la nécessité, pillage

D'un trop léthargique sommeil.  
Peuples! rompez l'antique charme:  
Par le plus terrible réveil,  
Au crime heureux portez l'alarme

Prêtez l'oreille à notre voix  
Et sortez de la nuit profonde,  
Peuples ressaisissez vos droits,  
Le soleil luit pour tout le monde.

### Chanson nouvelle à l'usage des faubourgs. (1)

*Air: C'est ce qui me désole.*

Mourant de faim, mourant de froid,  
Peuple dépouillé de tout droit,  
Tout bas tu te désole;

Gorgés d'or, des hommes nouveaux,  
Sans peines, ni soins, ni travaux,  
S'emparent de la ruche :

Pendant le riche effronté  
Qu'épargna jadis ta bonté  
Tout haut, il se console.

Et toi, Peuple laborieux,  
Mange et digère, si tu peux,  
Du fer, comme l'antruche.

---

## LA DÉPOPULATION

---

Il est un fait qu'il est aujourd'hui impossible de nier: la dépopulation fait des progrès effrayants. Si nous nous en référons au rapport du docteur Lagneau, de l'Académie de médecine, la population française ne s'accroîtrait plus actuellement que de 119 habitants sur 100.000.

Toute la presse a fait connaître son opinion sur la gravité de cette situation, malheureusement il est bien difficile de se reconnaître parmi les divers journaux qui s'adressent pour la plupart, à des lecteurs auxquels ils sont obligés de dénaturer la vérité, afin d'obéir à la direction capitaliste qui impose une volonté actuellement en contradiction avec les événements.

On ne veut pas avouer que c'est la misère et la mauvaise organisation sociale, qui sont la cause de tout. Si on connaissait à fond ce qui se passe dans la classe des déshérités de la vie, si ceux-là pouvaient parler comme ont la faculté de le faire les bourgeois, qui prétendent apporter un remède à leurs maux, ce ne serait plus qu'un immense cri d'indignation qui retentirait sur tous les points

---

(1) Cette chanson ainsi que le « Chant des Egaux » sont dus à la plume du poète babouviste Sylvain Maréchal.

de la surface du globe pour dire que s'il n'est pas possible d'avoir aujourd'hui droit au travail, il est permis d'avoir droit à la vie.

L'affaire Hayem n'est qu'un grain de sable jeté dans l'immensité à côté des nombreuses injustices qui se pratiquent tous les jours et qui n'ont pas même le don d'apitoyer les parasites qui se montrent indifférents en toute circonstance.

Je ne citerai qu'un simple fait en passant, dont j'ai été témoin, et qui démontrera l'impossibilité dans laquelle se trouve la classe malheureuse de la société de qui l'on exige des enfants pour en faire des soldats, qui seront peut-être plus tard obligés de se tourner vers ceux qui leur ont donné le jour sous prétexte de maintenir l'ordre d'une société, qui ne fait rien pour améliorer leur sort.

Il y a quelque temps, après avoir terminé mon ouvrage, j'étais allé prendre l'air au bois de Vincennes. N'ayant pas les moyens d'aller m'attabler au café, je rêvais sur un banc, lorsque mon attention fut attirée par une femme avec un enfant sur les bras, qui semblait attendre quelqu'un, sa physionomie avait un aspect des plus effrayants, la misère, les peines et les privations, étaient gravées sur son visage, j'avais devant mes yeux, un cadavre ambulante que le vent pouvait renverser dans la poussière, sans la moindre violence. Quelques instants après je vois apparaître au détour d'une avenue, un militaire avec un pain de munition, sous le bras, je compris que ces deux personnes étaient en intelligence et du point où je me trouvais je pus saisir une partie de leur conversation.

«.... Je n'ai pas mangé depuis deux jours, mon mari est malade.  
« mes enfants en bas âge ne me sont d'aucun secours, je n'ai plus  
« qu'un souffle de vie, j'ai été remplacée à la cartoucherie parce  
« que j'avais besoin de leur donner des soins, je suis désespérée,  
« le lait me manque pour donner à l'enfant que j'ai sur mes bras...

Le jeune soldat sortit son pain de dessous le bras, le tendit à la malheureuse qui, touchée de tant de bonté, se mit à fondre en larmes. Il allait se retirer, mais celle-ci le retint un instant.

J'étais sans argent, je profitai de ce moment pour me rendre chez ma maîtresse de pension pour lui demander quelques sous que je me proposais de lui donner, mais à mon retour, je ne trouvai plus que le jeune soldat, qui me dit qu'il n'était point rare que tous les soirs à la sortie du fort, des femmes vinssent se livrer pour un pain de munition.

Écœuré par ce spectacle, j'acquis la certitude que je n'avais pas

été trompé, ce fut mon premier pas dans la vie, à partir de ce moment, je devins socialiste, je ne pouvais admettre que pour tant de sacrifices qu'on exige des hommes, ceux qui sont privilégiés puissent être aussi ingrats, laissent mourir de faim leurs semblables et exigent des survivants, les enfants pour en faire des soldats.

Ces faits ne font que confirmer mes prévisions, mes pressentiments ne m'ont point trompé. on recule aujourd'hui pour mettre au monde des enfants dont l'existence n'est point assurée.

MARX BOUTARIC

M. de Nadaillac, qui a traité aussi la question de l'affaiblissement progressif de la natalité en France, emprunte au docteur Bertillon la moyenne des naissances pour 10.000 habitants et par période décennale.

Cette moyenne était de	1770 à 1780	de	380
—	—	1801 — 1810	— 325
—	—	1811 — 1820	— 316
—	—	1821 — 1830	— 309
—	—	1831 — 1840	— 289
—	—	1841 — 1850	— 274
—	—	1851 — 1860	— 267
—	—	1861 — 1868	— 264
—	—	1869 — 1880	— 245

La diminution, on le voit, est constante; depuis le commencement du siècle, la moyenne des naissances annuelles pour 10.000 habitants est tombée de 325 à 245.

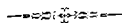
Donc, à mesure que la civilisation capitaliste s'implante et se généralise en France, la force reproductrice de la race diminue.

Le nombre des mariages est aussi en décroissance; la moyenne de cinq années : 1879, 1880, 1881, 1882 et 1883 a été de 281, 376; cette moyenne est inférieure à toutes les moyennes précédentes.

Durant trois années, de 1880 à 1882, les décès ont excédé les naissances dans 40 départements, près de la moitié de ceux qui forment le territoire de la France. De 1872 à 1876, ces départements étaient au nombre de 17.

Ainsi, à partir de 1880, c'est-à-dire dès le commencement de la crise que nous traversons, les mariages diminuent et l'excès des décès sur les naissances augmente.

Voilà les magnifiques résultats de la morale et de l'ordre bourgeois.



## UN FAIT DIVERS

— Des choux, des poireaux, des ca-a-a-rottes!... Nave-e-ets, navets!... Du-u bel oignon-on-on! Du bel oignon!...

Trainante, grelottante, plaignarde, la mélodie, chantée par une voix de femme, égrenait ses notes lamentables d'un air glacial.

Mais il avait beau être glacial, cet air de dix degrés au-dessous de zéro, il n'arrivait pas à geler les grosses gouttes de sueur, âcres, brûlantes, qui perlaient au front, dégoulinaient sur les joues de la pauvre femme, pendant qu'elle poussait d'ahan sa petite voiture chargée de légumes et chevrotait son refrain sur un ton de plus en plus navrant.

Oh! la misérable créature! Maigre, les yeux cernés, les pommettes bleuies, les narines froncées de souffrance, elle allait, sous un tartan rapiécé et une marmotte en torchon. Elle avait une grande tache jaune sur le haut de la figure : le masque de grossesse, hélas! Et son ventre ballonné se cognait à l'éventaire roulant. Elle était enceinte.

— Des choux, des poireaux, des ca-a...

Et elle s'affaissa entre les brancards.

Malgré le froid, il se fit un rassemblement. En un clin d'œil, la rue fut encombrée, les derniers venus passaient par derrière, demandant ce qu'il y avait. D'autres joûaient des coudes pour sortir de la presse, et, n'ayant rien vu, répondaient :

— Peuh! une femme saoule!

Un sergent de ville arrive, fend la cohue, fait écarter le monde et l'approche, en tenant à la main son carnet et son crayon pour verbaliser.

— Votre plaque? Votre numéro? Et relevez-vous, plus vite que ça!

La femme se tord par terre, sanglotte, étouffe. Elle cherche d'un geste convulsif, à dégraffer son corsage. Elle s'enfonce les poings dans le ventre, pousse les reins en avant, allonge le cou, hurle.

— Oh! mon Dieu! mon Dieu! Vous voyez bien que je vais accoucher.

On la porte chez un pharmacien. Les badauds suivent et font un tas qui pérore à la devanture. Chacun dit son mot.

— En v'la une idée de faire des enfants dans la rue!

— Ben! faut qu'elle est un vrai courage, par un temps pareil!

— Est-ce que ça lui a pris, comme ça, tout d'un coup?

— Aussi, on ne travaille pas quand on est dans cet état là.

Et toutes les réflexions banales et prévues se croisent. Ceux qui parlent prennent un air entendu. Leurs voisins les approuvent.

Dans la boutique, la malheureuse couchée par terre, là-bas, au fond, où il y avait assez de place, est en proie aux affres de l'enfantement. Le garçon potard lui tient la tête et la fait renifler au goulot d'un flacon. Le patron, la calotte en arrière, se donne l'importance d'un médecin. Il a relevé la manche droite de sa redingote. De temps à autre le sergent de ville vient à la porte, dont le bouton de cuivre est secoué par les impatientes.

— Allons, allons, débarrassez le trottoir. Circulez, messieurs, circulez!

Je t'en fiche, qu'on va circuler! Voilà la femme qui accouche. Des gamins curieux, fautilés au premier rang s'aplatissent le nez sur la glace de la montre et soufflent pour tâcher de fondre les glacons qui les empêchent de distinguer ce qui se passe.

— Dis donc, Léon, qué qu'tu vois? Moi, j'vois rien.

— Moi, je vois l'pharmacope qu'est à genoux. Mais il y a l'ecarabin devant. Il bouche le plus chouette. Ah! zutt! V'la encore l'sergot qui vient nous faire décañiller... Oh! mince! j'ai vu. C'est rien rigolo!

La femme a mis au monde un enfant. Et elle songe avec amertume que cela lui en fait cinq. Oui, avec amertume! Elle les aime pourtant bien, ses petits. C'est pour eux, pour les quatre demeurés à la maison, qu'elle est sortie ce matin sans vouloir écouter les voisines qui lui disaient que ce n'était pas prudent. C'est pour eux qu'elle allait travailler quand même, espérant qu'elle pourrait encore aller aujourd'hui. Dame! le mari est à l'hospice. Elle a rudement du mal à les nourrir, les quatre mioches! Et maintenant comment va-t-elle faire?

Demain, elle ne pourra plus vendre. Pas le sou pour manger. Ah! malheur!

Elle veut se lever pour aller trainer sa voiture.

— Non, non, c'est défendu dit le pharmacien. Que diable! il ne faut pas aller plus vite que les violons. Un bel accouchement, c'est vrai, et joliment mené, je m'en flatte! Mais, enfin, ce n'est pas une raison pour forcer la nature. On va envoyer chercher une civière, et on vous transportera, ma brave femme.

On attend. La foule a fini par se disperser. La civière arrive. On

met la femme dessus, avec le nouveau-né dans une couverture. On recouvre le tout dans la serge noirâtre qui ressemble à une serpillière. Le cortège sort de la boutique. En route, la femme s'évanouit. Elle a une perte. On change de direction et on va vers l'hôpital.

Eh bien ! Et les quatre mêmes qui sont à la maison ?

Quant à la petite voiture, le sergent de ville l'a fait conduire à la fourrière.

Dans la rue on stationne encore aux alentours. Les boutiquiers viennent demander des détails au pharmacien. Il raconte et parle même avec des termes techniques. Puis il conclut invariablement par ces mots :

— Et j'ai compris, dans ses jérémiades, que cela lui en faisait cinq. C'est gens-là ne sont vraiment pas raisonnables.

On trouve, à l'unanimité, que le pharmacien a raison.

(*Le Paré*)

Jean RICHEPIN.

---

## LE COUP DE TAMPON

---

Le mouvement socialiste est tellement irrésistible aujourd'hui que les écrivains les plus bourgeois eux-mêmes, ne peuvent s'empêcher de s'en occuper. Voici, en effet, un fragment d'un poème de l'académicien François Coppée :

... Cependant quelque chose est juste au fond des plaintes

Et des yeux menaçants du pâle faubourien

Riches, songez au peuple ! Il fait tout, et n'a rien.

— Oui, tout, pour vos besoins, votre luxe et vos vices.

O privilégiés, faites des sacrifices.

Il en est temps, grand temps. Mettez, puissants du jour,

Dans vos lois un peu plus de douceur et d'amour,

Rendez aux malheureux la haine moins facile.

Prenez-y garde. Il est trop de gens sans asile.

Il est trop, beaucoup trop de filles de seize ans

Qui rôdent, en frôlant du coude les passants,

Trop d'enfants vagabonds, l'œil terne et le teint jaune,

Trop de vieux artisans condamnés à l'aumône,

Après trente ans et plus d'enclume et d'établi.



Sybarite, ton lit de roses fait un pli,  
Et tu geins. Que d'errants sans un toit pour y vivre !  
Comme c'est cher, le pain à quatre sous la livre !  
Réponds, gourmand, toi qui t'es plaint qu'on ne pouvait  
Trouver, l'autre décembre, un melon chez Chevet.  
Vraiment, je vous le dis; jouisseurs, prenez garde :  
L'édifice des lois caduques se lézarde :  
Héritier d'un parent plus ou moins éloigné,  
Dis-moi, ce sac plein d'or, tu ne l'as pas gagné.  
Si nous parlions un peu des droits du légataire ?...  
O Pompéiens, mettez l'oreille contre terre ;  
Comme elle est chaude, et quels grondements de courroux !  
Des jets empoisonnés s'échappent par les trous.  
Le vieux sol social, de moissons trop avare,  
Est brulant sous vos pieds comme une solfatare.  
Ne vous endormez pas dans les profonds coussins.  
L'éruption menace, et les temps sont prochains.

Après avoir si bien raisonné, Monsieur Coppée s'arrange pour faire croire au prolétaire qu'il doit se tuer pour sauver ses bourgeois : les bourgeois.

---

## SOCIALISME INTERNATIONAL

---

### Le 1<sup>er</sup> Mai

Au mois de juin 1889, alors que la bourgeoisie cosmopolite contemplait, les prenant pour son œuvre, les richesses créées par le prolétariat international, un fait passé presque inaperçu se produisait.

Parmi tous les congrès à grand orchestre commandités par les différents gouvernements, des délégués ouvriers, venus de toute part à l'appel des marxistes français, discutaient les intérêts de leurs mandataires respectifs, et se trouvaient d'accord sur la solution des problèmes sociaux proposés par les organisateurs. Pour montrer qu'ils étaient bien les représentants des intérêts de leur classe, ils choisissaient une date à laquelle cette classe pût affirmer ses revendications : c'était le 1<sup>er</sup> mai.

La preuve est faite et bien faite.

Malgré les cris d'alarme poussés par les oies du capitole bourgeois, malgré les provocations, les arrestations préventives, les

condamnations avant la lettre, les mesures de police et d'ordre prises par les gouvernements, partout, dans les pays à production capitaliste, partout où la population est divisée en salariants et salariés le même jour, à la même heure, la même manifestation s'est produite. En France, en Allemagne, en Amérique, en Belgique, en Angleterre, en Autriche, en Espagne, en Italie, en Roumanie, partout où se trouve un capitalisme et par conséquent un prolétariat, ce prolétariat constitué en parti de classe s'est trouvé d'accord pour sommer la bourgeoisie de tenir compte, bon gré mal gré, de ses revendications.

Réduction des heures de travail, minimum des salaires, tel est le drapeau sous lequel se sont mobilisées les armées ouvrières des deux mondes. Il y a là un commencement d'action collective que doivent saluer avec joie ceux qui savent que la Révolution sera internationale ou ne sera pas.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », disait le manifeste communiste de Marx et d'Engels, le premier monument du socialisme moderne... Cette union est réalisée... La bourgeoisie capitaliste pourra essayer de ranimer le squelette du chauvinisme, protectionnistes et libre-échangistes pourront divaguer plus ou moins économiquement sur l'utilité des frontières et des douanes, les crânes dénudés de la science officielle pourront discuter à perte de vues sur l'antagonisme ou la priorité des races, il n'en restera pas moins ce résultat immense et sans précédent : pour le prolétariat conscient et organisé, il n'y a plus de frontières. Pour la solution de la question sociale, ce prolétariat ne connaît qu'un remède : l'organisation du travail qui doit amener fatalement la socialisation des moyens de production. Vive la Révolution sociale ! Vive l'Internationale !

*(L'Idée Nouvelle).*

### **Le mouvement socialiste en Hollande.**

La Hollande est le pays de la liberté... dans le passé. Liberté de conscience, liberté de presse. On l'appelle même le berceau de la liberté, le pays classique de la libre-pensée dans lequel, d'ailleurs, les persécutés trouvèrent l'hospitalité.

Je ne dirai pas que cette liberté est légendaire, car, relativement, on avait autrefois, en Hollande, plus de liberté qu'ailleurs.

Mais ils sont passés ces jours de fête.

Certainement il y a encore de la liberté, mais pour les riches, pour les maîtres qui ont fait de l'Etat une machine superbe pour leur bien-être et leur tranquillité.

Les socialistes, les ouvriers, sont exclus des bénédictions de la liberté bourgeoise.

Pour eux les devoirs; pour les bourgeois les droits. Un tel état est comme on le voit un grand privilège, car avec la Belgique, nous avons l'honneur de former les pays où l'exploitation est la plus brutale et le travail le plus méprisé.

Où trouve-t-on un pays dans lequel on refuse de servir les ouvriers en blouse dans les cafés? Eh bien! cela existe dans le classique pays de la liberté. Ainsi que le disait un jour un ministre : « les ouvriers sont des non-valeurs parce qu'ils n'ont pas le droit de voter. » Il n'y a plus que 3 0/0 des citoyens majeurs — et la majorité commence avec la 23<sup>e</sup> année — qui ont le suffrage. On voit que ce suffrage est très restreint. Et un autre ministre nommait le peuple ouvrier, « une bande qui ne peut faire qu'ériger des barricades et renverser des trônes. » (1)

La Hollande est un état pur sang ploutocrate où le gouvernement est la machine avec laquelle les financiers exploitent la masse d'une manière inouïe.

Le mouvement socialiste ne date pas encore de longtemps, mais une fois accepté dans les esprits calmes et raisonneurs des Hollandais le socialisme a fait de rapides progrès dans une dizaine d'années. Autrefois on a eu l'Internationale, mais l'influence de cette association sur la population ouvrière n'a jamais été grande. Lorsque le congrès de l'Internationale s'assembla à La Haye en 1872, les délégués éprouvèrent une hostilité de la plupart des ouvriers qui pensaient, excités par la presse bourgeoise, qu'une bande de brigands et incendiaires menaçait la tranquille résidence de notre tranquille pays.

Un des délégués disait en voyant l'esprit borné des ouvriers : ce sont des bêtes. Certainement, le gouvernement libéral qui règne depuis 1848 n'a négligé aucun moyen pour abrutir les ouvriers. Mais, heureusement, lorsque l'évangile du mécontentement fut prêché, on trouva rapidement de nombreux citoyens disposés à l'écouter et quoiqu'eniée par les puissants, bafouée par les soi-disants savants, l'idée grandissait, et aujourd'hui le socialisme est en Hollande, comme partout une puissance qu'on ne peut plus nier. Principalement en Frise et en Groningue, les deux provinces septentrionales, le socialisme a une influence énorme, comme dans les grandes villes : Amsterdam, La Haye, etc.

---

(1) Nous espérons que le jour n'est pas loin où le peuple le fera avec succès et que ce ministre avec toute sa clique recevra ce qu'il mérite.

La Frise, avec une population agricole presque sans industrie, a su réunir, le 1<sup>er</sup> mai plus de 15.000 personnes à Leeuwarden, qui protestaient contre la longue durée du travail et exigeaient la journée de huit heures.

Et en Août une manifestation eut lieu pour le suffrage universel laquelle au moins 20.000 personnes prirent part. Le meeting eut lieu à Heerenden, dans le district rouge par excellence, Shoterland dont je suis le seul représentant à la Chambre élu comme socialiste. C'est un district agricole. Quand on sait cela et aussi combien le suffrage est restreint, on peut se faire une idée de l'importance du socialisme dans cette contrée. La situation est là aussi pénible qu'en Irlande. Il y a des villages où les ouvriers sont bien contents lorsqu'ils ont un salaire de 300 francs par an. A Heerenven dans une séance du tribunal 41 personnes sont condamnées pour vagabondage.

Dans les deux provinces, la Frise et la Groningue, où le sol est très fertile et où il y a tant de richesses, 68 1/2 0/0 de la population a un revenu au dessous de 800 fr. et 9 1/2 0/0 au dessous de 2,000 fr. Où les conditions sont si mauvaises le terrain doit être fertile pour le socialisme.

Le chiffre des hypothèques est augmenté en moins de 20 années de 926 à 2,022 francs. Voilà ce qui arrive dans un pays qui est un des plus riches du monde, où, selon *Harpers Weekly*, le revenu moyen par tête est trois fois plus élevé qu'en France.

Aussi, le socialisme avance à grands pas, grâce à la propagande infatigable de plusieurs hommes dévoués et encore plus par la négligence du gouvernement qui applique autant que possible le *laissez faire, laissez passer*.

Nous avons plusieurs journaux et nous répandons une masse de brochures parmi les habitants.

Notre mouvement est franchement révolutionnaire et personne ne croit à une solution pacifique. Nous usons de tous les moyens possibles qui peuvent être utiles à notre propagande et c'est ainsi que nous nous servons du vote, non pas que nous pensions que la solution peut venir par le parlementarisme, mais seulement comme moyen de propagande. Nous appliquons la formule connue : « je prends mon bien où je le trouve » et nous le trouvons partout parce que les gouvernements ne font que des fautes.

Malheureusement, il est très difficile de pénétrer partout, car, quoique la loi nous assure le droit de réunion, les propriétaires n'osent souvent pas donner leurs salles pour des réunions, par

crainte de la police, qui, il est vrai, ne peut défendre la réunion, mais qui menace les aubergistes de toutes sortes de contrariétés.

C'est là nous avons notre salle de réunion à nous : à la Haye, Amsterdam, à Groningue, à Hengeloo et ailleurs. Dans un village en Frise, nous avons tenu une réunion dans l'église protestante qu'on nous avait laissée parce que la plupart des administrateurs étaient des nôtres.

Figurez-vous le chant de la Marseillaise dans une église !

Parmi le personnel des chemins de fer nous avons fait aussi une heureuse propagande. De même dans l'armée. Il n'y a pas longtemps, on a vu l'étrange spectacle d'un soldat en uniforme, orateur dans une réunion.

Eh bien, cela commence à ressembler à un monde renversé !

Tout est en état de dissolution, et la planche que le socialisme tend à l'ancien monde est refusée systématiquement par la bourgeoisie, trop bornée et égoïste pour comprendre les signes des temps. La tendance économique est de concentrer de plus en plus le travail et le capital.

La production est socialiste car la grande industrie exige une forte division du travail et l'introduction des machines partout. Mais la distribution n'est pas encore socialiste et c'est le devoir des socialistes de s'agiter pour atteindre ce but. Chacun a le devoir de donner selon ses forces et chacun a le droit de recevoir selon ses besoins. C'est la formule de l'avenir, la seule avec laquelle l'égalité peut triompher.

Notre méthode est d'*agiter*, ensuite d'*organiser* et enfin de *révolutionner* les masses, afin que le socialisme qui a le droit et le nombre de son côté ait aussi la puissance. On trouvera la Hollande prête quand viendra le grand jour de combat, l'affolement des dirigeants et l'espérance des déshérités.

N. DOMELA NIEUWENHUIS.

Voulant faire connaître à ceux de nos lecteurs qui l'ignorent, ce qu'est notre ami Domela Nieuwenhuis, le chef du parti socialiste en Hollande, dont on vient de lire la correspondance, nous empruntons les notes suivantes au *Temps*.

Nous n'avons pas voulu faire nous-même l'éloge du grand révolutionnaire, on eût pu croire à un élan de camaraderie. Nous avons préféré donner un extrait du *Temps*, journal essentiellement bourgeois.

« Avant Domela Nieuwenhuis, la Hollande socialiste n'existait pas, ou si elle existait, c'était à l'état de rêve, dans l'esprit d'un

toute petite minorité d'avant-garde qui attendait, éparse obscurément parmi la foule. Domela Nieuwenhuis a donné corps et vie à ce rêve; il a été l'organisateur et l'apôtre.

« On pourra citer le congrès de La Haye de 1872, mais cela n'est pas pour le socialisme local une date d'origine. Ce congrès, où l'Internationale, traquée de toutes parts, vint agoniser dans le dernier éclat de la querelle entre Karl Marx et Bakounine, trouva d'ailleurs un milieu si hostile que les femmes du peuple elles-mêmes, enlevaient à leurs fillettes avant de les envoyer à l'école, leurs boucles d'oreilles, de peur qu'elles ne fussent dépouillées en pleine rue par les communeux. L'affirmation socialiste ne devait retentir ouvertement, dans les masses ouvrières de Hollande, que quelques années plus tard, et quel scandale alors quand on sut que la parole révolutionnaire tombait des lèvres d'un pasteur protestant! Pasteur! voilà en effet ce qu'était Domela Nieuwenhuis; pasteur, fils de pasteur, petit-fils de pasteur.

« Domela Nieuwenhuis sortit du temple pour n'y plus rentrer; il était socialiste révolutionnaire en politique et matérialiste en philosophie. C'est alors qu'il commença cette longue campagne de propagande, passionnément poursuivie à travers toutes les provinces, soulevant de sa parole les populations ouvrières depuis si longtemps engourdies. Autour de lui un parti se créait; il fondait son journal le « *Recht voor allen* » (le droit pour tous), et de conviction scrupuleuse, il consacrait toute sa fortune, logiquement, au triomphe de la cause à laquelle il s'était voué.

Le parti eut ainsi, de par lui, son organe quotidien, ses caisses de secours et de résistance son local et enfin sa boulangerie coopérative à la Haye. Il ne manquait à Domela Nieuwenhuis que les persécutions; elles ne devaient point tarder. Un article du « *Recht voor allen* » le fit comparaître devant la justice royale qui le condamna à un an de prison. Il y subit des traitements odieux. Cet homme de haute culture intellectuelle, dont on pouvait ne pas partager les opinions, mais dont il fallait bien proclamer l'impeccable droiture de caractère, fut jeté, la tête et les joues rasées, une casaque de galérien sur les épaules, parmi les malfaiteurs vulgaires et soumis comme eux à d'immondes corvées.

« Redevenu libre, il parut grandi aux yeux de la foule, et continua, au milieu d'ovations délirantes, son œuvre de propagande et d'action révolutionnaire, tantôt haranguant du haut d'une barque les pêcheurs de la côte, tantôt discourant entre les para-

pets d'un pont, ou même sous la voûte d'une église, comme en cette curieuse paroisse de Sainte-Anna-Parochie, où le conseil de fabrique ouvre lui-même l'escalier de la chaire aux orateurs socialistes ».

### Le Socialisme en Espagne

Pour comprendre l'importance du socialisme en Espagne, il faut se rappeler que le républicanisme espagnol est né de la Révolution Française de 1848 et qu'en Espagne se trouvaient unis, dès le principe, l'idéal républicain et l'idéal socialiste.

C'était alors que Castelar et Pi y Margall étudiaient et publiaient les œuvres de Proudhon, et un peu plus tard, en 1871, Salmeron, le plus grand orateur du pays, pouvait s'écrier dans les Cortès que le parti républicain était un parti social qui prétendait réaliser la complète émancipation du quatrième état.

La grande inaptitude des chefs républicains, en 1873, qui s'efforçaient plus de satisfaire, dès leur arrivée au pouvoir, les exigences des classes conservatrices que de réaliser les justes revendications de la masse du peuple, avait comme conséquence naturelle le divorce entre les ouvriers et le parti républicain. Ce divorce s'était effectué sous l'influence du socialisme français et allemand qui exigeait la lutte de classe, et lors du congrès de Saint-Etienne se formait aussi en Espagne un parti exclusivement ouvrier qui répudiait toute action commune avec les partis républicains.

De cette manière existaient deux courants socialistes : l'un de caractère anarchiste, désillusionné par la République de 1873, et l'autre socialiste, marxiste, qui prêchait la séparation des politiciens et avait une tendance centraliste.

Le développement naturel des idées républicaines rapprochait enfin de nouveau du socialisme les partis de Pi y Margall et des autres républicains, et il se formait dans ces dernières années un parti dont le but était d'unir une autre fois le courant populaire socialiste avec le courant républicain. C'était le parti démocrate socialiste dont les principes sont actuellement défendus à Madrid par trois journaux : l'organe officiel du parti : « *El Democrata Social* », sous la direction des publicistes Lapuya et Yesares, « *Las Regiones* » publié par Marti-Miguel, et *La Nueva Espana* dirigé par le colonel Romero Quinones. L'organe des Marxistes est : *El Socialista* de Madrid, dirigé par Iglesias.

Le parti démocrate social est à la fois socialiste et radical, il s'adresse à toutes les classes et croit pouvoir arriver à la solution du problème social par des réformes pacifiques. Pour les prochaines élections il propose une étroite union des trois partis socialistes : les anarchistes, les marxistes et les démocrates-socialistes, et une coalition révolutionnaire avec les républicains révolutionnaires dont le chef est Ruiz Zorilla.

Le premier Mai a été un grand succès de ces tendances conciliatrices et d'union. C'était l'œuvre du parti démocratique social. Les journaux radicaux bourgeois d'Espagne : *El Pais*, *La Justicia*, *El Liberal*, et même des journaux monarchiques comme *El Resumen* et *El Imparcial* appuyaient le grand meeting tenu dans le jardin du Buen Retiro à Madrid en faveur de la loi des huit heures, meeting qui réveillait dans toute l'Espagne les classes populaires et était le point de départ d'innombrables associations ouvrières dans toutes les villes du pays.

Tout laisse espérer que ce courant d'union s'affermira chaque jour et que la prochaine Révolution républicaine aura à la fois le caractère d'une révolution sociale.

L'Espagne qui a détruit le prestige de Napoléon 1<sup>er</sup> et a été la pierre d'achoppement de Napoléon III pourrait bien, devenir une autre fois le point de départ de l'émancipation de l'Europe du despotisme abrutissant du capital.

ERNEST BARK.

### La Question sociale en Grèce

Une question qui devrait être déjà résolue et que l'on ne pense pas à résoudre en Grèce, est celle des paysans des provinces annexées à ce pays depuis le congrès de Berlin.

La Bourgeoisie est partout la même : l'égoïsme, le mensonge et l'hypocrisie sont ses qualités inhérentes.

Lors de la guerre d'Orient (1877) elle promettait monts et merveilles aux grecs qui gémissaient sous le joug ottoman. Mais aussitôt que les gouvernants grecs eurent obtenu une partie de l'Epire et de la Thessalie, ils s'empressèrent d'envoyer leurs fils, neveux, parents et protégés, se partager le gâteau comme préfets, sous-préfets, juges, procureurs, etc, et au lieu de laisser les paysans de ces pays se délivrer comme ils ont essayé de le faire de leurs oppresseurs qui s'étaient emparés il n'y a pas cent ans — violemment de leurs terres, ils ont envoyé une armée pour protéger les



spoliateurs contre les paysans spoliés ! C'est infâme ! Et nous nous indignons à la seule pensée d'avoir vu le peuple grec laisser commettre un tel crime, une telle indignité.

Voyons, quelle est l'origine de ces spoliations, de ce vol : les Turcs, après la conquête de l'empire grec, malgré *le droit du plus fort*, avaient, dans certains pays, l'Épire et la Thessalie entre autres, respecté la propriété privée des habitants soumis. Cela dura quatre siècles, et ce n'est que quelque temps avant l'indépendance grecque qu'on frustra ces pauvres paysans de leurs biens.

C'est Ali-Pacha de Janina, ce monstre dont la réputation n'est pas à faire ici, qui, après s'être révolté contre le pouvoir du sultan son maître, porta la ruine et la dévastation dans tous les pays grecs qui environnaient sa contrée. C'est lui qui épuisa toutes les ressources de la scélératesse pour exterminer d'abord ceux qui lui résistaient et s'emparer ensuite de leurs biens. C'était là une des *formes* de ses acquisitions.

Voici la seconde :

Voulant avoir assez de richesses, assez d'éléments de corruption pour attirer à lui tous ceux qui pourraient l'aider à établir son omnipotence, les traîtres, tant du côté des opprimés que du côté du pouvoir central, envoyés contre lui, il imagina d'exploiter par le mensonge et la fraude celles des communes qui ne lui opposaient aucune résistance.

Avec la profonde astuce qui était le fond de son caractère, il parvint à leur persuader — profitant sans vergogne de ces instants de trouble et d'affolement — qu'il était de leur intérêt de lui faire l'abandon fictif de leurs terres.

Il leur fit croire que cette aliénation n'était qu'à titre provisoire, ne touchait aucunement à leurs droits de propriétaires, et qu'ils continueraient comme par le passé et avec plus de sécurité encore, grâce à son protectorat, à jouir de leurs biens.

En effet, pendant quelques années, il parut leur tenir parole, mais lorsqu'il se sentit tout puissant, changeant tout d'un coup d'allure, il les mit en demeure de lui faire désormais tous les ans l'abandon de la moitié des produits de leurs terres, ou d'abandonner complètement ces terres. Les malheureux paysans spoliés durent se soumettre.

Ces biens et ces droits qu'il s'était arrogés ainsi, furent alors distribués par lui à ses complices et à des traîtres Epirotes qui, pour avoir une part à ces rapines, livraient leurs coreligionnaires

à leurs bourreaux. Le gouvernement turc, après la chute d'Ali-Pacha, au lieu d'annuler toutes ces usurpations, maintint les complices de ce dernier dans ces spoliations et profita lui-même des titres extorqués par Ali pour les vendre à vil prix ou les donner à ses créatures.

Ce sont là deux exemples bien caractérisés de l'origine de la propriété individuelle et des grandes fortunes.

On croyait qu'après l'annexion d'une partie de l'Épire et de la Thessalie à la Grèce, on allait mettre fin à ces vols périodiques ou à cette dime quintuplée exercée contre les habitants de ces contrées, mais point.

Lorsque ces derniers se crurent en droit de refuser la moitié de leur récolte à leurs spoliateurs, — puisque la domination turque venait de cesser, — l'inapte gouvernement grec a envoyé des soldats contre eux prenant ainsi la défense des voleurs contre les volés.

Chose curieuse à remarquer : Celui qui a été le plus féroce au parlement grec dans cette ignoble campagne contre les droits des paysans frustrés c'est un des descendants de ces êtres vils qui servaient Ali Pacha par leurs trahisons. Ce personnage du nom de Karapanos, qui trouve juste de continuer à dépouiller des milliers de citoyens grecs volés et trahis par ses pères, a poussé le cynisme et l'audace jusqu'à menacer le parlement grec de faire appel aux puissances (?) s'il touchait à ses privilèges.

Il y a eu parmi les exploitateurs qui, ayant acheté de ces terres à vil prix du gouvernement Turc, les laissèrent aux paysans au prix de l'achat, après l'annexion. M. Karapanos a voulu se montrer digne de ses ancêtres !

Ainsi, en dépit de toute justice, le gouvernement grec a pris parti pour quelques millionnaires contre plus de deux cent cinquante mille citoyens qui, se mettant sous sa sauvegarde, espéraient voir mettre enfin un terme à leur inacceptable situation.

Nous engageons fortement les paysans grecs spoliés à ne pas continuer à supporter plus longtemps de la part de leurs exploitateurs de pareilles iniquités.

### **Quelques notes sur le socialisme européen**

#### **ITALIE**

Des bords de la mer Blanche aux colonnes d'Hercule,  
L'Europe est en douleur d'une paix qui la brûle,

Elle ne peut mouvoir dans son sein désastreux  
Deux principes rivaux qui se heurtent entre eux  
Le Rhin est libre à gauche, et sur l'autre rivage  
Le Despotisme écrit : Terre de l'esclavage.

Or, les Italiens ne veulent pas être les vassaux du féodal empereur allemand. L'opinion publique prend une consistance belliphobe de plus en plus forte. L'esprit radical et l'esprit socialiste qui se diviseront peut-être plus tard sont actuellement confondus dans une commune entreprise de propagande pour la paix. Et ce ne sont pas seulement quelques personnalités recommandables comme Moneta, directeur du *Secolo*, l'avocat Fratti, Albani, directeur de l'*Emancipazione*, Amilcare Cipriani, Imbriani, Andréa Costa, Cavallotti, etc... qui refusent de suivre le crispant gouvernement italien dans la voie sanglante et régressive où l'a attiré M. de Bismarck ; le prolétariat organisé est, lui surtout, fidèle aux grands intérêts populaires de l'Italie. Le parti ouvrier italien dont l'organe officiel est le *Fascio operaio*, affirma à plusieurs reprises ses sentiments d'union latine et de solidarité révolutionnaire. Quant aux associations mazziniennes, elles ont toujours eu une attitude admirable. Dans leurs congrès où d'ordinaire six cents sociétés ouvrières sont représentées, elles votent couramment un ordre du jour de sympathies à la République française et au peuple français. Enfin la plupart des conseils municipaux notamment ceux de Milan, de Ravenne, et de Naples, et celui de Rome récemment dissous par Crispi, sont acquis à la paix, c'est-à-dire à la France.

Depuis que le crime de la rupture commerciale avec la France, préparé par Mancini et Robilant, couronné par l'ex-conspirateur Crispi, fut un fait accompli, le prolétariat républicain ne laissa pas passer une seule année sans protester noblement. Et l'an dernier il envoya de nombreux délégués représenter leur patrie à notre Exposition universelle. Alors chargé avec mes amis de la *Revue Socialiste* d'organiser leur réception, j'ai gardé de mes relations passagères avec nos amis d'Italie de précieux souvenirs qui me permettent de pouvoir affirmer que la terre qui suscita en ce siècle tant de dévouements, tant d'héroïsmes, est encore mère féconde de combattants pour la paix entre les peuples, pour la justice entre les hommes et pour la République latine, préface de la République européenne.

#### ANGLETERRE

L'Angleterre qui pourrait et devrait servir avec la France de

trait d'union entre les peuples latins et les autres peuples d'Europe, voit son opinion socialiste grandir chaque jour. Les professeurs même élargissent et complètent déjà les définitions orthodoxes des économistes, témoin cette belle formule due à M. Marshall, professeur d'économie politique à l'université de Cambridge : « La production d'êtres humains jouissant de la plus grande somme de bonheur, voilà le but, et non pas la plus grande quantité de richesses possibles ».

C'est à un autre professeur, que la *Fabian Society* doit sa naissance, à l'Américain Thomas Davidson, qui en 1883, pendant un court séjour à Londres, organisa quelques réunions de jeunes gens désireux de s'instruire dans les doctrines socialistes. C'est de là que sortit la petite société de la *Nouvelle vie* (*Society of the New Life*), composée d'adhérents des deux sexes et s'attachant plutôt à réaliser une vie morale élevée qu'à se mêler aux luttes politiques. Après quelques mois de tâtonnements et d'élaboration, il y eut une scission — toute amicale — entre ses membres. Deux sociétés succédèrent à l'ancienne : *The new Fellowship* (Association nouvelle), qui la continua dans les principales lignes de son programme, et la *Fabian Society*.

La *Fabian Society* a pour but d'instruire et de former les esprits au socialisme, et, en favorisant l'évolution sociale, de prévenir la Révolution. Dans ce but, elle organise des conférences, répond par milliers des petites brochures (tracts) sur les questions sociales pratiques et elle vient de publier un volume remarquable sous ce titre *Fabian Essays*. Cependant, elle n'a garde de négliger la propagande active. Elle s'efforce de faire adopter son programme par les membres radicaux du parlement, possède un journal politique, *The Star*, s'occupe activement de faire adopter des mesures socialistes dans les *County Councils* et par les municipalités.

Quant à la masse des ouvriers anglais, d'après les députés socialistes Fennwick et Cunningham-Graham, la seule question qui les intéresse vraiment tous et les unisse tous en ce moment, c'est la question de la réduction des heures de travail. En dehors de l'action franchement socialiste et parallèle de la *Socialist League* illustrée par son poète Morris, et de la *Social Democratic Federation* très longtemps l'implacable adversaire des Trades-unions, il faut noter l'influence si connue des puissantes *Trades-unions*. Les Trades-Unionnistes avaient bien nommé des conseillers municipaux, qui dans les travaux des villes et des commu-

nes, ont introduit la journée de huit heures; mais, loin d'être favorable à la fixation légale de la journée de huit heures, la majorité des *Trades-Unions* semblait préférer arriver à ce résultat par la seule force syndicale. Or, au vingt-troisième congrès des *Trades Unions*, réuni à Liverpool en septembre dernier et comptant 460 délégués, représentant 1,427,000 membres de sociétés ouvrières, il a été voté une résolution demandant à l'Etat de décréter une loi sur le travail de huit heures, afin de protéger les ouvriers contre l'exploitation capitaliste. A été également acceptée à l'unanimité l'invitation du Conseil général du parti ouvrier belge d'avoir à prendre part au congrès international socialiste qui se tiendra l'an prochain à Bruxelles. Les Unions de métiers vont donc prendre en Angleterre une direction décidément socialiste.

### PORTUGAL

A une odieuse fiscalité, à la misère générale s'est ajoutée l'oppression anglaise. Voici venir maintenant l'oppression gouvernementale. Mécontent des dernières élections, où une majorité ministérielle n'a été obtenue que par une pression officielle d'une violence inouïe, le gouvernement, se sentant menacé, a édicté une série de décrets visant les 97 comités républicains du Portugal, leurs 17,000 affiliés et leur douze journaux, parmi lesquels il faut citer le *Seculo* de Lima et la *Republica* de Carvalho, — et organisant une étroite surveillance autour des vingt-quatre associations ouvrières, dont les délégués sont allés le 1<sup>er</sup> mai déposer une couronne sur la tombe de l'apôtre socialiste Joseph Fontana.

Les « processions civiles » et les réunions publiques ont été interdites. La liberté du théâtre est supprimée. La liberté de la presse est réduite à rien. La dénonciation est non seulement encouragée, mais ordonnée, puisque l'imprimeur d'un journal est tenu, sous peine d'être considéré comme complice, de faire connaître à l'autorité l'auteur anonyme de toute publication incriminée ou de toute formule « artificieuse » ayant pour objet de critiquer les institutions. — La déplorable situation financière de la royauté capétienne a précipité l'avènement de la Révolution française. La crise financière, industrielle et commerciale précipitera la chute de la royauté italienne. De même le déficit, la misère et l'oppression finiront par révolutionner le Portugal et le doter d'un gouvernement réparateur, c'est-à-dire républicain socialiste.

### ESPAGNE

Le parti ouvrier socialiste qui commença en 1848 ne prit vrai

ment de l'extension qu'après l'expulsion des Bourbons en 1869. Quoique déclaré par les Cortès association illégale, il n'en compte pas moins 7 journaux. Malheureusement la caisse du prolétariat espagnol est presque toujours vide à cause des nombreuses grèves qu'il faut soutenir surtout dans les villes industrielles si agitées du littoral de la Méditerranée.

## SUISSE

Puisque nous venons d'écrire le mot « grèves, » commentons à ce sujet une remarquable consultation adressée au Conseil d'Etat helvétique par le secrétaire du Parti ouvrier Suisse, qui tous les ans prouve sa vitalité par de nombreuses brochures et conférences dont on peut trouver le programme dans l'*Arbeiterstimme*.

La déclaration du Parti ouvrier Suisse et nos commentaires, nous intitulent le tout : *Les droits de la majorité dans les grèves*. — En théorie, la légitimité de l'action collective des ouvriers n'est plus sérieusement contestée; elle est admise comme force capable de contrebalancer momentanément les avantages du capital. Tout au moins elle est un frein contre les velléités de trop forte oppression; la crainte de susciter une grève contient parfois les manufacturiers. Mais en pratique nous avons quelques articles fort élastiques du Code Pénal.

Le droit de coalition est maintenu parce qu'il est toujours trop juste dans son principe; mais, pour que la liberté d'action des ouvriers puisse être respectée, des mesures spéciales de police ne devraient pas être prises, chaque fois qu'une grève éclate, sous le prétexte de protéger les ouvriers qui n'interrompent pas le travail. On parle de l'influence des meneurs. Mais il faut bien des meneurs.

Le stationnement des ouvriers en bandes est interdit; un véritable cordon sanitaire, surveillé par la police et la gendarmerie, protège du contact des grévistes ceux qui continuent à se rendre à l'usine ou au charbonnage. — On déclare délictueuse toute grève ou coalition où la menace et la violence sont employées. Mais ces faits d'intimidation disparaîtraient d'eux-mêmes, s'il était interdit à une minorité de travailler contre le gré de la majorité peu intelligente ou trop asservie, il faudrait au contraire protéger la majorité gréviste et ne plus en arriver à une quasi-dénégation du droit légitime de grève, car il existe une présomption naturelle en faveur du bien fondé des réclamations de la majorité.

C'est au nom de la liberté du travail, de la protection des droits

de la minorité, que l'on édicte ces mesures qui portent atteinte à la liberté individuelle et aux droits de la majorité. Les droits de la minorité sont-ils donc plus sacrés que ceux de la majorité? Et dans ce redoutable problème que toute grève soulève, l'amélioration de la situation des travailleurs, la minorité poursuit-elle un but plus humanitaire, plus « social », une solution plus équitable que la majorité.

Voici le passage du rapport du Parti ouvrier auquel nous faisons allusion et qui donne à cette question la réponse suivante : « Ce n'est pas dans la liberté individuelle de la minorité, mais « bien dans les droits de la majorité que l'on trouvera le remède « contre les dangers économiques et sociaux. — Les organisations « de corps de métiers se heurtent, dans leurs tentatives, à une « pierre d'achoppement toute particulière et fatale à la liberté individuelle de la minorité, qui ne vient passer allier ou qui même se « montre hostile. Cette minorité se compose souvent de deux catégories de patrons et d'ouvriers ; ou bien de ceux qui font une « concurrence déloyale peu propre, c'est-à-dire d'ouvriers et de « patrons qui, pour un salaire ou pour un prix inférieur, font des « ouvrages encore plus médiocres ; ou bien de ceux qui peuvent « dans un combat de concurrence, terrasser leurs antagonistes « du métier par des moyens financiers plus considérables, par « exemple des ouvriers qui sont à la tête d'un groupe d'accordants « et exploitent les autres ouvriers. Ces catégories peuvent souvent, « comme faible minorité, faire échouer les efforts de la majorité. « Si une majorité s'est entendue sur un tarif de salaires ou un prix « de vente ou sur d'autres conditions du travail, il suffira que la « minorité vienne avec des offres inférieures pour presser, « d'une manière très fâcheuse, sur le métier tout entier. Cela « arrive, pour leur grand désavantage, aux patrons comme aux « ouvriers.

« Les lacunes qu'accuse notre législation, encore beaucoup trop « fortement sous l'influence du système de Manchester, consistent « dans le fait que la majorité n'a pas encore le droit de *se prémunir contre les torts que lui fait la minorité.*

« *Le droit de la majorité* est le principe fondamental de nos « institutions démocratiques dans leur entier. C'est le *droit public* « dans la confédération.

« C'est pourquoi il s'agit d'étendre encore, dans la législation, « le même droit public aux *groupes économiques* de la popula-

« tion. Il ne peut pas se produire d'autres conséquences de ce droit public. »

Cette augmentation si juste, si serrée, si logique, démontre une fois de plus, la nécessité pour les ouvriers de s'organiser corporativement. — Les syndicats solidement établis, les droits des majorités seront des forces qui s'imposeront et trouveront facilement place dans la législation ouvrière. — Ajoutons qu'il y aurait peu de franchise à vouloir, sous prétexte de garantir à l'ouvrier son indépendance, persister à lui refuser ce droit démocratique de la majorité, qui est la plus efficace sanction de la liberté.

### BELGIQUE (1)

Saluons tout d'abord l'heureux rapprochement qui s'est opéré l'an dernier entre les deux fractions socialistes et révolutionnaires (parti ouvrier et parti républicain) qui avaient scissionné, il y a quatre ans, à la suite des soulèvements du Borinage. Tandis que le parti ouvrier, sous la conduite de Volders, Bertrand, de Paepc, Verrycken, Anseele et Beverin de Gand, préconisait à ses adhérents l'organisation méthodique, préface indispensable d'une action révolutionnaire sérieuse, quelques impatients, sous la conduite du citoyen Defuisseaux, repoussant cette politique de sagesse et de prudence, se constituèrent à part, en parti républicain, distinct du parti ouvrier. Comme il arrive presque toujours en ces circonstances, la scission ne se fit pas sans amères récriminations. Des personnalités louches telles que Pourbaix, aujourd'hui reconnu avoir été l'instrument direct du ministre Bernaert, poussèrent le parti républicain aux mesures violentes et aux polémiques insultantes contre les initiateurs du mouvement ouvrier. Mais après les procès de Mons et de Liège, qui ont dévoilé et mis complètement à nu les agissements du ministère clérical, les chefs du parti républicain comprirent leur devoir et en hommes de cœur qu'ils sont, ils le remplirent loyalement. Un rapprochement s'opéra et le dimanche 29 septembre 1889, à Mons, à Jemmapes, à Frameries, la réconciliation générale a été élaborée dans une grande démonstration à laquelle assistaient plus de dix mille socialistes ou républicains

---

(1) Nous avons reçu une correspondance très intéressante sur le socialisme en Belgique, de notre ami Henrion du *Verker*, malheureusement elle est arrivée un peu trop tard pour être insérée dans notre Almanach. Nous le publierons dans le premier numéro de la *Question Sociale*, qui paraîtra sous peu.



accourus de tous les points de la Belgique. L'union dure toujours et a fait ses preuves lors de la manifestation en faveur du suffrage universel et précédemment aux élections du 10 juin dernier.

Le 10 juin 1890 n'a pas apporté au parti libéral la revanche du 10 août 1884.

Depuis six ans le pouvoir était tombé aux mains des cléricaux, et depuis, les libéraux avaient vainement tenté à trois reprises de le reconquérir. Ils n'ont pas été plus heureux cette fois. Après six ans d'inique oppression et de turpitudes sans égales, le pays *légal* n'est pas encore las du gouvernement des curés et des Pourbaix.

Loin de se laisser entraîner par la grande poussée démocratique du siècle, la race moutonnaire des électeurs censitaires s'est fait étourdir par le choc des verres qui, pendant la période électorale, a remplacé le choc des idées. La corruption coula à flots, répandue par la main cléricale.

La journée du 10 juin 1890 est une journée perdue, perdue pour les démocrates, pour les libéraux, pour les socialistes, qui ont à déplorer l'échec de leurs candidats Callewart et Defuisseaux. En effet, on distinguait, entre autres candidatures à Charleroi, celle de Callewart, l'ouvrier mineur qui était porté par les chevaliers du travail.

A Mons figurait la candidature plus nette de Léon Defuisseaux, qui avait hardiment arboré le drapeau du suffrage universel, seul désinfectant efficace contre la pourriture censitaire cléricale.

Avant le scrutin, M. Defuisseaux, ardemment soutenu par le parti ouvrier et toute la démocratie socialiste, avait imaginé de faire un appel original à titre préconsultatif, au suffrage universel. Les 27 villages industriels du Borinage consultés lui avaient donné 15,587 voix, alors que l'arrondissement de Mons tout entier ne compte que 4,041 électeurs censitaires. Le 10 juin, lui ancien député libéral de Mons, passé au socialisme, n'a obtenu que 404 voix. Le corps électoral et le peuple sont donc choses absolument différentes en Belgique, et l'on peut deviner ce que vaut l'oligarchie censitaire belge comme représentation de l'opinion publique.

La parole doit être au suffrage universel. C'est le cri du jour. C'est la réforme la plus urgente et la plus démocratique à apporter dans les lois belges. — Le Parti ouvrier qui s'appuie sur des syndicats et sur des groupes solidement organisés, l'a admirablement compris en organisant la brillante manifestation du 10 août pour le suffrage universel.

En face des mesures politiques prises en vue d'éloigner systématiquement les ouvriers du soin de leurs propres affaires, — le taux élevé du cens électoral : (42 fr.) les tenant en dehors des affaires publiques, — le Parti ouvrier, tout en gardant une ligne de conduite très autonome, réclame d'abord comme un droit émancipateur, le suffrage universel.

Au surplus, voici résumés quelques passages du rapport présenté au dernier congrès sur les travaux du parti depuis l'été de 1889, jusqu'au printemps de 1890 : en juillet 1889, deux congrès socialistes internationaux ont eu lieu à Paris, et la Belgique y a été représentée par 24 délégués. C'est à l'un de ces congrès que la Manifestation du 1<sup>er</sup> mai a été décidée. L'année prochaine un nouveau congrès international des mineurs, la création de la fédération nationale des mineurs, et de la fédération internationale des houilleux.

Les diverses fédérations régionales ont bien travaillé aussi depuis un an ; celle d'Anvers a organisé puissamment les ouvriers des docks, les marins et les charpentiers des navires.

La propagande contre l'impôt du sang est poursuivie plus ferme que jamais. Les diverses « jeunes gardes » ont organisé un grand nombre de meetings et édité leurs journaux spéciaux, le *Conscrit* et le *Lateling*. — Deux congrès spéciaux de propande ont eu lieu à Gand et à Bruxelles et ont pris des mesures pour propager la presse socialiste afin de combattre le développement que prennent les feuilles spécialement créées pour calomnier le parti ouvrier et ses deux organes, le *Vooruit* et le *Peuple*.

Il faut enregistrer la création d'un comité de défense des ouvriers, composé d'avocats appartenant à toutes les opinions.

Parmi les nouveaux groupes constitués et qui jusqu'ici ont fait beaucoup de propagande, le cercle d'étudiants socialistes à Bruxelles et à Gand.

Les fédérations de sociétés ont rivalisé de dévouement. A côté de la caisse fédérale des grandes fédérations des métiers, il sera créé entre les différents syndicats une caisse des grèves. La cotisation est fixée à un centime par semaine et par membre.

Le mouvement coopératif s'est aussi développé considérablement. Les cigariers d'Anvers et de Gand ont des ateliers coopératifs de production, et les serruriers syndiqués de Bruxelles également.

La coopérative de la *Maison du Peuple* a progressé ! Que l'on en juge par ces quelques chiffres : En 1883, cette société coopéra-

tive comprenait 109 membres; en 1884, 188; en 1885, 206; en 1886, 455; en 1887, 890; en 1888, 1509; en 1889, 3,208; et en 1890, 3,911. Son chiffre annuel d'affaires dépasse la somme de trois millions de francs. Une fédération de sociétés coopératives semble s'imposer.

Comme preuves de solidarité socialiste, le parti ouvrier a fait son devoir. Il a d'abord soutenu les grévistes des docks de Londres. Il a envoyé plusieurs milliers de francs aux socialistes allemands pour leur lutte électorale, et le 18 mars le conseil général du parti a envoyé une belle couronne à Paris, pour le mur des fédérés de la Commune.

Confiants dans l'avenir de la démocratie socialiste en Belgique, nos lecteurs se réjouiront avec nous des progrès réalisés au point de vue de l'organisation des sociétés ouvrières et de la tenue des congrès, qui deviennent de véritables parlements du travail.

## HOLLANDE

Le parti socialiste hollandais a un journal quotidien le *Recht voor Allen*. Il reproduit en supplément, avec les réponses et les répliques, les nombreux discours de l'unique et infatigable député socialiste Domela Nieuwenhuis qui a su forcer depuis longtemps l'attention du ministère et du parlement. Ainsi à chaque discussion du budget, Domela Nieuwenhuis discute point par point les questions relatives aux impôts et au régime colonial. D'ailleurs, sans négliger du tout la propagande socialiste, il prend part à tous les débats pouvant de près ou de loin intéresser la classe des travailleurs.

## DANEMARCK

Le mouvement ouvrier n'a commencé qu'en 1871 après la répression sanglante de la Commune de Paris. La moyenne du travail est de douze heures par jour; celle des salaires est de mille francs par an. Les émeutes éclatent assez souvent parce que le roi et son ministre Estrup empêchent toute liberté de réunion et d'association. Néanmoins le *Parti social démocratique* compte de 45000 à 50000 membres, il est représenté au *Folksthing* par une demi-douzaine de députés. Les trois députés de Copenhague sont tous trois républicains socialistes. Les démocrates socialistes ont à eux cinq journaux tirant à 25000 exemplaires, plus un journal illustré satirique. — Le *Social-Demokraten*, qui rivalise comme format et comme informations avec les grands journaux améri-

cains et anglais, a donné en supplément la « carte rouge » du Danemark. Le rouge de la carte indiquait les endroits où le socialisme est établi. Toute l'île où est située Copenhague (Seeland) est teintée de rouge. Le Nord extrême seul et le centre Ouest ne sont pas encore entamés. Les principaux centres, outre Copenhague et les villes qui l'entourent, sont : tout le Nord et tout le Sud de l'île où se trouve Odensée, puis de petits centres disséminés dans les îles Holland-Fabster, Langeland, Jylland (le Jutland) où l'on remarque cependant un centre compact sur la côte Nord-Est.

## SUÈDE ET NORVÈGE

Comme en Belgique, le mouvement démocratique des pays scandinaves prend la forme d'une agitation croissante en faveur des « déshérités de la politique », c'est-à-dire du suffrage universel.

Les prolétaires norvégiens semblèrent, jusque vers 1887, ignorer l'évolution qui s'accomplissait parmi les travailleurs des deux mondes. Les congrès ouvriers tenus depuis 1870 n'avaient éveillé qu'un faible écho au sein d'une population paisible et résignée. Mais, surtout en Suède, « la bonne parole socialiste » semée au prix de nombreux mois de prison par les Palm, les Bjerk, les Axel Danielsohn, les Eriesson, les Davidson, etc... a fini par germer ; et les forces ouvrières ont pris conscience d'elles-mêmes. Au premier congrès 50 délégués représentaient 71 groupes, dont 19 de Stockholm même. Le prochain congrès va avoir lieu à Norhœping.

Le pays a été divisé pour la propagande en trois régions ayant chacune son journal, en dehors du *Proleter* de Noorhœping. La région du Nord et du Centre a son siège à Stockholme et a pour organe le *Social-Demokraten*. La région du Midi a pour siège central Malmo et pour organe l'*Arbetet* (le Travail). La région de l'Ouest a pour chef lieu Gothenbourg et pour organe *Folket Præst*.

## ALLEMAGNE

« L'Europe monarchique, a dit Michelet, ne pardonnera jamais à la France, d'avoir fait la Révolution » voilà pourquoi Bismarck répétait à satiété dans ses discours : « La France notre ennemie ». Bismarck avait tout prévu, l'hostilité de la Russie, l'incohérence du gouvernement italien, les méfiances de l'Autriche ; il se croyait prêt contre tout, même contre ces Démocrates socialistes, « qui sont comme les Français, qui n'attendent que d'être les plus forts

pour marcher sur l'Empire » mais il n'avait pas prévu sa disgrâce ; il avait oublié que la Roche Tarpéienne est toute proche du Capitole.

Au Reichstag, pendant les discours de Liebknecht, ou de tout autre vétéran du socialisme allemand, le chancelier de fer (aux pieds d'argile) écoutait un instant, debout dans l'hémicycle, son sourire narquois aux lèvres ; puis, haussant les épaules, il sortait tranquillement, comme si les faits dévoilés par l'orateur socialiste ne valaient pas la peine qu'on s'y arrêtat. Que lui importait en effet ce que pouvaient dire les députés socialistes, voire même certains progressistes qui les soutenaient en matière de liberté politique. M. de Bismarck était sûr de l'obéissance de son parlement. Mais il avait personnellement le tort de se croire sûr de son futur souverain, de son jeune maître, lequel l'a cassé aux gages et cherche maintenant d'autres moyens plus hypocrites pour résister à la marée populaire, qui, depuis 10 ans, brisant toutes les dignes élevées par les lois d'exception, monte toujours, portant sur ses flots silencieux, le socialisme.

La triomphante évolution du socialisme fait toujours peur aux conservateurs d'Outre-Rhin et à leur empereur, le chef naturel de la réaction européenne. Toujours ils resteront hantés, comme par un cauchemar, de ces paroles prononcées un jour par Bebel : « La démocratie socialiste poursuivra son chemin, quoi qu'en puisse dire l'Empereur.... »

« La transformation complète, qui s'est accomplie en Europe « date de la Révolution française.... Malgré tout ce que vous « faites contre nous, vous savez bien que nos électeurs ne nous « abandonneront pas et que nous en gagnerons chaque jour. Vous « savez bien que vous ne nous désarmerez pas et que nous aurons « la victoire..... Déjà tous les partis tremblaient devant nous ; nous « forcerons les classes dirigeantes à faire des réformes, ou nous « les balayerons ; nous sommes les pionniers de l'avenir... Nous « combattons les tendances belliqueuses et les excitations à la « haine entre nations..... Vive la cause socialiste, la cause du Tra- « vail et de la Civilisation ! »

Voici ce qu'écrivait au bord de la tombe, le 20 mars 1855, le célèbre Henri Heine, ce Français d'adoption, qui avait connu et aimé Karl Marx, son initiateur dans les questions sociales : « Que « justice se fasse ! Qu'il soit brisé ce vieux monde où l'innocence a « péri, où l'égoïsme a prospéré, où l'homme a été exploité par « l'homme ! Qu'ils soient détruits de fond en comble ces sépulcr es

« blanchis où résidaient le mensonge et l'iniquité ! Oui, ces soi-  
« disant représentants de la nationalité en Allemagne, ces faux  
« patriotes dont l'amour pour la patrie ne consiste qu'en une aver-  
« sion idiote pour l'étranger et les peuples voisins et qui déservent  
« chaque jour leur fiel, notamment contre la France ; oui ces débris,  
« ces descendants des teutomanes de 1815, qui ont seulement  
« modernisé leur ancien costume de fous ultra-tudesques et se  
« sont un peu fait recouvrir les oreilles, je les ai détestés et com-  
« battus toute ma vie et maintenant que l'épée tombe de la main  
« du moribond, je me suis consolé par la conviction que le socia-  
« lisme, qui les trouvera le premier sur son chemin, leur donnera  
« leur coup de massue ; non, c'est par un simple coup de pied que  
« le géant les écrasera ainsi qu'on écrase un crapaud. Ce sera son  
« début. — Aujourd'hui les nationalités et la mauvaise queue de  
« 1815 prédominant encore en Allemagne et ils hurlent avec la  
« permission de M. le Maire. Hurlez toujours ! Le jour viendra où  
« le fatal coup de pied vous écrasera. Je puis sans inquiétude quitter  
« le monde. »

Eh bien, il est venu le premier coup de pied. L'énorme succès électoral des socialistes peut se passer de commentaires, car les chiffres des élections de février dernier que nous donnons plus loin ont leur éloquence. Les députés socialistes qui n'étaient que onze au dernier Reichstag, se sont trouvés vingt-et-un dès le premier tour. Au scrutin de ballottage, les électeurs ont presque doublé ce nombre, signifiant ainsi à l'empereur que le moyen le plus sûr d'avoir des lois socialistes effectives est d'avoir des législateurs socialistes.

Voilà onze ans que le parti socialiste allemand était sous le coup d'une loi d'exception, qui avait pour but de l'anéantir et qui a contribué, au contraire, à accroître sa puissance. — Toutes les persécutions, au milieu d'un insupportable état de siège, n'ont pas empêché une seule fois la célébration de l'anniversaire de la mort de Lassalle, la diffusion du *Sozial Demokrat* imprimé à Londres, la nomination, avec des précautions infinies, au moyen de listes circulant sous le manteau dans les ateliers, de quatre-vingts délégués au congrès de Paris en 1889, etc... rien n'arrêtera donc les progrès de plus en plus constants des idées de justice et de fraternité incarnées dans le socialisme.

L'analyse des conséquences de l'application de la loi d'exception qui vient d'être abrogée, révèle les faits suivants : La loi ayant eu comme conséquence de tuer la propagande au grand jour, les

interdictions de réunion ne furent pas bien nombreuses ces dernières années. Pas de liberté de réunion, et encore moins de liberté de la presse. Les socialistes avaient établi dans quantités de villes des imprimeries coopératives qui publiaient nombre de journaux, de brochures; pendant les trois premières semaines qui suivirent la promulgation de la loi, tous ces journaux furent interdits; les imprimeries coopératives durent disparaître. Des sommes énormes furent perdues. — Les condamnations à l'emprisonnement ont atteint en dix ans un total de plus de mille années.

Du rejet par le Reichstag de la prolongation de la loi contre les Socialistes, il ne faudrait pas conclure que la vie va être rendue facile à ces derniers. On n'aura plus la loi d'exception, mais il en existe tant d'autres qui, pour n'être pas exceptionnelles, n'en sont pas moins rigoureuses. Et une très récente circulaire ministérielle a enjoint aux autorités de soumettre les socialistes à une surveillance très stricte et de réprimer tous les écarts commis par la voie de la presse, dans les réunions et par les associations, avec une rigueur « allant jusqu'à la limite de ce qui est autorisé par la loi. » Tout cela c'est une drôle de façon de combattre le Socialisme par la Liberté.

Voici maintenant la marche suivie par la progression des voix socialistes de 1871 à 1890: 1871, 101.927 voix; — 1874, 351.670 voix; — 1877, 493.477 voix; 1878, 437.158 voix; — 1881, 311.961 voix; — 1884, 549.990 voix; — 1887, 763.128 voix; et enfin 1890, 1.341.587 voix. Ajoutons que, sans les subtilités géographiques déployées dans la délimitation des circonscriptions électorales, les autres partis politiques, tout en ayant moins de voix que le parti socialiste, n'auraient pas le triple ou le double de mandataires, — et que le parti le plus fort numériquement, le parti démocrate socialiste devrait compter, d'après les règles de la proportion, quatre-vingt cinq représentants.

Les journaux bourgeois ont fait grand état des divisions intestines qui n'ont pas tardé à se faire jour dans le camp des socialistes débarrassés d'une partie de l'oppression qui avait fait leur union. Mais ces divisions n'étaient un secret pour personne et elles n'empêcheront jamais l'action parallèle, car il est trop naturel qu'un parti puissant, et auquel l'avenir appartient, ait comme tous les autres ses deux ailes, la droite réformiste et la gauche révolutionnaire.

Citons à présent deux propos fort topiques tenus par le Kaiser-Imperator. Ils donneront la juste mesure de cet esprit troublé que

l'on prend décidément trop au sérieux. — L'hiver dernier l'une des salles de l'Hôtel de Ville de Berlin avait été mise à la disposition d'un conférencier qui devait parler des bains populaires. Il y avait beaucoup de monde et plusieurs conseillers communaux socialistes. Après la conférence, des discours socialistes ont été prononcés et une collecte a été faite en faveur des ouvriers chapeliers alors en grève.

Le monde officiel a été stupéfié en apprenant ce qui s'était passé, et le jeune empereur s'est écrié : « Mais ce que nous avons là, c'est la Commune de Paris. » Rapprochons ce mot d'autres paroles de Guillaume aussi authentiques et plus récentes : « Ou la catastrophe sociale peut être évitée et alors les petites réformes que je propose sont le seul moyen de la conjurer; ou la catastrophe est inévitable et dans ce cas il serait à souhaiter, pour diverses raisons, que la crise éclatât le plus tôt possible, et qu'on en finit par une action prompte et vigoureuse. »

Sire, vous n'éviterez par cet événement que vous redoutez tant et qui ne serait une catastrophe que pour la famille de Hohenzollern et ses tenants capitalistes. Vous n'éviterez pas, dis-je, le parti-démocrate-socialiste qui ne se laissera entamer dans sa calme et imperturbable marche en avant ni par vos explosions de violence, ni par vos manœuvres policières, ni par votre réformisme anodin, lequel n'est qu'un piège tendu aux classes ouvrières, au bout duquel se trouve une bride ou un baillon.

Au surplus, les socialistes allemands se réjouissent même de vos initiatives intéressées d'amélioration sociale, parce qu'ils savent que les plus minces résultats, les plus petits progrès obtenus par ces moyens leur ouvrent et leur préparent les votes. Les Socialistes vous fermeront la marche, car ils sont logiquement sûrs d'arriver à temps pour conclure. Voici le dilemme : Si vous reculez, vous hâtez l'éclosion armée et révolutionnaire des revendications prolétariennes. Si au contraire vous continuez votre excursion vers le socialisme autoritaire et personnel, chaque pas fait par vous sur cette route marquera un nouveau progrès du parti démocratique socialiste.

*Nocturnâ versate manû, versate diurnâ.*

## AUTRICHE-HONGRIE

Comme en Allemagne, la persécution fait augmenter le nombre des adhérents socialistes. D'après le docteur Adler, les lois sont



cependant assez libérales, mais, comme leur application est laissée à la discrétion de la police, le régime politique de son pays est un joli despotisme, parfois heureusement tempéré par la stupidité. — Il y a encore trop de division parmi les socialistes, et quelques uns d'entre eux ont le tort de ne pas être suffisamment insensibles aux coquetteries du parti féodal. — Le gouvernement, aussi variable qu'un thermomètre, tantôt laisse croître et manifester le socialisme, tantôt, comme il y a 2 ou 3 ans, expulse 400 militants. — Bien que la presse en général ait reçu le mot d'ordre de s'occuper le moins possible du mouvement démocratique et socialiste, il est impossible de nier l'importance que ce dernier a pris en Autriche depuis quelques années. A Vienne il a deux journaux l'*Arbeiter Zeitung*, et la petite *Fachblatt der Dreschler*; en Bohême, *der Freigeist*; à Buda-Pesth, la *Chronique des Ouvriers* et la *Voix du Peuple*.

## ROUMANIE

Bien que dans les principautés danubiennes l'agitation socialiste soit plutôt agraire et se tienne un peu à l'écart des autres partis socialistes d'Europe, nous croyons devoir faire dans notre nomenclature une exception en faveur de la Roumanie, où, d'après le gouvernement lui-même, l'action socialiste s'accomplissant dans les voies légales, il est impossible de l'entraver. — Grâce à l'union des radicaux et des socialistes, grâce à l'intime communion des deux groupes socialistes de Jassy et de Bucarest, les socialistes ont remporté de brillantes victoires dans les élections municipales et législatives. — Le mouvement socialiste est secondé par la *Lupta* de M. G. Pano, par le *Vittorul* du citoyen Philitis, socialiste sentimental, réformateur et pacifique, — et par Constantin Millé, directeur du grand journal quotidien le *Munca*.

Dans ces notes hâtives nous n'avons systématiquement fait mention que des pays d'Europe où les organisations socialistes ont permis aux ouvriers de prendre part le 1<sup>er</sup> mai à la « Fête du Travail » décrétée le 14 juillet 1889 par le Congrès socialiste international de Paris. — Ce nous est une occasion de rendre hommage aux prolétaires européens qui ont voulu le même jour mettre en demeure les détenteurs du pouvoir d'avoir à examiner sans retard les mesures les plus avantageuses pour faire fructifier le principe de la limitation internationale de la journée de travail

Le 1<sup>er</sup> mai a montré tous les salariés unis devant cette grande réforme, dont l'adoption serait une source de bien-être général, de plus grande culture intellectuelle et morale, et une atténuation du chômage, ce sinistre recruteur des dépôts de mendicité, des prisons et des morgues.

Une est la misère, une a été et restera l'intelligente poursuite de cette première conquête socialiste.

La société a le pouvoir de légiférer en matière de réglementation du travail. Les socialistes ont le droit d'imposer à la société cette réglementation du travail comme un devoir strict et étroit. La date du 1<sup>er</sup> mai marquera donc dans l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle, car elle a montré la vigueur de l'Internationale des Travailleurs.

Le cosmopolitisme industriel et commercial a justement pour contre-partie logique l'association internationale des travailleurs, qui ne veulent plus, dans une lutte inégale, être amenés à prodiguer leurs forces pour gagner un salaire insuffisant.

Le 1<sup>er</sup> mai, la Démocratie socialiste a entendu établir aux yeux des partis conservateurs de toutes les nations sa parfaité communion d'idées, sa force d'organisation et son unité d'action.

ADRIEN VEBER.

### Le Socialisme dans le Cher

Il n'y a guère qu'une douzaine d'années que la propagande des idées socialistes a été commencée dans le département du Cher. La petite ville manufacturière et industrielle de Vierzon a, sans contredit, contribué pour sa bonne part à la propagande et surtout à l'organisation du parti.

Toutefois, à cette même époque des citoyens de Bourges fondèrent une organisation politique qui prit le titre de : CERCLE OUVRIER; jusqu'à l'amnistie cette organisation ne fut inspirée que par l'élément radical légèrement teinté d'une faible nuance socialiste. Néanmoins ce groupement lutta contre l'opportunisme dès son début et devint socialiste révolutionnaire deux ans après, grâce à l'influence de Vierzon.

Les citoyens de Vierzon, eux, étaient restés en communication régulière avec le citoyen Vaillant qui de Londres donnait et maintenait la note purement révolutionnaire.

Lors de l'amnistie, Vaillant vint se fixer à Vierzon, son pays natal. Ce fut alors que commença réellement cette propagande active, sans relâche, de réunions publiques, d'organisation, d'agita-

tion électorale et qui permit à l'ancien membre de la Commune de porter dans presque toutes les communes du Cher la parole socialiste. En 1881, Vaillant posa sa candidature aux élections législatives dans la circonscription de Vierzon et mena une campagne nettement socialiste révolutionnaire. Malgré la plus odieuse pression officielle, le candidat révolutionnaire obtint plus de 3,000 suffrage et ne fut battu qu'à une faible minorité.

A dater de ce moment le principe du socialisme et de la Révolution fut posé dans le Cher. A la suite de cette période électorale de nombreux comités furent organisés, lesquelles entretenirent une agitation continuelle qui s'étendit bientôt sur tout le département.

Entre temps, Vaillant alla à Bourges où il fit une première réunion publique dans laquelle il fit hautement et très nettement l'apologie de la commune.

Le Discours-programme de Vaillant à cette réunion souleva une véritable tempête de colère dans le clan bourgeois, mais il fit naître une pléiade de militants parmi lesquels les citoyens Desrioux, Cotan, Roland, Lebeau, Féline, etc., qui, d'accord avec Vierzon, donnèrent l'impulsion au mouvement socialiste dans le Cher.

En 1883, le parti révolutionnaire fonda un journal hebdomadaire qui prit pour titre : *Le Républicain Socialiste*. La politique opportuniste représentée et personnifiée à cette époque par l'austère Brisson y fut vigoureusement attaquée et dénoncée comme un danger républicain.

L'idée grandissait sans cesse !

Aux élections municipales de 1884 plusieurs communes réussirent à faire passer des listes socialistes entières. Citons au hasard Vierzon, Vierzon-Village, Marcuil, St-Amand, Torteron, etc., et nombre d'autres villes où les socialistes obtinrent de respectables minorités. Bourges, la vieille ville aristocratique, la capitale du Berry voyait pour la première fois des ouvriers, des socialistes révolutionnaires escalader les marches de l'Hôtel-de-Ville. Vaillant, qui était, comme aujourd'hui encore considéré, comme le chef du parti, fut élu en triple lors de ces élections : A Vierzon-Village, à Vierzon et à Paris. Il opta pour cette dernière.

En 1886, le parti socialiste fit la campagne des élections législatives avec une liste composée des citoyens Félix Pyat, Vaillant, E. Baudin, E. Cougny, etc.,

Cette liste ne fut battue qu'à une faible minorité par la liste

Brisson, opportuniste, sur laquelle figure également le nom de M. Maret.

Jusqu'ici le parti socialiste n'avait, à proprement parler, qu'à procéder à la besogne d'organisation et de propagande. Mais en 1886, il livra une véritable bataille au capitalisme. Nous voulons parler de la grande et glorieuse grève des métallurgistes à Vierzon. On sait que l'une des plus importantes sociétés anonymes de constructions de machines agricoles avait, après avoir réduit à de véritables conditions de famine son personnel ouvrier, tenté d'étrangler l'organisation syndicale, en renvoyant brutalement une centaine d'ouvriers coupables d'appartenir au syndicat.

Ceux des ouvriers qui en avaient été épargnés prirent la défense de leurs camarades et plutôt que de les laisser souffrir ils demandèrent à l'administration de réduire des heures de travail un peu sur tous afin que personne ne fut renvoyé. Ils voulaient, selon leur expression « partager avec leurs camarades, odieusement persécutés, la bouchée de pain qui leur restait. »

La compagnie s'y refusa systématiquement et la grève éclata au mois d'août : elle prit aussitôt les proportions d'un événement.

Les ouvriers, forts de leur bon droit, solidement unis et soutenus par presque tout le prolétariat socialiste, allaient être victorieux. Cette défaite probable effrayait la réaction patronale et opportuniste, elle comprit combien l'effet moral de cette victoire lui serait désastreux, dès lors elle prit le parti de frapper un grand coup.

La direction de l'usine en grève, toujours d'accord avec l'administration opportuniste, imagina une fausse rentrée des ouvriers pour le 6 octobre, essayant de faire croire ainsi à la fin de la grève. Cette manœuvre avait surtout pour but de provoquer les ouvriers, d'exciter les grévistes et leurs défenseurs à faire des manifestations dans la rue et d'arrêter en masse ceux qui avaient organisé la résistance.

Lorsque l'on ouvrit les portes des usines aux deux douzaines de renégats et de policiers qui devaient feindre la reprise du travail, plus de 5000 personnes sympathiques aux grévistes étaient venus manifester leur mépris aux traîtres et, selon l'expression de Baudin, leur faire subir le jugement de l'opinion publique.

Ce fut alors que se ruant sur la foule les gendarmes essayèrent de la disperser. Mais personne ne broncha. La troupe elle-même refusa d'avancer et, seuls, les gendarmes, sabres au clair, frappèrent dans le tas. Une femme fut saisie par les cheveux et

traînée par ces brutes. C'est alors que les citoyens Rossignol, Radan, Baudin et Féline, conseillers municipaux socialistes, s'interposèrent, c'était ce que l'on désirait ; on les arrêta tous.

Le citoyen Vaillant que l'on avait appelé par dépêche arriva ce jour-là et mêla sa protestation à celle de la population.

Loin d'intimider les grévistes, ces manœuvres infâmes excitèrent leur courage et la résistance des ouvriers. La grève, malgré la condamnation des citoyens arrêtés, poursuivit son œuvre et ce ne fut qu'au bout de sept mois qu'elle prit fin, et, on peut le voir, à l'avantage des ouvriers.

Vipèrent les élections municipales de 1888 qui donnèrent au parti socialiste de nouvelles victoires électorales et coopérèrent à la débâcle opportuniste.

Brisson, l'austère jésuite, qui pendant de longues années avait fait du département son fief électoral était enfin battu. En effet, aux élections législatives dernières, certain de l'échec qui l'attendait là-bas, il renonça au département du Cher et se fit élire à Paris.

Dans la circonscription de Vierzon, le citoyen Baudin fut élu en 1889 par plus de 8,000 voix. C'était, on peut le dire, le couronnement de la besogne incessante de la propagande sans relâche qu'avait entrepris le comité de Vierzon.

Aujourd'hui, le département du Cher est un de ceux qui marchent à l'avant-garde de la France socialiste, et quand sonnera le tocsin de la Révolution sociale les gars du Berry seront à leur poste.

FÉLINE.

## Le Socialisme aux États-Unis

Malgré la prophétie de Karl Marx qui a dit que c'est au chant de réveil du coq gaulois que se fera la révolution social, il se peut bien qu'elle commence dans le nouveau Monde, aux États-Unis d'Amérique.

Là, en effet, le machinisme s'est développé à l'infini. Là, la centralisation capitaliste s'est accomplie, mieux que partout ailleurs, dans presque toutes les branches de la production. Là, enfin l'industrialisme s'est introduit dans l'agriculture même.

Il n'y a plus d'hypocrisie : La lutte entre le capital et le travail est franche et à couteaux tirés.

S'il y a des millions de prolétaires qui, poussés par le désespoir, arrêtent parfois les trains en marche, au risque de leur vie, il y a aussi des milliardaires qui, parlés de rien, arrivent, en vingt

ou trente ans, grâce à leurs tripotages, à l'exploitation éhontée des prolétaires, à se faire des millions de rente.

Aux Etats-Unis, le socialisme apparaît sous différentes formes.

Et d'abord la ligue agraire dont l'initiateur Henry George, ne demande la collectivisation que pour le sol.

Ensuite, le parti ouvrier proprement dit, organisé comme dans tous les pays, poursuit systématiquement des revendications déterminées menant à l'affranchissement final du prolétariat. Les membres de cette organisation s'élèvent environ aujourd'hui au nombre de 400,000. Enfin, il y a les « *Knights of Labor* », chevaliers du Travail, organisation puissante ayant des branches dans toutes les villes de l'Union Américaine et comptant des centaines de mille de membres. Quoiqu'ils aient bien souvent donné à réfléchir aux capitalistes, les *Chevaliers du Travail* n'avaient pas une organisation cohérente qui, seule, peut mener à l'émancipation sociale, ils agissaient individuellement ou anarchiquement. Mais ils ne tardèrent pas à s'apercevoir que sans organisation on ne peut arriver à rien de sérieux, aussi dès le congrès de 1883 tenu à Hamilton, province d'Ontario, ils décidèrent de créer un mouvement dans toute l'Union pour réclamer la réduction du travail à 8 heures. Depuis, ils ont adopté presque la même manière d'agir que le Parti ouvrier avec ses Trades-Unions.

En dehors des prolétaires organisés et au-dessous d'eux, existe la grande armée des désespérés de la misère, ceux qui étant descendus, par la faute de la société, à l'état de vagabonds, ont abandonné toute espérance d'affranchissement et de réhabilitation.

On les appelle les *tramps*. Les *tramps* sont à peu de chose près ce qu'on appelle chez nous les cheminaux.

Ce sont des ouvriers sans feu ni lieu qui ont été embauchés tantôt dans les grandes fermes pendant le temps des moissons, tantôt pour les grands travaux industriels, tels que chemins de fer, canaux, etc.

Le travail terminé, ces masses d'hommes sont licenciés et vont de ville en ville, de village en village. Il y a quatre ou cinq ans, des centaines de mille de ces ouvriers parcouraient les campagnes, ils allaient par troupes, étaient armés, on les nourrissait par crainte. Voici de quelle manière une petite ville, Anderson se débarrassa des *Tramps*. Les habitants au nombre de plusieurs centaines, armés de fouets et de bâtons se rangèrent sur deux lignes à la porte de la prison. A un moment donné on ouvrit les portes et on chassa les *Tramps* qui étaient enfermés. Les pauvres

diabiles durent traverser cette double rangée d'hommes et d'enfants et s'enfuir en courant sous une grêle de coups !

Le *Tramp* dit le *Chicago Express* est un enfant de notre société : son existence est la conséquence fatale de celle du millionnaire. Si le *Tramp* n'existait pas il n'y aurait pas de millionnaire.

La société doit tuer la dignité d'hommes chez 400,000 *Tramps* pour fabriquer un *Vanderbilt* !

P. A.

## AUSTRALIE

Quand on parle chez nous de réglementer le travail des ouvriers adultes, de fixer par une loi la journée maxima de travail, on lève les bras au ciel et on proteste au nom de la liberté du travail : quand les ouvriers demandent les « trois huit », c'est-à-dire huit heures de travail, huit heures de repos et huit heures de loisir, c'est encore pire : on invoque alors les nécessités de la production, la concurrence étrangère et une foule d'autres raisons pour démontrer que c'est de la folie pure.

Pourtant, il n'y a pas seulement des pays où le travail des ouvriers adultes est réglementé et où il existe de par la loi une journée maxima, comme, par exemple, la Suisse et l'Autriche, il y a aussi des pays, tels que l'Australie, où la journée de travail est fixée légalement à huit heures.

Il est bon, à cet effet, de rappeler que le 21 avril, à Melbourne, on a grandement fêté l'anniversaire du jour où les heures de travail ont été fixées par acte du Parlement.

Tous les corps de métiers, précédés de bannières, ont, ce jour-là, parcouru en cortège les principales rues de la ville, décorées de banderolles et d'oriflammes. La foule immense qui assistait à cette imposante procession — dit le correspondant d'un journal qui est loin d'être sympathique au mouvement des huit heures — semblait être avec eux de cœur et d'attention.

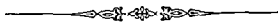
Aujourd'hui l'ouvrier, à Melbourne, en vertu de la législation du travail, n'est pas tenu de fournir plus de huit heures de travail, par jour. Si le patron, pressé par les circonstances, veut obtenir de ses ouvriers une prolongation de travail en augmentant leur salaire, bien entendu, il devra, au préalable, en référer au ministre de l'intérieur, qui, selon le cas, accordera ou refusera son autorisation.

Avec la journée de huit heures, les ouvriers ont en même temps des salaires comparativement élevés, ce qui fait que non seule-

ment les ouvriers des colonies voisines mais aussi ceux d'Angleterre y viennent chercher du travail.

Le gouvernement a célébré, lui aussi, l'anniversaire de la réglementation du travail, qui est devenu fête annuelle des ouvriers de Melbourne. Suivant une tradition établie, les bureaux publics ont été fermés et le 21 avril a été proclamé jour férié.

Alors que les pouvoirs publics de Melbourne fêtent l'institution de la journée de huit heures, on discute chez nous si l'Etat a le droit d'intervenir dans les contrats de travail et on traite tous ceux qui demandent une journée maxima de travail de « meneurs ». Quelle honte !



## LE VIEILLARD QU'ON MET AU REBUT <sup>(1)</sup>

C'était un vieux mineur, enfant du « pays noir »

Cœur bronzé par la lutte,

Et je le vis assis sur le seuil de sa hutte,

Au jour trouble du soir.

Sous des cheveux blanchis, couvant une tempête

L'œil sombre, sur les mains il appuyait sa tête

Ainsi donc, sans retour et sans conditions,

Nous sommes, nous les vieux, rejetés de la mine,

Par ces barons du jour qui taillent en lions,

Et nous voilà réduits à leur crier famine,

Nous, dont la maigre échine,

Sua leurs millions !

Il était plus heureux, au banc de sa galère

Le forçat que la chaîne ou l'âge avait usé,

Que ne l'est parmi nous, au lit de sa misère,

Le travailleur brisé !

Si notre assassinat par la faim se consomme,

Justice ! de quel nom faut-il donc qu'on te nomme ?

---

(1) La grève historique d'Anzin a été occasionnée par le renvoi des plus anciens mineurs.



Mais à quoi bon se plaindre, à quoi bon discourir,  
Quand vaincu sans espoir on dépose les armes  
Est-ce que les bourreaux par la victime en larmes  
Se laissent attendre ?

Ils ne me verront pas prolonger ce supplice  
Ils ne me verront pas, en mendiant mon pain,  
Heurter mes pieds meurtris à leurs portes d'airain.  
Je boirai, d'un seul trait, tout le fond du calice!...  
Et qu'ai-je à regretter, après les maux soufferts,  
Après trente ans vécus au sein de ces enfers ?

Tout à coup, pour rentrer, il se leva farouche,  
Lançant comme un regard de défi vers les cieux.

A l'aurore, il dormait encore sur sa couche,  
Mais le dernier soleil avait lui pour ses yeux !

O. SOUËTRE.



## UNE PROCLAMATION DE BLANQUI

### Le Comité des Clubs démocratiques aux Sociétés populaires

La République, tout aussi bien que la monarchie, peut ombrager la servitude sous son drapeau. — Sparte, Rome, Venise étaient des aristocraties oppressives et corrompues. Dans l'Amérique du Nord l'esclavage est une institution de l'État.

### LIBERTÉ! ÉGALITÉ! FRATERNITÉ!

Cette devise, qui brille aux frontons de nos édifices, ne doit pas être une vaine décoration d'opéra. Ne la laissons pas devenir un mensonge aussi célèbre que celui de la Charte ; « Tous les Français sont égaux devant la loi. »

Il n'y a pas de liberté pour qui manque de pain!

Il n'y a pas d'égalité quand l'opulence s'étale à côté de la misère!

Il n'y a pas de fraternité quand la femme du peuple se traîne affamée avec ses enfants aux portes des palais!

Point de formules stériles ! Il ne suffit pas de changer les mots ; il faut changer radicalement les choses.

La République pour nous, c'est l'émancipation complète du travailleur ! c'est l'avènement d'un ordre nouveau qui fasse disparaître la dernière forme de l'esclavage, le prolétariat.

La tyrannie du capital est plus impitoyable que celle du sabre et du goupillon ; il faut la briser.

La Révolution de février n'a pas eu d'autre but. Ce but est aussi le nôtre, et chacun des membres du comité démocratique s'engage à le poursuivre sans relâche jusqu'à ce qu'il soit atteint.

Paris, 31 mars 1848.

AUGUSTE BLANQUI.

---

## PENSÉES, MAXIMES, MOTS DE COMBAT

---

Il n'y a pas de route royale pour la science et ceux-là seulement ont chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir des sentiers escarpés. KARL MARX.

La liberté est un trésor que l'on ne conserve qu'à la condition d'en user. VALTOUR.

Le communisme, tant exécré, exerce sur mon âme un charme dont je ne puis me défendre. HENRI HEINE.

Celui qui m'affame n'a pas le droit de digérer en paix.

MONTESQUIEU

La richesse est le passeport de la sottise.

A. DE LABOUISSÉ.

Que nous parle-t-on de liberté ? Qui est pauvre est esclave.

LA BOÉTIE.

Je fais le bien parce qu'il y a un grand seigneur qui me paye cela, et ce grand seigneur est le plaisir de bien faire. GAVARNI.

Que sont les droits électoraux ou municipaux pour des hommes enchaînés à la misère?

MICHEL CHEVALLIER.

Il a été remarqué dans l'histoire que le juste et l'utile marchaient toujours ensemble.

ACCARIAS.

Notre grande ennemie c'est l'ignorance. Que l'on sache ce que nous voulons, et ceux qui nous combattent avec aveuglement porteront bientôt le drapeau contre lequel ils tirent.

V. CONSIDÉRANT.

Notre cause est de celles pour lesquelles on peut mourir, mais qui ne peuvent pas faire vivre.

LOUISE MICHEL.

Oui, une société qui admet la misère, oui, une humanité qui admet la guerre me semblent une société, une humanité inférieures; et c'est vers la société d'en haut, vers l'humanité d'en haut que je tends : société sans rois, humanité sans frontières.

V. HUGO.

Toujours le berger vivra aux dépens de son troupeau et les gouvernements aux dépens des gouvernés.

MIRCEA C. ROSETTI.

Trouver un état où chaque individu, avec la moindre peine puisse jouir de la vie la plus commode.

BABEUF.

Laissez dire, laissez-vous blâmer, condamner, emprisonner, laissez-vous pendre, mais publiez votre pensée.

P.-L. COURRIER.

La misère des idées dans les intérieurs riches arrive parfois à vous apitoyer.

DE GONCOURT.

Il n'est au monde qu'une espèce pire que les mouchards et les mouchardes : ce sont ceux qui les emploient.

BOUCHER DE PERTHES.

Je suis persuadé que c'est la faute des lois si les hommes sont méchants.

MABLY.

Tout homme a droit à tout.

T. MORIS.

Il y a des fortunes qui crient : Imbécile ! à l'honnête homme.

DE GONCOURT.

Tout crime implique un réquisitoire contre la société.

J. LERMINA.

L'avarice commence où la pauvreté cesse.

BALZAC.

Les talents mènent à tout, c'est Bonaparte qui l'a dit, mais il devait ajouter : pourvu qu'on trouve à épouser la vieille maîtresse d'un homme en place et une occasion de tirer le canon dans les rues de la capitale.

P.-L. COURIER.

L'homme qui a faim n'est pas libre.

MICHEL CHEVALLIER.

---

## DIFFÉRENTES STATISTIQUES

---

Il est de grande importance pour les ouvriers d'étudier la statistique, la science la plus révolutionnaire, afin qu'ils voient de plus près les faits économiques et leurs effets sociaux et politiques.

Nulle autre classe n'est plus intéressée à pratiquer cette science que la classe ouvrière, car les batailles scientifiques décisives du prolétariat seront livrées sur le champ de la statistique, s'il est vrai qu'une organisation radicale et démocratique des chambres syndicales constituera la base de la société vers laquelle nous marchons, la statistique sera sans doute une de leurs plus importantes fonctions.

### Les dépenses militaires en Allemagne

Voici un exemple pris en Allemagne.

Depuis 1872, ces dépenses nous montrent que les contribuables avaient à produire 9,267,500,000 fr. pour entretenir des hommes qui ne produisent rien. Et cela pourtant dans « un temps de paix ». Il faut encore ajouter à ces dépenses les intérêts annuels des emprunts faits pour l'armée qui, depuis 1877, sont de 15 millions de francs par an; on peut dire que le fisc militaire prend la plus grande part dans la dette publique de tous les pays.

En 1715, la dette publique des États européens s'élevait à une somme ronde de 7 milliards et demi de francs; en 1789, après l'introduction des armées permanentes à 12,750,000,000; en 1820, après les guerres de Napoléon 1<sup>er</sup> à 37,575,000,000; mais en 1874, la

somme s'était plus que doublée; elle s'élevait à 96,405,000,000. Et, à l'heure actuelle, les contribuables des états européens ont à payer les intérêts annuels de cette dette publique qui montent à 5,019,000,000 fr.

Nous pouvons aisément conclure de cette fraction du produit net annuel que dévore le militarisme, à quel haut degré d'intensité est parvenue la productivité du travail.

Un autre exemple, toujours d'après la statistique allemande.

L'augmentation des millionnaires et la multiplication de leurs richesses, d'un côté, signifient augmentation des prolétaires dépouillés de tous biens, de l'autre. Ceci est un fait indiscutable.

Tandis qu'en 1882, il y avait à Berlin 631 personnes avec un revenu annuel de 40,000 à 75,000 fr., il y avait en 1886, 770 personnes, 212 avaient un revenu annuel de 75,000 à 120,000 fr., ce qui faisait à 4 0/0 d'intérêts, que chacune de ces personnes possédait des biens d'une valeur de 2 à 3 millions. Puis 144 personnes avaient un revenu de 255,000 fr., 26 un revenu de 375,000 fr., 18 un revenu de 675,000 fr., 7 un revenu de 895,000 fr., 4 un revenu de 1,125,000 à 1,500,000 fr. Enfin une personne possédait un revenu de 2,700,000 fr., par an, ou de 7,375 fr. par jour.

Et maintenant, le revers de la médaille : à Berlin 66, 8 0/0 des habitants étaient exempts d'impôts de classe et d'impôts sur les revenus 25,05 0/0 ne contribuaient qu'aux impôts de classe et seulement 8,15 0/0 payaient les deux catégories d'impôts. Ainsi, plus des deux tiers de la population de Berlin étant exempts de tout impôt, ce qui veut dire que l'augmentation du nombre de millionnaires n'est pas précisément identique avec l'augmentation du bien-être populaire.

O. Z.

### Dime capitaliste

Ces chiffres sont empruntés à l'ouvrage de Laurence Groulund. *The co-operative, commonwealth*, — et ils en disent long.

Produit total des industries manufacturières aux Etats-Unis :

en 1850. . . . .	2.187.000.000 fr.
— 1860. . . . .	4.025.090.000 —
— 1870. . . . .	6.550.000.880 —

Part ou salaire des travailleurs.

Au nombre de	957.000 en 1850	1.187.000.000 fr.
»	1.300.000 — 1860	1.895.000.000 —
»	2.000.000 — 1870	3.100.000.000 —

Part des capitalistes (intérêts, profits, rentes).

en 1850. . . . .	1.000.000.000 fr.
— 1860. . . . .	2.130.000.000 —
— 1870. . . . .	3.550.000.000 —

Ce qui donne pour le travail.

en 1850	—	54 0/0	—	46 0/0.
— 1860	—	47 0/0	—	53 0/0.
— 1870	—	47 0/0	—	53 0/0.

Le salaire annuel moyen par ouvrier a été en 1850 de 1,225 fr., en 1860 de 1,450 fr. et en 1870 de 1,550 fr., pendant que la dime prélevée par ouvrier était de 1,025 fr. en 1850, de 1,625 fr. en 1860 et de 1,725 fr. en 1870.

Pas de commentaires, n'est-ce pas.

**Le Creusot, Schneider et C<sup>ie</sup>** a accusé pour l'année 1886-1887 un bénéfice de 5.633.229 fr. 63.

Ce qui représente 60 fr. par action, ou 12 0/0.

Un beau denier ! allez-vous dire, surtout si l'on réfléchit que pour empocher tout cet or, messieurs les actionnaires n'ont même pas eu la peine de voir peiner et suer les nègres blancs de l'usine en question.

C'est en dormant, en mangeant bien et en buvant encore mieux, en courant les filles, qu'ils se sont en une année trouvés plus riches d'un huitième.

Eh bien ! en estimant satisfaits ces fortunés fainéants, vous vous tromperez du tout au tout.

Pour eux, cette année de près de six millions est une année mauvaise.

Dans son compte rendu du 30 novembre, le gérant du Creusot s'exprimait ainsi : « *Naguère à l'époque des gros bénéfices...* »

Naguère, paraît-il, c'est 20, c'est 25 0/0 que l'on palpaît annuellement, c'est dix, c'est quinze millions de bénéfices que l'on réalisait par exercice.

Ce qui revient à dire que depuis 1870 seulement les propriétaires du Creusot sont rentrés quatre fois dans leur argent. Quatre fois les prolétaires qui travaillent et meurent dans ce bagne capitaliste ont remboursé leurs exploiters.

Ce qui n'empêche pas ces derniers de crier comme anguilles qu'on écorche et de crier *au voleur !* à la seule idée de l'ensemble des travailleurs ou de la société reprenant ce grand établissement payé aux Schneider et C<sup>ie</sup> dix fois sa valeur.

Le nombre des industriels et des fabricants n'a pas cessé de décroître notablement et régulièrement depuis deux ans.

C'est le tableau C de l'impôt sur les patentes qui renferme, on le sait, les fabricants et les industriels. Or, voici quels ont été, depuis 1867, les chiffres des patentés de ce tableau :

1877 . . . . .	225.332
1878 . . . . .	223.434
1880 . . . . .	221.566
1881 . . . . .	204.117
1883 . . . . .	200.472
1885 . . . . .	196.776
1886 . . . . .	194.699

C'est donc par année plus de 3,000 industriels ou fabricants qui disparaissent, expropriés ou dévorés par leurs rivaux plus puissamment outillés et pourvus plus abondamment de capitaux.

A ce compte-là — c'est-à-dire en admettant que ce mouvement fatal n'aille pas croissant — il ne faudrait pas un demi-siècle pour que toute l'industrie française soit concentrée entre les quelques milliers de mains de plus en plus fainéantes.

Pour ne pas s'opérer aussi vite, la concentration commerciale n'en est pas moins commencée.

Le tableau B, qui comprend les patentes du haut commerce, nous indique, en effet, une diminution de plusieurs centaines dans le nombre des patentés, tombés de 16.710 en 1873 à 16.570 en 1886.

Mêmes causes à cette décroissance, de l'aveu de M. Paul Leroy-Beaulieu : l'envahissement des grands établissements et les crises qui emportent les gros commerçants eux-mêmes au profit de plus gros qu'eux.

### Le Prolétariat agricole

Dans le premier n° d'un journal hebdomadaire : *La terre aux paysans*, nous trouvons le tableau suivant dressé d'après la statistique officielle de l'agriculture de 1873.

1° TERRES N'APPARTENANT PAS A CEUX QUI LES CULTIVENT :

Bois, landes, marais, terrains en friche, pacages et pâturages. . . . .	16 millions d'hectares
Terres cultivées par des métayers. . . . .	4 — —
Terres cultivées par des fermiers loca- taires. . . . .	12 — —
49,000 propriétés de plus de 100 hec- tares cultivées par des salariés. . . . .	12 — —
Total. . . . .	44 millions d'hectares

2<sup>o</sup> TERRES APPARTENANT A CEUX QUI LES  
CULTIVENT POUR LEUR PROPRE COMPTE. . . 4 millions d'hectares  
3<sup>o</sup> PROPRIÉTÉ BATIE ET JARDINS. . . 1 — —

Ainsi, à peine un siècle après cette fameuse révolution bourgeoise qui annonçait à la ville et aux champs qu'elle allait donner la terre aux paysans, on trouve que, sur 49 millions d'hectares, les paysans cultivateurs n'en possèdent que 4; tandis que les oisifs, anciens nobles et nouveaux nobles, bourgeois de toute provenance, possèdent 44 millions, onze fois plus. La grande propriété terrienne qui se reconstitue, dépossède tous les jours un nombre plus considérable de cultivateurs et les transforme en prolétaires.

Une nouvelle révolution s'impose.

### Millionnaires

Un statisticien a fait des recherches sur la soi-disant richesse nationale : il est arrivé à ce résultat que le monde entier ne compte que 950 millionnaires possédant plus de 25 milliards de francs. Ces millionnaires sont ainsi répartis : 250 en Angleterre, 200 aux États-Unis d'Amérique, 100 dans l'Amérique du Sud, 100 en Allemagne, 75 en France, 50 en Russie, 50 dans les Indes anglaises et 125 dans les autres pays.

Ces chiffres, dont il est bien difficile de vérifier la parfaite exactitude, confirment cependant les théories du socialisme : — 1<sup>o</sup> que la « richesse nationale » est une invention des savants bourgeois pour jeter de la poudre aux yeux des imbéciles, et 2<sup>o</sup> que la soi-disant richesse nationale se concentre entre les mains d'une minorité infime, tandis que la grande masse, que la totalité de la masse productive, à peu près 97 0/0 devient de plus en plus pauvre.

### Les plus grandes fortunes

La *Revue des Deux-Mondes* classe ainsi les fortunes particulières les plus élevées en Angleterre et aux États-Unis :

Jay Gould, américain,	1,375,000,000 fr. ;
J. W. Mackay, américain,	1,250,000,000 ;
Rothschild, anglais,	1,000,000,000 ;
Vanderbilt, américain,	625,000,000 ;
J. P. Jones, américain,	400,000,000 ;
John J. Astor, américain,	250,000,000 ;
W. Stewart, américain,	200,000,000 ;
Gordon Bennett, américain,	150,000,000 ;



duc de Sutherland, anglais, 150,000,000 fr. ;  
duc de Northumberland, 125,000,000 ;  
marquis de Bute, anglais, 100,000,000 ;

Le *Gil-Blas*, de son côté, nomme parmi les fortunes les plus considérables de France celle de M. Olry, qui possède, assure-t-on deux millions de revenus.

Le prince de Luxembourg dont les revenus sont estimés 1,500,000 francs.

Le duc de Trévise qui possède 1,800,000 francs de rente.

Puis celles de MM. Lupin, Edmond Blanc, Edwards, Raphaël Bischoffsheim, Chauchard, etc.

La haute banque est représentée par d'immenses fortunes.

La maison de Rothschild possède un capital estimé à près de 3 milliards.

Le baron de Hirsch dont la fortune est de 1,200,000,000 francs.

MM. Mallet frères, banquiers qui ont une fortune colossale.

Les fortunes industrielles sont également nombreuses. Les principales sont celles de MM. Lebaudy, Say, Schneider, propriétaire des usines du Creuzot, Marinoni, Richard, Hennessy, etc.

Pendant ce temps le peuple meurt de faim.

### Statistique du paupérisme à Londres.

Il y a à Londres : 50,000 vagabonds, 300,000 personnes qui vivent au jour le jour sans travail, 250,000 qui reçoivent des gages irréguliers, 400,000, qui travaillent régulièrement, mais qui sont insuffisamment payées. En tout 1 million de malheureux.

D'autre part, on compte qu'il y avait :

En 1800. . . . .	80,000 prostituées.
1830. . . . .	120,000
1840. . . . .	160,000
1850. . . . .	200,000
1880. . . . .	270,000
Aujourd'hui. . . . .	300,000

Cela veut dire que le quart des femmes et des filles nubiles de la métropole anglaise, vivent ou essaient de vivre de prostitution.

CHARLES BOOTH (*Société nouvelle*).

### Les mendiants.

Une enquête vient d'être faite sur les mendiants de Paris, par tous les commissaires de police. Il résulte de cette enquête que leur

nombre s'élève de 4,500 à 5,000. Ajoutons qu'il y a peu de mendiants nomades et que le nombre des enfants demandant la charité pour leurs parents, pour des personnes les exploitant, ou offrant des fleurs dans les cafés du boulevard a considérablement diminué.

Les mendiants habitent les quartiers excentriques et surtout Malakoff et Levallois-Perret. Dans la rue Sainte-Marguerite, cité Gounet, aux numéros 7 et 11, habitent cent soixante-douze familles de mendiants.

Cette cité est connue dans le quartier sous le nom de cité *pouilleuse*. Elle est, d'après le rapport de M. Le Jain, commissaire de police, « le repaire de tous les mendiants du monde entier ».

J'y ai trouvé, déclare ce magistrat, des Hongrois, des Roumains, des Russes, des Américains, des Espagnols et jusqu'à des nègres.

J'y ai trouvé un ancien notaire qui, à toutes mes questions, affectait de répondre en latin classique.

Ordre vient d'être donné, par le préfet de police, d'arrêter tous les joueurs d'orgue de Barbarie qu'ils trouveront dans les rues.

Les joueurs d'orgue ne peuvent plus exercer que dans les cours, et encore est-ce un petit nombre d'entre eux qui a reçu cette autorisation. Ces privilégiés sont munis d'un signe distinctif : c'est une lyre en cuivre qu'ils portent à la boutonnière et sur laquelle sont gravés le nom du propriétaire, de l'instrument et le numéro matricule sous lequel il est inscrit dans les dossiers de la préfecture de police.

### La misère et l'émigration en Italie

Des renseignements publiés par la direction générale de la statistique à Rome, il résulte que, pendant le premier trimestre de 1888, le nombre des émigrants a été de 99.950, alors que, pendant la période correspondante de 1887, il n'avait été que de 28.161. Il y a donc eu pendant les trois premiers mois de cette année 21.789 malheureux de plus, qui ont été forcés de quitter leur pays pour ne pas mourir de faim.

C'est la Vénétie qui fournit, dans cette déplorable statistique, le plus fort contingent ; des 49.950 émigrants, 19.350 lui appartiennent, soit 40 0/0 de la totalité ! La Campine en fournit 8.176 ; les Abruzzes, 4.867 ; la Calabre, 3.995 ; la Lombardie, 3.782 ; la Basilicate, 2.624 ; le Piémont, 1.863 ; la Ligurie, 1.314 ; la Toscane, 1.216 ; la Sicile, 1.163 ; l'Emilie, 702 ; les Marches et l'Ombrie, 487 ; la Pouille, 300.

En d'autres termes et comparée à la population de tout le

royaume, l'émigration représente pour un seul trimestre 1.72 0/0 (près de 7 0/00 pour l'année).

La Vénétie a perdu pendant un trimestre 5.72 0/00, elle serait dépeuplée en 40 ans; la Basilicate 4.80 0/00; la Calabre, 3.12 0/00; les Abruzzes, 3.50 0/00.

L'agriculture n'est plus rémunératrice en Italie et les bras manquent. La production vinicole subit aussi une crise. Le *Popolo Romano* disait, il y a quelques jours : « Les cultivateurs n'ont pas de fûts pour loger le vin nouveau, ni d'argent pour en acheter, et pendant qu'on laisse le sol de la patrie à la grâce de Dieu, nos gouvernants s'occupent de créer des colonies et dépensent des centaines de millions qui privent de pain des milliers de familles. »

### La Banqueroute

M. Germain, un grand financier, qui s'entend aux questions de budget, a publié dans le *Temps* le premier article d'une série sur la situation financière de la France. Nous en extrayons les chiffres suivants, qui établissent les recettes et les dépenses du budget.

années	Dépenses	Recettes	Déficits
	en millions de fr.		
1876	— 2.863 millions	2.775 millions	88 millions
1877	— 2.907 —	2.780 —	127 —
1878	— 3.236 —	2.851 —	385 —
1879	— 3.226 —	2.842 —	384 —
1880	— 3.272 —	2.888 —	383 —
1881	— 3.580 —	2.909 —	671 —
1882	— 3.668 —	2.916 —	752 —
1883	— 3.708 —	2.958 —	750 —
1884	— 3.679 —	2.958 —	751 —
1885	— 3.574 —	2.975 —	599 —
1886	— 3.739 —	2.975 —	789 —
1887	— 3.700 —	3.000 —	700 —
			6.348

Les chiffres pour 1886 et 1887 sont approximatifs.

On voit que l'écart entre les dépenses et les recettes a été grandissant; si les chiffres diminuent parfois, c'est pour reprendre de plus belle. Ainsi en 1884 le déficit est de 721 millions; l'année suivante il tombe à 599 millions, le ministre des finances chante triomphe, le déficit va disparaître, mais en 1886 le déficit remonte d'un bond à 789 millions; il avait à réparer le temps perdu.

De 1876 à 1887, les dépenses passent de 2 milliards 863 millions à 3 milliards 700 millions, soit une augmentation de près d'un milliard. — Les recettes pendant ce temps n'augmentent que de 200 millions.

Il n'y a pas moyen de réduire les dépenses, au contraire on sera obligé de les accroître.

On cherche à augmenter les recettes ; et toutes les propositions, même les plus avancées, comme celle sur l'impôt sur le revenu ou sur le capital ne peuvent donner qu'une soixantaine de millions.

La situation ira sans cesse empirant.

— Comment en sortira-t-on ?

— Par la banqueroute.

### Les Impôts

Voici le tableau de l'imposition par tête, dans les principaux pays :

France. . . . .	104 fr.
Angleterre . . . . .	57
Allemagne . . . . .	44
Etats-Unis . . . . .	50
Belgique . . . . .	46
Autriche . . . . .	40
Russie. . . . .	36
Espagne . . . . .	33

Ces chiffres, nous les trouvons dans un rapport lu au Sénat par un républicain, M. Krantz.

Nous ajouterons que M. Krantz, loin d'exagérer, a diminué au contraire le total des charges par tête d'habitant.

Ce total s'élève réellement aujourd'hui à 111 francs et quelques centimes, CENT ONZE FRANCS !

Pour ce calcul par tête d'habitant, tout entre en compte, femmes, enfants, vieillards.

De telle sorte que, plus une famille est nombreuse, plus elle subit le poids écrasant du fisc.

France. . . . .	38 milliards
Russie. . . . .	19 —
Angleterre. . . . .	18 —
Italie . . . . .	11 —
Autriche. . . . .	10 —
Allemagne . . . . .	9 —

Nous allons montrer comment on y est arrivé.

La monarchie royale avait, en 1789, 120 millions de rentes annuelles.

La première République fit banqueroute et n'en conserva qu'un tiers, soit 40 millions.

Le premier empire ajouta. . . . .	188 millions
La Restauration réduisit de . . . . .	64 —
Louis Philippe ajouta . . . . .	12 —
La République de 1848. . . . .	54 —
Napoléon III . . . . .	168 —

L'indemnité et les autres charges de la guerre portèrent le chiffre à 347 millions.

Et depuis 1876, EN TEMPS DE PAIX, sans motifs, sans raisons et alors qu'on avait maintenu presque tous les impôts votés pendant la guerre, la République bourgeoise a ajouté, pour donner à sa jeunesse parasite, sous forme de sinécures, 600 MILLIONS.

Total : 1409 millions à payer par an.

C'est par des emprunts successifs perpétuels, que les opportunistes sont arrivés à ce chiffre écrasant.

En moins de DOUZE ANNÉES, ils ont emprunté HUIT MILLIARDS.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que de 1876 à 1883 seulement, la charge, par tête et EN PLEINE PAIX toujours, se soit accrue de 29 francs.

Les dépenses de la guerre n'ont rien à faire dans tout cela ;

Huit milliards EN 12 ANS ;

600 millions de dettes par AN, DEPUIS 1876.

35 francs D'AUGMENTATION D'IMPOTS par tête, depuis 1876 ;

### Ce que coûtent les guerres

Le docteur Engel, qui est en même temps un habile statisticien, publie dans l'*Admiralty and Horse Guards Gazette* le résultat de ses patientes recherches, sur ce qu'ont coûté en hommes et en argent les guerres et les principales expéditions qui ont eu lieu depuis la campagne de Crimée.

Les chiffres qu'il produit ne sont, sans doute qu'une approximation, particulièrement en ce qui concerne les dépenses en numéraire, mais ils n'en sont pas moins intéressants.

Pour le total, il estime à 2.250,000 les pertes en hommes et à 62,500,000,000 de francs la dépense en numéraire.

Voici les détails qu'il donne ;

Guerre de Crimée, 750,000 hommes ; 9,950,000,000 francs.

Guerre d'Italie en 1859, 45,000 hommes ; 1,500,000,000 de francs ;

Guerre Danoise en 1864, 3,000 hommes ; 175,000,000 de francs.

Guerre de Sécession (1861-1864), 280,000 hommes pour les Etats du Nord ; 22,500,000,000 de francs ; 53,000 hommes pour les Etats du Sud ; 11,500,000,000 francs.

Guerre Allemande de 1866, 45,000 hommes ; 1,650,000,000 de francs.

Expéditions du Mexique, de Chine et de Cochinchine, 65,000 hommes ; 1,000,000,000 de francs.

Guerre franco-allemande de 1870-1871, 155,000 hommes pour la France ; 15,000,000,000 de francs. — 60,000 hommes pour l'Allemagne.

Insurrection serbo-bulgare, 25,000 hommes ; 880,000,000 de francs.

Guerre russo-turque, 250,000 hommes ; 5,625,000,000 de francs.

Guerres de l'Afrique du Sud, 30,000 hommes ; 43,750,000 francs.

Guerre afghane, 25,000 hommes ; 66,250,000 francs.

Si nous ajoutons à ces chiffres les hommes et l'argent engloutis au Tonkin, ceux que l'Italie et l'Angleterre ont fait tuer au Soudan, nous arriverons à un total assez joli.

La guerre est une bien belle chose !

Voici d'un autre côté quelques chiffres donnés par M. Camille Flammarion :

« Nous payons nous autres européens, la rente de 93 milliards et demi, empruntés pour solder les frais de nos tueries internationales, et à cette rente nous ajoutons annuellement 3 milliards 392 millions pour nous préparer à nous entre-tuer de nouveau à la prochaine occasion.

« En France seulement, nous avons dépensé depuis la guerre de Crimée, *soixante milliards* pour le militarisme. Les soldats étant enlevés à l'agriculture, au commerce et à l'industrie, la somme correspondante à la perte annuelle qui en résulte est d'environ 150 millions ; la valeur des propriétés mobilières et immobilières affectées au service de la guerre dépasse sept milliards, etc.

« La guerre coûte à l'Europe 19 millions par jour.

« Soit, 791,660 francs l'heure ! »

### **Les armées européennes**

Veut-on savoir quel est l'état actuel des forces militaires de l'Europe ?

Si nous devons en croire M. Richter, l'armée allemande s'élèverait, dans quelques années, lorsque l'organisation sera complète, à un effectif de 1,032,000 hommes sur le pied de paix et, sur le pied de guerre, à 6,560,000 hommes.

L'armée austro-hongroise, sur le pied de guerre, compterait 1,750,000 hommes; l'Italie en fournirait 2,750,000; la France, 4 millions; l'Angleterre, 820,000; la Russie, 2 millions; la Turquie, 650,000; l'Espagne, 870,000; la Suède, 180,000; la Norvège, 180,000; la Suisse, 200,000; la Hollande, 180,000; la Belgique, 165,000; la Roumanie, 180,000; la Serbie, 165,000; le Portugal, 120,000; le Danemark, 60,000; la Bulgarie, 35,000; la Grèce, 70,000; le Montenegro, 35,000.

En ce qui concerne l'artillerie, la France occupe le premier rang; mais on sait que le Reichstag est en ce moment saisi d'un projet de loi qui tend à augmenter le nombre des batteries dans l'armée allemande.

### Ce que coûte la justice

Un ouvrier cordonnier, créancier d'un billet de 195 fr. donne ce billet à recouvrer à un huissier.

En deux mois cet officier ministériel fait les frais suivants :

Dossier . . . . .	0,25
Timbre . . . . .	0,10
Dépens liquidés . . . . .	44,55
Enregistrement . . . . .	5,63
Obtention du jugement et levée à l'agréé. . . . .	7,10
Vacation au placement et rédaction du pouvoir. . . . .	5,02
Signification du jugement. . . . .	9,05
Commandement . . . . .	7,95
Procès-verbal d'acquiescement . . . . .	13,05
Procès-verbal de saisie. . . . .	13,05
Sommation au 1 <sup>er</sup> saisissant . . . . .	7,55
Ordonnance sur requête pour vente sur place . . . . .	9,25
Signification d'ordonnance. . . . .	9,25
Procès-verbal d'affiches . . . . .	22,45
Assignation en référé . . . . .	13,65
Ordonnance en référé . . . . .	10,95
Signification d'ordonnance . . . . .	8,55
Opposition à deniers. . . . .	8,55
Dénonciation d'opposition. . . . .	9,55
Contre-dénonciation. . . . .	9,55

Signification de vente . . . . .	10,65
Affiches procès-verbal et vacation . . . . .	22,45
Procès-verbal de carence . . . . .	13,05
Assignation en déclaration de jugement commun. . . . .	7,86
Jugement, obtention et vacation au placement. . . . .	16,55
	<hr/> 285,85

285 fr. 85 de frais pour une dette de 195 fr.

Ce chiffre se passe de tout commentaire.

---

## LE CHOMAGE

---

Mon patron n'a plus d'ouvrage  
Et nous n'avons plus de bois :  
C'est l'hiver, c'est le chômage.  
Toutes les morts à la fois !

Pas un pouce de besogne,  
Il neige : le ciel est gris ;  
A chaque atelier je cogne,  
J'ai déjà fait tout Paris.  
Plus de crédit, rien à vendre  
Et le loyer sur les bras.  
Partout on me dit d'attendre,  
Et la faim qui n'attend pas !

Des riches (Dieu leur pardonne !)  
M'ont dit souvent : mon ami,  
Il faut quand l'ouvrage donne,  
Faire comme la fourmi !  
Épargner ? Mais c'est à peine  
Si l'on gagne pour manger :  
Quand on touche sa quinzaine :  
On la doit au boulanger.

La nuit est dure aux mansardes ;  
Pas de soupers réchauffants :  
La mère en vain de ses hardes  
Couvre le lit des enfants.  
Les petites créatures  
Hier ont bien grelotté.  
Dire que nos couvertures  
Sont au mont-de-piété !

L'autre hiver, mon cœur en crève,  
J'ai perdu le tout petit ;  
C'est rare qu'on les élève  
Quand la mère a tant pâti.  
Avant peu, je dois le craindre,  
Nos deux jumeaux le suivront...  
Après tout, les plus à plaindre  
Ne sont pas ceux qui s'en vont !

Combien, chargés de famille,  
Qui boivent pour s'étourdir !  
Mon aînée est une fille,  
J'ai peur de la voir grandir.  
Dieu veuille qu'elle se tienne,  
Car, à seize ans, pour un bal,  
Pour une robe d'indienne,  
Un pauvre enfant tourne mal !

Je ne veux plus, quand je marche,  
Le soir, passer sur le pont,  
A l'eau qui gémit sous l'arche,  
Quelque chose en moi répond :  
Dans ton gouffrenoir, vieux fleuve,  
Est-ce l'homme que tu plains ?  
Avec tes soupirs de veuve,  
Et tes sanglots d'orphelins !

Mon patron n'a plus d'ouvrage  
Et nous n'avons plus de bois :  
C'est l'hiver, c'est le chômage,  
Toutes les morts à la fois !  
Eugène PORTIER.  
(Chants révolutionnaires).



## SAUVONS L'ENFANCE

Une des réformes sociales qui, entre toutes, intéresse les hommes de tous les partis, est celle qui consiste à mettre à la charge de la société représentée par l'Etat et la Commune, tous les enfants, leur assurant ainsi le nécessaire tant au point de vue physique qu'au point de vue moral.

L'instruction gratuite et obligatoire ne sera qu'un leurre tant que les enfants n'auront pas de quoi manger et se vêtir.

L'éducation et l'entretien de l'enfance par l'Etat est la plus utile, la plus juste et la plus réalisable des réformes. Elle est même nécessaire car elle arrêtera la France sur la pente fatale de son dépeuplement et lui assurera pour l'avenir une jeunesse robuste et virile.

Il est incontestable qu'en dehors de la production moderne qui a transformé le prolétaire, l'homme du peuple en un accessoire de la machine et le disloque journellement par un travail automatique, abrutissant et continu de 12 heures par jour, une des causes du dépeuplement de la France et de la diminution constatée de la taille des soldats, est la misère.

Un nombre incalculable d'enfants, très mal nourris et très mal entretenus, se meurent lentement étant continuellement dans un état morbide, et n'atteignent pas l'âge adulte. D'autres quoique atteignant l'âge mûr sont dépourvus de toute vigueur et de toute virilité, sans compter que le décroissement de leur taille présente, d'après les observations faites depuis le commencement du siècle jusqu'à nos jours une progression sensible et alarmante (1).

---

(1) Avant la Révolution de 1789, la taille du soldat d'infanterie était en France de 1 m. 65. Trente ans plus tard fut votée la loi du 10 mars 1818 qui abaissa le minimum à 1 m. 57. C'était comme on le voit, une diminution considérable. Néanmoins, elle ne fut pas la dernière. La loi du 24 mars 1832 fixe le minimum à 1 m. 56, celle de 1838 à 1 m. 55 et celle de 1870 à 1 m. 54.

En Saxe, la taille militaire s'élevait à 1 m. 78 en 1770. En 1862, elle était tombée à 1 m. 55. Ces chiffres n'accusent-ils pas une diminution effrayante ? A cette dernière date la taille minimum était en Prusse de 1 m. 57.

L'économiste Blanqui frère du révolutionnaire a dit qu'il y a beaucoup d'enfants « qui naissent seulement pour mourir d'une longue agonie. »

Ce sont aussi les fils des familles pauvres qui peuplent les prisons.

Est-ce de leur faute?

Non.

C'est de la faute de la société qui, après avoir indignement exploité et corrompu l'enfance de ces êtres déshérités les abandonne sans direction, sans travail, sans feu ni lieu.

Elle ne peut attendre en retour, d'eux, que ce qu'elle mérite.

Elle a tort, par conséquent, elle est criminelle d'être si implacable à leur égard, lorsque, obligés, par la situation misérable qu'elle leur crée, ils se livrent à des actes de violence et de désespoir.

On est effrayé lorsque, consultant les statistiques officielles, on voit avec quelle rapidité vertigineuse augmente le nombre des prévenus âgés de moins de vingt-et-un ans.

Nous citons ici les termes mêmes du rapport de M. Martin Feuillée, ministre de la justice :

« Une des constatations les plus douloureuses de la statistique, c'est sans contredit l'augmentation, d'année en année, du nombre des prévenus âgés de moins de vingt-et-un ans poursuivis pour délits communs : de 27.081, année moyenne, de 1871 à 1875 et de 29.806 de 1876 à 1880, il s'élève subitement, en 1881, à 34,588, c'est-à-dire 16 0/0 de plus par rapport à la dernière période de 28 0/0 eu égard à la précédente. Ici encore, ajoute le rapport, l'attention des pouvoirs a été mise en éveil par la statistique, et des mesures protectrices de l'enfance, dans son physique comme dans son moral, ont été proposées; plusieurs ont été déjà adoptées (?) et celles dont les Chambres sont saisies ne tarderont pas à l'être. »

Ainsi, il n'y a pas jusqu'aux Feuillée de la bourgeoisie qui ne reconnaissent l'urgence de s'occuper de l'enfance. Seulement c'est une imposture que de faire croire qu'un palliatif quelconque puisse remédier à cet état de choses.

Il n'y a qu'une mesure générale qui en assurant (avec toutes espèces de garantie de contrôle) une éducation soignée à l'enfance et tout ce qui est nécessaire à son entretien, mettra un terme à sa criminalité. Elle diminuera par là même la misère des parents, en mettant un terme à la concurrence que leur font leurs enfants dès l'âge de six ans.

Aujourd'hui nos enfants ont l'instruction gratuite et obligatoire, mais la plupart manquent de pain, de vêtement et même d'habitation.

La nourriture physique de l'enfant doit être prise en considération avant la nourriture intellectuelle, car sans la première ils ne peuvent acquérir la seconde cela est certain.

Aujourd'hui la plupart des prolétaires vivant de leur maigre salaire, et ayant une nombreuse famille, ne peuvent élever convenablement leurs enfants. Un grand nombre d'entre eux, chômant par le manque de travail voient avec douleur s'étioier les leurs, faute de nourriture et d'autres soins nécessaires à l'hygiène.

Combien de milliers de ces petits êtres meurent d'inanition et de froid!

Voici une statistique qu'il est bon de rappeler à cette occasion : Le nombre des enfants fréquentant les écoles et souffrant en même temps de la faim à Vienne, en Autriche, s'élève à plus de 1.500.

Il se passe des jours où ils ne mangent rien et où ils tombent d'inanition durant les classes.

L'auteur d'une enquête faite à ce sujet a relevé le nombre de 119 écoliers des deux sexes ne recevant aucun repas à midi, de 324 autres en étant souvent privés, de 266 n'ayant seulement qu'un morceau de pain le matin, de 184 ne mangeant rien de chaud à midi et de 900 dinant de pain, de café ou de légumes.

D'après les affirmations des instituteurs, cette misère augmente en hiver, ils citent une école où le nombre des enfants affamés dépasse 400.

Le même phénomène existe naturellement dans les autres capitales et centres industriels de l'Europe.

Nous nous réservons de nous livrer à une étude plus approfondie de cette question.

Contentons-nous aujourd'hui de démontrer combien cette revendication est juste et utile à la société.

La justice de cette réforme apparaît avec évidence quand on pense aux millions prélevés sur les prolétaires et dépensés par la nation pour les collèges, lycées, facultés, écoles spéciales où s'instruisent les enfants des riches seulement.

D'un autre côté l'ouvrier est mis dans l'impossibilité de subvenir aux besoins d'une nombreuse famille par l'exploitation capitaliste et les impositions de toutes sortes profitant aux riches ou faites à cause d'eux.

Quant à l'utilité de cette réforme, elle a été démontrée dans une brochure commentant le programme du Parti ouvrier.

Voici comment on s'exprime à ce sujet :

« Loin de grever d'ailleurs la société, l'éducation nationale ainsi entendue et universalisée serait le plus puissant élément de richesse parce que, si nous pouvons nous exprimer ainsi, de tous les animaux l'homme est celui dont « l'élève » rapporte le plus. Tant sait l'homme et tant peut on rend l'homme. Il n'y aurait là qu'une avance dont la société serait couverte au centuple par l'augmentation de la productivité de chacun de ses membres ».

Le Parti ouvrier se sachant dans l'impossibilité d'obtenir des réformes sérieuses avant la Révolution a formulé des desiderata dans son programme, considérés comme des mises en demeure de la classe bourgeoise.

Nous prenons, quant à nous, pour faire une agitation là-dessus, l'art. 6 du programme du Parti ouvrier, ainsi conçu :

Instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la société, représentée par l'Etat et par la Commune.

Cette idée, formulée pour la première fois par Lepelletier Saint-Fargeau et présentée par Robespierre à la tribune de la Convention est mûre depuis bientôt un siècle.

Sans attendre la révolution, cette réforme peut se réaliser pendant l'époque de transition et de lutte.

Etant juste dans son essence et nullement utopique dans son exécution, elle est comprise et désirée par tout le monde.

Une agitation créée autour de cette question réussirait parfaitement, et tous les pères et mères de famille, surtout les pauvres, y trouveraient leur intérêt.

P. ARGYRIADÈS.

*Toutes les personnes qui ont des renseignements sur la situation précaire des enfants et leurs misères quotidiennes sont priées de nous les adresser, 19, rue de Rivoli, Paris.*

---

## CAUSE CÉLÈBRE

---

### Affaire Souhain

*Misère sanglante. — Le drame de Puy-Imbert (Limoges). — Une mère qui, poussée par la misère, étrangle ses cinq enfants.*

Le procès de la femme Souhain, que le désespoir de misère a réduite à cette extrémité de tuer ses cinq enfants, est déjà connu par le bruit qui a été fait autour.

Néanmoins, pour ceux qui ne le connaissent pas, nous extrayons quelques fragments du compte-rendu fait par le citoyen Lucien Perrin, et publié par l'*Égalité*.

La plaidoirie en faveur de l'accusée a été publiée in-extenso par l'*Égalité*. Des amis nous ont vivement engagé à la publier de nouveau (1).

---

(1) Nous avons reçu de partout de nombreuses félicitations à propos des idées émises en pleine Cour d'assises dans notre plaidoirie, mais par contre, nous avons reçu une lettre dont l'auteur se promettait de nous écorcher tout vif.

Voici une lettre publiée dans l'*Égalité* aussitôt après le procès. Elle nous a d'autant plus touché que nous n'avons pas le plaisir de connaître personnellement le citoyen Bontarie.

AU CITOYEN LAVIGNE

*Secrétaire de la fédération nationale des syndicats de Bordeaux.*

Je viens de lire dans l'*Égalité* du 16 août la plaidoirie du citoyen Argyriadès au sujet de l'affaire Souhain de Limoges. A mon avis, j'estime que cette belle page doit passer sous les yeux de tous les socialistes, je demande à ce qu'elle soit imprimée et qu'elle soit répandue et affichée dans toute la France socialiste, par les soins des chambres syndicales.

Il arrive parfois qu'aux séances du Parlement, quelques députés bourgeois croient se distinguer parce qu'ils ont fait un pas vers ce qu'on est en droit

## Le Procès

Suivant son rôle, le ministère public, par l'acte d'accusation, charge à l'excès la malheureuse accusée. Mais voyons ce que dit celle-ci pour sa justification.

La vérité doit sortir de la bouche de cette mère affolée, qui, elle au moins, n'a ni le temps ni la liberté d'esprit nécessaires pour préparer ses réponses.

Quand on l'interroge, elle parle comme les idées lui viennent, quelquefois sans suite, et en ayant l'air de se contredire.

Mais cela est-il étonnant, quand on songe au caractère surhumain des actes exécutés ?

Et quant à moi, je vous affirme que je ne crois pas que cette femme soit une menteuse !

*Le 10 avril* (lendemain du meurtre).

— Je reconnais avoir volontairement donné la mort à mes cinq enfants. Mon mari a été arrêté, samedi dernier, pour vol de plomb et condamné à 48 heures de prison. Cette circonstance, et la misère dans laquelle je me trouvais, moi et ma famille depuis longtemps sont la cause de ma détermination.

Mon mari n'avait pas de travail régulier depuis dix mois environ ; quant à moi, je triais des chiffons et je gagnais tantôt quinze centimes, tantôt vingt centimes par jour.

Je recevais *cinq mêlés* de pain (20 livres pour sept bouches) *par mois* du bureau de bienfaisance. J'avais aussi des jetons qui me permettaient de prendre ma nourriture aux fourneaux économiques, mais tout cela était loin de me suffire pour moi et les miens...

*Le 11 avril.* — Je voulais me donner la mort et mourir avec mes enfants, mais malheureusement je n'ai pas eu le temps de mourir!..

Je n'avais pas le sou, pas de ressources, je ne pouvais même pas donner la soupe à mes enfants ; mon mari avait été conduit en prison :

---

d'appeler leur devoir, en votant quelque loi d'intérêt général, alors la majorité propose l'affichage dans toute la France, qui est toujours à la charge du contribuable ; eh bien, nous pauvres, est-ce que nous laisserions passer une aussi belle occasion d'étaler à côté de leur charlatanisme le beau discours de notre ami Argyriadès ? Ce sera un premier pas vers notre émancipation, il faut faire voir que nous existons et que la tâche que nous poursuivons n'a rien de commun avec celle de nos parlementaires qui foulent aux pieds les plus sacrés de leurs engagements.

La dépense sera bien faible, et je crois que, solidairement nous y suffirons, vous, cher ami, vous êtes placé de façon à mettre cette idée à exécution ; j'ai tout lieu d'espérer que vous ferez tout votre possible afin d'arriver à un résultat sans aucun retard.

Je vous envoie mon salut bien fraternel.

MARK BOUTARIC.

j'ignorais quand il rentrerait... le commissaire m'a dit de monter au parquet; mais comme j'étais sale, venant de trier mes chiffons et que je ne sais pas parler comme il faut, je n'ai pas osé aller demander à ces messieurs où était mon mari...

Je suis allée alors demander aux sœurs de Saint-Michel : elles m'ont répondu qu'elles n'avaient rien à me donner; sœur Clémence m'avait déjà donné trois francs il y a huit jours; cet argent avait servi à acheter du pain; il en restait à peine de quoi faire une soupe...

*Le 15 avril.* — J'ai vendu ma chèvre 8 francs, à Mme Lafond, et avec l'argent, j'ai acheté des effets pour mes petits, des bérêts et des bonnets, et une chemise pour mon petit âgé de six ans, puis des blouses pour mes deux petits.

J'ai acheté ensuite cinq paires de bas pour mes cinq enfants et une paire de bas pour moi, le tout à très bon marché, il ne me restait plus un sou des 8 francs de ma chèvre.

D. — Pourquoi acheter cela plutôt que de la nourriture?

R. — Parce que mes pauvres petits étaient tout nus.

D. — Aviez-vous fait part à quelqu'un de cette détermination?

R. — Oui, à plusieurs voisins; si quelqu'un à ce moment-là m'avait pris mes enfants, on leur eût sauvé la vie.

Je suis rentrée chez moi vers une heure : alors j'ai commencé à fuifiler les pantalons de mes gamins, et ensuite la robe de mon petit dernier.

Le mercredi d'avant, j'avais fait la robe de ma fille Marie que je comptais emmener aux Rameaux; puis j'ai remis des boutons à la robe de ma petite Marguerite.

Le soir, je les ai habillées à la lueur d'une bougie de quatre sous.

La veille, j'avais saigné ma seule poule avec mes grands ciseaux : c'est ma fille Marie qui l'a plumée à la nuit; j'ai mis cette poule dans la braisière, et j'ai fait du feu avec ce qui me restait de bois dans le cabinet...

D. — Vos enfants étaient-ils habillés, quand ils ont soupé?

R. Oui. — On avait acheté deux bouteilles de vin avec le prix de deux douzaines d'œufs que m'avait pondus ma poule...

Nous avons bu à peine une bouteille de vin, mes enfants et moi : on a dû trouver quatre verres sur la table et une tasse où a bu ma petite Marguerite...

D. — Aviez-vous informé vos enfants de votre intention de les tuer?

R. — Oui, je leur avais dit à tous en soupant; du reste, mon petit Pierre, âgé de 6 ans, était avec moi quand j'ai dit, avant la nuit à Mme Bayraud que nous allions tous mourir; et il répondit à cette dame *que ça ne lui faisait rien!*

Quand la nuit vint, je dis aux enfants : Allons, il faut mourir! habillez-vous!

Pierre l'aîné me demanda alors ses pantalons et sa blouse, tout seul; puis il choisit le bérêt qui convenait le mieux à

Ma fille Marie s'habilla aussi; et je lui plaçai ses cheveux sous son bonnet blanc.

Pierre deuxième s'habilla aussi tout seul: je n'eus qu'à attacher une épingle à son pantalon pour le retenir; j'habillai le tout petit Jean-Baptiste, pendant que Marie commençait à habiller Marguerite...

Quand tous furent prêts, nous nous mîmes à table.

Pour moi, comme je n'avais d'autres habits que ceux que je porte tous les jours, je n'eus pas à m'habiller.

C'est moi qui ai découpé la poule; les enfants mangèrent gaiement comme d'habitude.

Moi, je mangeai très peu, tant j'avais de peine!

Puis je leur dis: « Allez coucher, mes enfants! » et je les embrassai...

Puis elle tua ses enfants, comme il est raconté dans l'acte d'accusation. (Voir *l'Égalité* du 13 août 1889).

— « Quand les cinq enfants ont été morts, j'ai mis des draps propres sur leurs corps; la bougie s'est finie alors, et je me suis trouvée dans l'obscurité...

Comme il faisait noir, je n'ai pas pu retrouver la corde que j'avais préparée pour me pendre...

Quand le jour vint, je me suis frappée au cou et aux poignets avec les ciseaux et le couteau, et j'ai passé la tête dans le nœud coulant; mais mes pieds touchant à mon lit, la corde étant trop longue, je n'ai pu réussir.

Puis, j'ai allumé un réchaud pour m'asphyxier, et après avoir mis une coiffe blanche sur ma tête *pour mourir proprement*, je me suis couchée à côté de mon petit Jean-Baptiste et j'ai attendu la mort... »

On sait que la mort n'est pas venue, et voilà la malheureuse mère devant les jurés.

### L'audience.

Dès 7 heures du matin, les abords du Palais de Justice sont envahis par une affluence extraordinaire de curieux.

De grandes mesures d'ordre ont été prises; on a fait un déploiement de troupes considérable.

A neuf heures vingt minutes, l'huissier annonce la Cour qui pénètre dans la salle des audiences, où les avocats ont déjà pris place.

*Président* : Bozon.

*Avocat général* : Pironneau.

*Avocats défenseurs* : Argyriadès et Fayout.

On introduit alors l'accusée dont l'entrée dans la salle cause une profonde émotion.

Jeanne Delhoume, femme Souhain, est une journalière âgée de 42 ans seulement, mais la misère autrefois et les souffrances morales et physiques qu'elle endure depuis son crime, l'ont beaucoup vieillie.

Elle est vêtue d'une sorte de marmotte grise et pleure abondamment.



Par instants, pour répondre aux questions qui lui sont adressées, elle est forcée de découvrir son visage, et l'on voit alors que l'ensemble de sa physionomie n'a rien d'antipathique.

La face est pâle et fait ressortir encore l'éclat de ses yeux noirs.

Elle souffre beaucoup et très visiblement.

Dès que le silence, troublé par l'effet de l'entrée de la femme Souhain, est rétabli, le greffier lit l'acte d'accusation.

Ce document, tissu d'exagérations est gonflé de toute la haine qui anime le parti bourgeois contre les malheureux. Dans cette pièce lugubre du procès, l'esprit de vindicte de la race exploitante transpire à chaque ligne. Nous n'y reviendrons pas; ce n'est qu'un des tristes détails de cette affaire où l'on verra sans cesse le parasitisme écrasant ses victimes et poursuivant — quelle ironie! — la vengeance du crime qu'il a provoqué.

### L'interrogatoire de l'accusée.

*Le Président.* — Accusée, levez-vous!... Serrez vos deux mouchoirs dans votre poche!

La malheureuse femme répond d'une voix faible, entrecoupée de sanglots.

*Le Président.* — Vous avez eu cinq enfants, et l'accusation vous reproche de les avoir tous assassinés.

*R.* — C'est l'arrestation de mon mari qui m'a poussée au crime.

*D.* — Vous avez dit que c'était l'état de misère où vous vous trouviez, et que vous vouliez vous suicider. Alors pourquoi ne pas vous tuer seule? Vous n'avez fait qu'une ridicule (?) comédie en simulant l'intention de vous tuer.

N'aviez-vous pas le moyen de lutter contre cette misère?... L'accusation vous confondra en montrant que votre état de misère n'était pas de nature à vous faire perdre la raison.

Déjà en 1883, votre mari avait été condamné pour vol, et ce jour-là, vous n'avez pas essayé de vous tuer; ne dites donc pas que c'est le déshonneur qui vous a poussée.

*M<sup>e</sup> Argyriadès.* — C'est l'accusation que vous faites là?

Le défenseur veut parler, mais le président, horriblement violent, l'apostrophe sans aucune mesure, et lui retire la parole.

*D.* — Vous êtes d'une bonne famille de la campagne, mais, depuis votre enfance, vous avez montré un caractère violent et emporté.

C'est à dix-neuf ans que vous avez épousé Jean Souhain. Vous auriez pu rester à la campagne au lieu de venir à Limoges, on y trouve plus aisément à vivre que dans la ville.

Comme le président s'écarte encore de la ligne impartiale que son caractère lui commande, M<sup>e</sup> Argyriadès demande pourquoi l'on a supprimé le résumé du président.

Le président, furieux, le rudote avec une violence inouïe et le menace des foudres de la loi.

M<sup>r</sup> Argyriadès ne se laisse pas intimider, et répond alors qu'il est fort de son droit : le droit sacré de la défense.

L'incident clos, l'interrogatoire reprend.

D. — Vous brutalisiez vos enfants ?

R. — C'est faux !

D. — Un jour, vous avez voulu étrangler une femme et vous avez même battu son mari ?

R. — Non.

D. — Vous avez toujours la menace à la bouche.

R. — Jamais.

D. — Pourquoi ne vivez-vous plus avec votre belle-mère ?

R. — Je ne sais pas.

D. — Elle dit que vous maltraitez vos enfants, et que vous la battiez elle-même.

R. — Non.

Le président prétend qu'elle n'a rien fait pour travailler et chasser la misère.

— Mais je ne trouvais pas d'ouvrage ! répond avec élan l'accusée.

Le président continuant à attaquer avec une violence révoltante l'accusée, M<sup>r</sup> Argyriadès se lève, et dit pour la troisième fois au président qu'il outrepassé ses droits en faisant un réquisitoire semblable, et proteste cette fois au nom du droit contre la manière d'agir du président.

Le président tente enfin de formuler une singulière théorie : l'accusée n'aurait eu qu'à habiter, suivant lui, avec sa belle-mère pour ne point manquer de pain. Mais l'accusée n'a pas de peine à faire sentir l'absurdité de cette allégation.

Quand elle s'adressait à la charité publique, on ne lui donnait presque rien.

On lui a refusé du pain au bureau de bienfaisance !

— On m'a donné, dit-elle, des petits sabots. D'autre part, les religieuses m'ont accordé quelques secours pour mon dernier né, mais voilà tout.

D. — Le boulanger a dit qu'il vous donnait du pain à crédit.

M<sup>r</sup> Argyriadès proteste.

R. — Le boulanger et sa femme m'ont refusé du pain ! (*Sensation*).

D. — Mais votre beau-frère ne gagne qu'un franc cinquante par jour et il nourrit ses six enfants et sa femme avec cette somme (!)

Un franc cinquante par jour pour huit personnes. On sent combien le président doit être hors de lui pour arriver à dire sérieusement de pareilles insanités.

M<sup>r</sup> Bozon rappelle les circonstances de l'arrestation de Jean Souhain, que nous avons déjà fait connaître.

Il pose d'autres questions à l'accusée, mais elle ne répond pas et pleure abondamment.

La séance est levée.

A la reprise de l'audience, M<sup>e</sup> Argyriadès demande à M. le président la permission de poser quelques questions à l'accusée :

M<sup>e</sup> Argyriadès. — Qu'est-ce que mangeaient vos enfants?

R. — Du pain et de la soupe.

D. — Est-ce la crainte de l'avenir qui a pu vous effrayer?

R. — Oui, je craignais de manquer bientôt de pain.

D. — Est-ce que le commissaire de police ne vous a pas menacée de vous mettre en prison?

R. — Si monsieur.

D. — Combien gagniez-vous par jour?

R. — Environ quatre sous par jour,...

### Audition des témoins.

On a interrogé plusieurs témoins dont les dépositions étaient insignifiantes, en voici quelques-unes :

*Crepin Ennezzer (garde-champêtre).* — Je me transportai sur les lieux à la requête qui m'était faite, et je vis, par la porte, l'enfant qui me parut mort.

Alors, je n'hésitai pas à défoncer la porte et je courus aux lits pour tâter les enfants ; ils étaient tous morts.

Je fis lever la femme Souhain ; à côté du lit je remarquai une tache de sang et je vis son poignet ensanglanté.

Je lui dis ; rendez-moi vos armes. Vous êtes une misérable ! Vous avez fait ce qu'une bête n'aurait pas fait.

Je lui représentai alors la colère de son mari à son retour ; elle me répondit : « Il sera au contraire très content ; il voudrait bien me voir avec deux kilogs d'arsenic dans le ventre.

### M<sup>e</sup> Fayout.

Demande au garde si l'on pouvait mourir d'étouffement par la fumée qui emplissait la chambre.

R. — Je ne sais pas, répond le garde. Ça ne m'est jamais arrivé (On rit).

M. Picot commissaire de police, prétend qu'il n'a jamais menacé la femme Souhain de la prison, et qu'il lui a seulement demandé d'où provenait une certaine chaîne trouvée dans son domicile.

M<sup>e</sup> Fayout dit avec raison que l'accusée a pu comprendre qu'elle était menacée de la prison.

M<sup>e</sup> Argyriadès regarde comme fort possibles les menaces du commissaire de police, le juge d'instruction, dit mon confrère, n'a pas inséré cette affirmation de l'accusée.

Le président interpelle Argyriadès et lui dit qu'il n'a pas le droit de mettre en suspicion ce qu'a fait le juge d'instruction.

— J'ai le droit de tout dire quand il s'agit d'une tête, répond énergiquement Argyriadès.

*Madame veuve Ebrard.* — Le boulanger, dit-elle, lui a refusé du pain, sous prétexte que *la famille est trop nombreuse*, qu'il faut trop de pain, et qu'il pourrait *s'enfoncer*, en lui faisant crédit.

*Madame Lasnier.* — Elle m'a dit : un jour vous verrez les volets fermés, c'est que je me serai tuée avec mes enfants, n'ayant plus de pain.

*Le propriétaire Picat*, a eu l'audace de dire que s'il avait su que ces gens-là fussent aussi malheureux, il ne leur aurait pas loué.

*M. Soudana*, sur question de M<sup>e</sup> Argyriadès affirme que la femme Souhain aimait beaucoup ses enfants.

*M. Serran* fait une déposition analogue.

### Le réquisitoire.

Après un préambule exagéré au plus haut point, M. l'avocat général raconte une foule de cancans sur l'enfance de l'accusée.

A son avis, elle serait violente et peu intelligente.

Il s'étend longuement sur les conditions dans lesquelles les enfants Souhain ont suivi le catéchisme, sans remarquer que l'on se demande avec stupéfaction quel rapport cela peut bien avoir avec l'affaire ?

Enfin, il reproche à l'accusée d'être fière. Pourquoi n'a-t-elle pas voulu accepter l'aumône d'un boulanger qui lui avait d'abord refusé du pain ?

M<sup>e</sup> Pironneau expose de singulières théories : les Souhain n'étaient pas malheureux, s'il faut l'en croire, puisqu'ils avaient bonne mine.

Ils avaient si bonne mine, dit-il, qu'on les admirait sur les carreaux de la morgue.

On murmure dans l'auditoire. On trouve que ces arguments ne témoignent pas en faveur de l'intelligence de M. l'avocat général.

Mais, sans se laisser démonter, M<sup>e</sup> Pironneau entre dans le détail du vol de plomb et de zinc commis par Jean Souhain et parle de la chaîne trouvée chez l'accusée.

Les murmures augmentent, car l'orateur sort complètement de la question et parle en somme inutilement.

Il revient alors sur le nourrisson. Pour lui tout le monde vivait grassement sur ce nourrisson.

Ce n'est pas la misère, à son avis, c'est l'orgueil qui aurait poussé la femme Souhain au crime.

Elle avait honte de la misère, et voilà tout.

Il réclame la peine de mort parce que, suivant ses propres paroles : « Si vous épargnez la femme Souhain, toutes les femmes malheureuses vont tuer leurs enfants. »

On ne saurait plus mal abuser de la note mélodramatique.

### Plaidoiries.

M<sup>e</sup> Argyriadès, l'avocat socialiste en réponse, fait vigourensement, et avec une profonde sincérité, le procès de la société actuelle, la grande coupable, dans le crime horrible, imputé à la femme Souhain.

Nous publions *in extenso* cette magnifique théorie socialiste, à l'issue de laquelle l'audience a été levée.

### Plaidoirie de M<sup>e</sup> Argyriadès.

Messieurs de la Cour,  
Messieurs les jurés,

J'avoue que la tâche que je me suis imposée est au-dessus de mes forces.

Cependant, m'étant voué aux idées et aux principes qui doivent régénérer la société, à défaut de talent et d'éloquence, la foi inébranlable que j'ai en eux puisqu'ils se basent sur la science, me donnera assez de force et de courage pour arriver au but que je me suis proposé.

D'ailleurs, Messieurs, je ne suis pas seul. Je suis heureux d'avoir mon honorable confrère Fayout comme co-défenseur auquel je rends hommage et au dévouement qu'il a montré dans cette affaire. C'est lui qui ayant pu étudier le dossier mieux que moi, entrera dans l'examen des faits et démontrera par des preuves irrécusables que notre cliente a cédé à la misère et à la folie et réduira à néant l'accusation.

Ma tâche est de vous démontrer que non seulement Mme Souhain n'est pas une criminelle, mais bien une malheureuse victime de notre mauvaise société, la seule et vraie criminelle qui, sciemment, laisse des misères aussi criantes, aussi noires, aussi abominables que celle de la famille Souhain, sans prendre aucune mesure efficace pour en tarir la source. Je ne m'occuperai pas de toutes les exagérations de M. l'avocat général. Je lui demanderai seulement : Peut-il nous déclarer sur sa conscience que Mme Souhain aurait commis son crime, si elle avait été heureuse, si elle ne s'était pas trouvée dans la misère.

Il trouve que la famille Souhain n'était pas assez dans la misère puisqu'elle avait encore un gîte et qu'aucun enfant n'était encore mort de faim.

« Bien des chiens sont mieux nourris que ne l'étaient mes enfants, nous disait en pleurant la femme Souhain — rapporte un journaliste — il y a bien deux mois que je n'avais pu leur donner de soupe à la graisse, ils mangeaient leur pain sec trempé dans l'eau, et mon mari et moi restions sou-

vent deux jours sans manger pour ne pas diminuer leur part ».

Que faut-il donc après cela à Monsieur l'avocat général pour se déclarer vaincu, pour reconnaître la misère des prolétaires? Veut-il que les parents pauvres, suivant le mot de Swift « en soient réduits à manger leurs enfants comme des cochons de lait ». Veut-il que les rues de nos villes soient jonchées des cadavres de ceux qui meurent d'inanition et de ceux qui se suicident de désespoir? Ne lit-il donc pas quotidiennement les faits divers des journaux pour constater combien succombent par misère?

Jamais le dénuement dans les classes ouvrières n'a été plus complet. Pendant le procès de Decazeville, la femme Pendariès avouait devant son mari lui-même qu'elle s'était livrée à la prostitution parce que ses enfants n'avaient pas mangé depuis deux jours!

Mme Souhain a commis, il est vrai, un acte de folie, mais à quel supplice ne s'est-elle pas soumise pour en arriver à un pareil acte de désespoir?

Et n'ayant pas réussi à se suicider, comme elle l'a tenté, quelle est, et quelle sera désormais son existence toute entière, sinon une torture cuisante, terrible et perpétuelle?

A aucune époque de l'histoire, messieurs, la misère et les privations des prolétaires ne sont arrivées à un état aussi aigu, aussi senti qu'aujourd'hui.

On chercherait vainement, en effet, dans les chroniques du passé, un acte de désespoir aussi terrible, aussi navrant que celui de Mme Souhain. L'humanité, cependant, a vu bien des abominations, bien des calamités, mais, il y avait une certaine logique à ces choses. Aussi, j'affirme hautement que jamais l'imbécillité humaine n'a été plus grande qu'aujourd'hui. Il y a eu l'esclavage, mais le maître des esclaves était obligé et même intéressé à leur conservation. Il les nourrissait et les faisait soigner aussi bien qu'il nourrissait ses enfants, ou du moins comme ses bêtes. Aujourd'hui, l'esclavage existe encore, c'est le salariat, mais le maître a été affranchi de toute obligation envers ses esclaves. Pour un morceau de pain, il en trouve autant qu'il en veut, et, quand il n'en a

plus besoin, il les renvoie, malades ou bien portants, jeunes ou vieux, qu'importe!

Il ne s'en inquiète pas même comme de ses machines qu'il entretient soigneusement de crainte qu'elles ne se rouillent. Que dis-je?

On s'occupe moins des travailleurs dans la société actuelle que des animaux eux-mêmes, puisque les chevaux d'omnibus de Paris ont une campagne où l'administration les soigne pendant leurs maladies et leurs convalescences!

Il y avait autrefois des disettes et des famines dues aux intempéries et au manque de communications, mais, au moins, elles étaient naturelles et générales; tout le monde en souffrait; on mourait peut-être de faim, mais d'avance, chacun se résignait, puisque c'était le sort de tous. Aujourd'hui, au contraire, le mal est factice. C'est au milieu de richesses incalculables, au milieu d'une surabondance extraordinaire qu'on meurt littéralement de faim. Et ce qui est plus incompréhensible encore c'est que plus les richesses s'amoncellent d'un côté, plus la misère et la détresse augmentent de l'autre. Plus le peuple produit, et plus il rend son sort misérable. A-t-on jamais vu pareil paradoxe? Et cependant ceci est une vérité scientifique incontestable. Vérité que les plus rétrogrades constatent eux-mêmes avec étonnement. Il n'y a rien d'étonnant cependant, car de nos jours on produit à l'aveugle, sans connaître les besoins éventuels de la société. Aussi qu'arrive-t-il souvent? Il arrive qu'il y a trop de production, que les magasins et les dépôts regorgent de produits sans trouver d'acheteurs.

On peut produire à l'infini des cercueils, mais on ne peut en vendre qu'un nombre égal aux personnes décédées. Il y a donc forcément surproduction dans ce cas.

C'est alors qu'une crise noire, commerciale et industrielle sévit sur tout le monde civilisé.

Quels sont ceux qui souffrent le plus pendant cette crise?

Ce sont justement ceux-là qui ont travaillé pour produire ces richesses car les industriels et capitalistes ne pouvant écouler leurs produits sont obligés de congédier leurs ouvriers et autres salariés. Voilà donc des milliers de travail-

leurs sur le pavé dépourvus de toute ressource pour se soutenir ainsi que les leurs, ce qui prouve la véracité du paradoxe suivant : Plus les ouvriers produisent, et plus il rendent leur situation misérable.

Ainsi que vous le voyez donc, messieurs, le mal de misère n'est pas naturel, mais social et factice, et quoique signalé par la science, il y a déjà plus de cinquante ans, la classe qui nous gouverne n'entend pas mettre fin à cet état de choses, parce qu'elle en vit. Aussi le mal s'accroît chaque jour davantage et amène des drames comme celui qui nous occupe, lesquels tôt ou tard, seront vengés par une révolution réparatrice et émancipatrice. Je dis « vengés » parce qu'il n'est pas permis de voir des iniquités et des inégalités aussi criantes que celles qu'on voit dans notre milieu social.

Il n'est pas permis qu'une minorité infime de fainéants dispose abusivement des richesses qu'ils ont volées à ceux qui les ont produites, et que la société laisse mourir dans la détresse des milliers et des milliers d'enfants pour avoir de quoi protéger la digestion de ces voleurs du capitalisme.

Réfléchissons bien, messieurs et considérons au point de vue philosophique, l'acte désespéré de Mme Souhain. Elle a simplement délivré ses pauvres petits des transes de la faim et de la servitude perpétuelle. Elle les a délivrés d'un monde qui réserve aux travailleurs tous les désagréments de la vie et toutes les tortures, et aux non-travailleurs toutes les aises et toutes les jouissances. Mme Souhain n'a pas voulu que ses enfants deviennent les esclaves des capitalistes. Elle n'a pas voulu que ses fils soient de la chair à canon qui doit protéger les propriétés des riches. Elle n'a pas voulu que ses filles deviennent de la chair à plaisir, qu'elles soient livrées aux hontes du trottoir, peut-être, offrant leurs corps pour un morceau de pain. Elle n'a pas voulu, enfin, réserver à ses enfants pour leur vieillesse, le sort de tant de travailleurs qui, après avoir produit toute leur vie pour les autres, et trop vieux pour trouver de l'ouvrage, n'ont ni feu ni lieu, et sont condamnés à la prison pour vagabondage.

Quelle émotion n'ai-je pas ressentie, messieurs, devant le



cas navrant d'un vieil ouvrier, Jean Vaton qui comparaisait récemment devant le tribunal de Marseille.

Il avait tenté de voler des bouteilles vides pour se faire arrêter, et il suppliait le Tribunal de le condamner afin de pouvoir rétablir sa santé en prison.

Partageant l'émotion du public présent à l'audience, le Tribunal accorda un mois de prison au pauvre vieux.

Peut-on imaginer rien de plus triste ! Des magistrats qui sont forcés, par le milieu social dans lequel nous vivons, de condamner un malheureux à la prison, non pas pour le punir, mais par charité, par humanité !

Combien d'autres malheureux se sont trouvés et se trouvent dans le cas du pauvre vieux Vaton.

Voici un exemple tout récent que je trouve dans le *Petit Marseillais*, du 6 août.

*Paris, 6 août.* — Ce matin on a retiré de la Seine, en avant du pont de l'Alma, le cadavre d'un individu paraissant âgé d'environ 50 ans, un billet trouvé sur lui était ainsi conçu : « Rue du Rocher, 91 ; je me donne la mort. Je me trouve sans travail et sans ressources, je préfère mourir, j'ai cherché du travail et l'on me trouve trop âgé ».

Si l'accusée Souhain n'a pas réfléchi froidement au moment de les tuer à toutes les misères qui attendaient ses pauvres enfants dans la vie, elle les a comprises instinctivement, car notre instinct irréflechi est plus prompt que notre réflexion raisonnée.

Quoique ce fait soit inconscient, il a sa logique terrible, mais vraie.

Ne sont-ils pas heureux, ces pauvres petits, de n'avoir pas connu l'affreuse lutte pour l'existence dans notre société de tigres et de fauves ?

La vie n'est qu'une torture affreuse, un enfer continu pour les prolétaires, et la mort est mille fois préférable.

« Après tout, les plus à plaindre,

« Ne sont pas ceux qui s'en vont », a dit le poète socialiste.

Les enfants Souhain ne souffriront plus de toutes les privations matérielles dont souffrent les déshérités de la fortune, ni de toutes les misères morales qui en découlent, ils

n'auront pas la rage au cœur de voir que notre triste monde est à rebours de ce qu'il devait être, et que le mensonge et la duplicité sont les bases de la société actuelle.

Mensonge, lorsqu'on écrit dans les codes que la justice est gratuite en France, alors qu'en réalité il n'y a pas de justice pour le pauvre contre le riche. Et, par conséquent, mensonge aussi *l'égalité devant la loi*.

Mensonge, la liberté du travail, puisque les patrons peuvent impunément priver de travail telle catégorie d'ouvriers qui leur déplaît, ainsi qu'on l'a fait aux mines d'Anzin et à Decazeville pour les ouvriers syndiqués.

Mensonge aussi, la liberté de la presse, puisqu'en réalité les riches seuls peuvent fonder et publier des journaux, et que le *Silence aux pauvres* de Lammenais et une vérité incontestable.

Mensonge, la liberté de conscience puisqu'un Chagot quelconque peut impunément la violer et même avec l'assentiments de nos gouvernants.

Mensonge, toutes les libertés des prolétaires.

Comble de mensonge, la devise de la République : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Comment oser parler d'égalité, lorsque des accapareurs millionnaires qui plongent toute une nation dans le malheur, restent impunis, tandis qu'en vertu d'une loi barbare, de pauvres vieux ouvriers sont condamnés comme vagabonds parce qu'ils n'ont pas de gîte.

D'ailleurs, messieurs, on est mal venu de reprocher à madame Souhain l'acte qu'elle a commis, puisqu'elle n'a fait que se conformer aux préceptes des économistes bourgeois. Elle n'a fait que se conformer à la morale de la classe gouvernante qui défie Malthus, qui a dit, *qu'il n'y a pas de place pour les malheureux au banquet de la vie, et qu'ils doivent prendre leur parti ou de crever de faim ou de se suicider*.

Lorsque, pour justifier l'exploitation de l'homme par l'homme, on est allé jusqu'à inventer des sophismes aussi monstrueux, lorsque les législateurs de notre société approuvent et considèrent comme de la science de pareils sophismes,

on est mal venu, je le répète, on est criminel de vouloir punir ceux qui se conforment à leurs conseils.

Et qu'on ne dise pas que nous calomnions les gouvernants.

Voici ce que dit le maître de Malthus :

« Le fléau des Etats étant l'excès de population, la sagesse des législateurs consiste à *puiser dans l'humanité des moyens raisonnables de s'en délivrer.* »

« Non, en vérité, je n'exagère rien, dit Pierre Leroux, ne sait-on pas que l'infanticide aux frais de l'Etat a été publiquement demandé en Angleterre par les disciples de Malthus ! »

Après avoir prêché aux pauvres la continence, le célibat, et défendu le mariage, avant trente ans, ils ont inventé ce qu'ils appellent des *checks* ou obstacles artificiels à la population.

Pour empêcher l'accroissement de la population, les disciples de Malthus sont allés jusqu'à publier des brochures dans lesquelles il est gravement conseillé aux mères de consentir à ce que chaque troisième ou quatrième enfant nouveau-né soit enfermé dans une boîte, faite exprès pour y être asphyxié par le gaz carbonique ou tout autre gaz délétère ! Un médecin d'un grand renom, en Allemagne, a sérieusement proposé l'émasculatation. Et cette question a été agitée dans le monde savant et dans les sociétés, avec une chaleur qui tenait de la démence.

Je me demande, quand une école en est à proposer un *massacre annuel des innocents* dans toutes les familles dont la génération dépasserait le nombre fixé par la loi, que doit être pour cette école la fraternité et la solidarité ?

Quand la pensée humaine est ainsi humiliée devant ce qu'elle appelle une loi fatale, une loi de la nature, une loi insurmontable, quand toute confiance dans les destinées de l'humanité est éteinte, que voulez-vous que l'homme éprouve pour les souffrances de ses semblables ?

Egoïsme et extermination !

Loi naturelle, nous dit-on, messieurs ! Et des savants comme Hæckel, des savants stipendiés de Bismarck et des capitalistes, se basent sur le système de Darwin pour justi-

de faim et de désespoir, entre dans un restaurant pour se réconforter sans pouvoir payer.

Lorsque des restaurateurs font arrêter en vertu de cette loi des moribonds comme nous en avons vu ;

Lorsque le propriétaire des Souhain déclare avec franchise d'ailleurs, qu'ils ne croyait pas que ces gens-là (les Souhain) fussent aussi malheureux car s'il les avait connus, il est certain qu'il ne les aurait pas pris, comment nous fera-t-on croire qu'un boulanger, comme on a voulu le prétendre, aurait fait crédit à la famille Souhain, qui n'a de crédit nulle part.

Cette prétention est tellement fausse que Souhain engagea un jour sa montre en argent chez un boulanger afin qu'il lui donnât du pain pour 2 fr. 50.

La vérité est donc ainsi que me l'écrivit quelqu'un de Limoges, lorsque je me trouvais à Marseille, que Mme Souhain n'avait de boulanger que lorsqu'elle avait de l'argent.

L'assistance publique, aujourd'hui, n'est faite que pour créer des sinécures à quelques privilégiés de la bourgeoisie, directeurs, administrateurs, etc. mais quant à venir en aide à ceux qui souffrent c'est autre chose.

D'après les rapports des administrateurs des bureaux de bienfaisance de Paris, il est établi que la moyenne de secours que cette âme de la charité publique distribue, n'est pas même, pour chaque famille indigente *de cinq centimes par jour*.

Cette proportion existe aussi à Limoges, puisque Mme Souhain ne recevait que 4 kilogs de pain par mois.

Or, je me demande si, dans ces conditions, on a le droit de lui reprocher son acte de désespoir.

La société fait-elle quelque chose en dehors de ce sou par jour en faveur des enfants pauvres.

Point.

Si elle s'en occupe, c'est pour les tuer.

\* C'est là justement où cette société maudite nous apparaît avec plus de hideur et de dégradation que toutes les sociétés du passé,

Pendant qu'impunément elle laisse les Rotschild voler

fier l'écrasement et l'exploitation de la classe prolétarienne par la classe capitaliste. C'est, disent-ils, la loi naturelle du plus fort sur le plus faible.

Loi naturelle dans notre société ?

Allons donc !

Est-ce qu'une armée composée de centaines de mille hommes qui protègent les biens des riches,

Est-ce que les gendarmes et les tribunaux correctionnels, une terreur en permanence, contre le pauvre en faveur du riche,

Est-ce que tout cela est de la loi naturelle ?

Dans la société humaine telle qu'elle existe aujourd'hui, tout est, au contraire, à rebours de la loi naturelle. Ce sont les plus faibles physiquement qui oppriment et mangent les plus forts. Ce sont les corrompus, les scrofuleux et les syphilitiques qui font la loi aux hommes sains et bien portants.

Nous voulons bien de la loi naturelle, mais nous la voulons complète.

Qu'on n'envoie pas de bataillons contre les grévistes, et nous verrons si les prétendus requins de notre société seront assez forts pour manger le prétendu menu fretin qu'ils mangent si bien actuellement, avec l'aide des soldats et de la loi.

Je suis obligé d'entrer dans tous ces détails, messieurs les jurés, pour vous prouver ainsi que je l'ai dit en commençant, que la société actuelle seule, est coupable et responsable du terrible drame qui nous occupe.

On nous a parlé de charité et d'assistance publique.

Jamais le cœur des gouvernants n'a été plus féroce et plus cruel qu'aujourd'hui.

Ce qu'on n'a pas fait au temps des patriarches juifs lorsqu'on cédait son droit d'aînesse pour un plat de lentilles, ce qu'on n'a pas osé faire du temps des Romains lorsque les différents créanciers d'un débiteur pouvaient se partager les membres de ce débiteur insolvable ou le vendre *trans Tiberim*.

Eh bien ! messieurs, on l'a fait sous notre troisième République.

Une loi du 26 juillet 1883, loi que je ne qualifierai pas, car elle est inqualifiable, punit comme voleur, celui qui, moribond,

Non. L'affaire qui nous occupe nous le prouve surabondamment.

Il y a des centres manufacturiers et industriels où la mortalité de ces pauvres êtres est vraiment incroyable.

Les statistiques faites par des personnages officiels sur la mortalité de ces pauvres petits martyrs, font frissonner et jettent l'épouvante tellement elles sont désolantes.

Le docteur Gosselet, médecin distingué de Lille, a publié le chiffre des victimes de la misère, dans les quartiers populeux de cette ville — de ceux qui habitent ce qu'on est convenu d'appeler les *caves de Lille*.

Il a trouvé que sur 21,000 enfants, 20,700 c'est-à-dire 69 sur 70 sont morts avant l'âge de cinq ans.

Ainsi donc, un nombre incalculable d'enfants très mal nourris et très mal entretenus, se meurent lentement étant continuellement dans un état morbide, et n'atteignent pas l'âge adultes ; d'autres, quoique atteignant l'âge mûr, sont dépourvus de toute vigueur et de toute virilité.

Un grand nombre d'enfants naissent seulement pour mourir d'une longue agonie, a dit l'économiste Blanqui.

Quel plus navrant spectacle, écrit M. Jobez, que celui d'un enfant débile ou souffreteux implorant la pitié du premier passant ? Le besoin dirige ses pas tremblants et mal assurés, délie sa langue qui balbutie ; il entre à peine dans la vie, et déjà tout manque au soutien de son existence. Le froid a marbré son corps délicat, il a senti la faim avant de la comprendre ; on a pleuré sa naissance, et c'est à peine si les élaus d'une passagère tendresse lui révélèrent jamais le trésor d'affection que la nature a mis dans le cœur d'une mère.

Vainement cherchiez-vous dans ses traits flétris cette virgine candeur qui fait le charme de l'enfance. Déjà vous lisez dans son regard baissé vers la terre une pensée de défiance sinon de haine ; le cœur a été froissé et ne s'épanouira plus.

Chaque jour la souffrance physique et la dégradation morale marqueront plus profondément de leur empreinte cette douce figure.

Laissez marcher le temps, puis pénétrez dans les prisons, dans les bagnes ; considérez ces faces hideuses sur lesquelles

le vice a mis son sceau ; voyez cet œil de tigre, enchâssé dans une tête d'homme, et, peut-être retrouverez-vous, sous sa dernière transformation, l'enfant que vous avez caressé et secouru.

Cet être si changé dans l'espace de quelques années est le fils d'une famille pauvre.

On est effrayé, messieurs, lorsque, consultant les statistiques officielles, on voit avec quelle rapidité vertigineuse augmente le nombre des prévenus âgés de moins de vingt et un ans. Leur nombre a doublé depuis trente ans.

Pendant que des faits sociaux aussi tristes, aussi navrants, aussi révoltants se passent, que font nos législateurs, eux qui flattent les prolétaires, lorsqu'il s'agit d'obtenir leurs suffrages ? Que font-ils devant des problèmes aussi graves, devant le dépeuplement de la France ? conséquence du paupérisme.

Ils s'occupent à s'accorder le passage gratuit sur les lignes de chemins de fer, à imposer les blés étrangers, à accorder des subventions aux compagnies financières et à faire faire des expéditions lointaines aux cours desquelles on dévastera des contrées dont les habitants ne nous ont absolument rien fait, pour écouler les marchandises volées aux travailleurs français.

En un mot, nos législateurs ne s'occupent qu'à augmenter la misère du peuple.

Comment veut-on que des ouvriers comme Souhain puissent arriver à faire vivre cinq enfants avec 2 francs par jour ? et qu'il ne gagnait pas toujours du reste puisqu'il chômait depuis 6 mois.

Cela est impossible, et nous avons démontré précédemment le sort de tous les petits êtres qui se trouvent dans le cas des enfants Souhain.

On ne dira pas qu'une réforme par laquelle on assurera à l'enfance, avec l'instruction, l'entretien, c'est-à-dire la nourriture et le vêtement soit utopique.

Il y a déjà cent ans que Michel Lepelletier Saint-Fargeau l'a préconisée à la Convention.

Pourquoi donc alors ne pas s'occuper d'une question aussi grave ?

Pourquoi ne pas sortir l'enfance de la misère.

Nos législateurs préfèrent prélever sur un budget de 4 milliards, un milliard et demi qu'ils servent tous les ans comme rentes aux oisifs, aux loups cerviers de la finance, plutôt que d'employer cet argent à la régénération sociale.

Et c'est lorsque la société s'acquitte si tristement de son devoir, c'est lorsqu'elle nous a réduits à cette extrémité de tuer nos enfants et de nous suicider après, qu'elle vient requérir contre nous, et qu'elle nous traite de criminels!

Mais c'est nous qui devons être et qui sommes ses accusateurs.

Nous l'accusons de la mort des petits Souhain ainsi que de celle de tous ceux dont nous avons décrit le martyrologe.

Nous l'accusons de toutes les misères, de tous les désespoirs, de toutes les hontes, de tous les délits et de tous les crimes, car ils ne sont que le résultat de notre milieu social.

Mme Souhain ne craint pas la mort puisqu'elle a tenté de se suicider.

La mort lui sera plus douce que la vie maintenant, mais vous ne servirez pas de bourreaux à notre coupable société, messieurs les jurés, vous acquitterez Mme Souhain.

Vous montrerez par là que vous réprouvez l'égoïsme criminel dans lequel s'enferme la classe de nos gouvernants qui n'a comme seule raison, que les prisons et la guillotine pour les malheureux et les déshérités de toute espèce.

Vous montrerez par votre verdict d'acquittement, messieurs, qu'il est temps que des crimes pareils cessent avec les causes qui les produisent, causes toutes sociales qui ne sont autres que la propriété individuelle et l'accaparement capitaliste.

L'intérêt individuel, voilà la peste universelle.

Grâce à ce triste intérêt, l'homme de loi désire que le désordre s'établisse dans toutes les familles et y crée de *bons procès* le médecin ne souhaite à ses concitoyens que *bonnes fièvres* et *bons catarrhes*; le militaire une *bonne guerre* qui fasse périr moitié de ses camarades afin de procurer de l'avancement, l'accapareur une *bonne famine*, etc.

Bien plus, l'accapareur provoque la famine si elle n'arrive pas toute seule.



N'est-ce pas un monde vraiment à rebours, messieurs, que celui où les choses sont ainsi arrangées, que le succès, la fortune des uns naît à peu près constamment des revers, de la ruine des autres, et l'avantage de l'individu de ce qui nuit à la masse?

Les bourgeois se vantent de leurs progrès.

Quels sont les résultats de leur science?

L'indigence, la fourberie, l'oppression et le carnage.

Saltimbanques du progrès s'écrie, Fourier, tant qu'on verra dans vos sociétés un infirme manquer de secours ou un valide manquer de travail ou de pain, votre système ne sera que caricature sociale, absence de raison et de lumière.

C'est la propriété individuelle qui fait aussi que le merveilleux machinisme de notre siècle qui pourrait être le plus grand bienfait pour la société, s'il était propriété sociale, n'est qu'un fléau pour la majorité de ses membres, pour ceux qui l'ont créé.

En effet, plus les machines se multiplient et se perfectionnent, plus il y a de misérables sans travail, sans feu ni lieu, car ils sont renvoyés de leurs ateliers.

Chaque progrès du machinisme a amené une calamité, chacun de ses développements a été marqué de sang puisqu'il a réduit au désespoir des milliers de travailleurs dont le cri de détresse a fait naître plus d'une émeute, plus d'une révolution.

Si notre société ou la classe qui nous gouverne s'était occupée de la solution du problème social depuis qu'il s'est aggravé par l'accumulation capitaliste, nous n'aurions pas à constater et à déplorer aujourd'hui l'acte de folie de Madame Souhain : pas plus que les terribles drames que nous lisons journellement dans les faits divers des journaux, drames occasionnés par la misère.

Il y aurait un véritable travail pour dresser une statistique des infanticides, suicides, etc., qui se renouvellent chaque jour.

Nous ne citerons que deux ou trois exemples similaires à l'acte de Mme Souhain et naturellement occasionnés, eux aussi, par la détresse.

Nous reproduisons les exemples suivants tels qu'ils ont été donnés par les journaux. Le premier contient deux actes de désespoir en un jour.

Deux drames se sont déroulés hier : une mère s'est jetée par la fenêtre avec son enfant, deux vieillards se sont asphyxiés. C'est la misère qui a poussé ces pauvres gens à en finir avec la vie : las de lutter, voyant arriver l'hiver, ils ont préféré mettre un terme à leurs souffrances.

Avenue du Maine, 64, une dame Marguerite Depêche, veuve Doral, habitait avec sa petite fille, âgée d'un an, un petit logement sis au troisième.

Mme Doral était âgée de vingt-neuf ans : veuve depuis quinze mois, elle luttait courageusement pour élever sa petite fille.

Mais elle eut à supporter le chômage, ses dernières ressources s'en allèrent.

La malheureuse prenant, hier matin, sa petite fille dans ses bras, s'est jetée par la fenêtre de son logement.

Elle s'est tuée sur le coup.

La petite Alexandrine, qui avait été transportée à l'hospice de l'Enfant Jésus, a succombé dans la matinée.

Deux marchands de quatre saisons, les époux Richier, âgés de soixante-dix ans, habitaient 12, impasse Roux, aux Ternes.

Affaiblis par l'âge, ils ne parvenaient plus à gagner assez pour vivre ; de plus, des maladies successives avaient absorbé les quelques sous péniblement amassés.

Ils ne purent payer leur terme ; on leur donna congé.

Avant-hier, à midi, quand la concierge, surprise de ne pas les voir, monta chez eux pour leur dire que le moment de partir était arrivé, elle trouva les deux vieillards étendus inanimés sur un grabat. Ils s'étaient asphyxiés. M. Richier était mort, sa femme respirait encore, on l'a transportée à l'hôpital Beaujon, mais on n'espère pas la sauver.

Autre exemple :

A Livourne, le 27 juin un négociant en liquides, M. Alfred Mastalli, dans un accès de désespoir, causé, dit-on, par des embarras financiers, a tué, à coups de revolver, sa femme,

ses deux fils, âgés de 3 et 5 ans, après quoi il s'est fait sauter la cervelle.

Vous voyez, messieurs, par ce dernier exemple, que ce ne sont pas seulement les pauvres qui souffrent de l'organisation actuelle de la société, mais aussi tous ceux qui se trouvent en lutte avec le grand capital.

Les 60,000 faillites annuelles le prouvent encore mieux que notre exemple.

Mais revenons à Mme Souhain. Comment a-t-elle été amenée à son acte de désespoir? Les débats nous prouvent que la cause déterminante était la misère. Il n'y a pas de doute là-dessus.

Depuis longtemps déjà ses enfants ne mangeaient pas tous les jours. Et parfois, s'ils mangeaient c'était du pain trempé dans de l'eau. Depuis deux mois, dit Mme Souhain, « mes enfants n'avaient pas mangé la soupe ». Très souvent, nous l'avons déjà dit, elle se couchait sans manger ainsi que son mari pour laisser de quoi manger aux enfants. Elle était arrivée à sa dernière ressource et l'épouvante la prenait lorsqu'elle pensait à l'avenir.

Son désespoir l'a amené jusqu'à vendre la chèvre qui nourrissait le tout petit, pour acheter quelques vêtements aux autres qui étaient tout nus, et du pain.

Son mari était en prison pour un délit qu'il n'avait pas commis. Elle ignorait pour combien de temps. Elle avait ses cinq enfants à charge et pas de pain à la maison, et la plus noire perspective pour l'avenir, je le répète. Elle ne gagnait que 3 ou 4 sous par jour comme trieuse de chiffons.

Par surcroît de malheur, lorsqu'elle est allée s'informer au commissariat de ce qui était arrivé à son mari, l'agent de l'autorité la brutalisa comme ils ont tous l'habitude de brutaliser les pauvres qui se présentent devant eux, et la menaça grossièrement de l'emprisonner elle-même.

Il n'en fallait pas tant pour faire perdre la tête à cette malheureuse femme. Ces tracasseries d'un monde sans entrailles, les souffrances présentes et à venir de ses pauvres petits, troublèrent son pauvre cerveau à tel point qu'elle tua ses enfants et tenta d'en finir avec la vie.

Pouvez-vous, après de pareils malheurs, après de pareilles souffrances, messieurs les jurés, condamner cette femme, — non pas à la mort ce serait monstrueux — mais à la moindre peine? non, car en dehors des raisons que je vous ai données il est certain qu'il y a irresponsabilité du moment ou il y a eu folie pendant l'accomplissement du crime. Et la folie ne peut être écartée malgré le rapport des experts.

Peut-on accuser Mme Souhain d'avoir eu une idée criminelle en tuant ses enfants? C'est impossible.

Elle peut répondre comme Marie-Antoinette : « J'en appelle à toutes les mères. »

Oui, messieurs, elle peut faire appel à toutes les mères si on l'accuse de n'avoir pas aimé ses enfants.

Elle avait parmi eux, c'est certain, des préférés qu'elle chérissait.

Comment supposer alors, comment croire que la méchanceté ou la colère même soient entrées pour quelque chose dans son acte?

Mme Souhain adorait tous ses enfants, elle en était même fière, disent les témoins dans leurs dépositions.

Elle en était fière, elle avait raison et je la comprends. Ainsi que les Gracques à Cornélie, ils étaient ses seuls bijoux.

Mais elle a fléchi sous le poids de ses misères et de ses souffrances. Elle a cédé à la douleur et à la folie, c'est pourquoi elle n'est ni responsable ni punissable.

Son acte, quoique inconscient, est un véritable cri d'alarme jeté à notre société indolente, insouciance et criminelle, pour l'avertir de sa prochaine catastrophe.

Ses enfants compteront parmi les martyrs de l'humanité.

En acquittant Mme Souhain, messieurs les jurés, vous stigmatiserez l'égoïsme et la cupidité humaine, l'indifférence coupable de nos législateurs, et vous servirez incontestablement les intérêts supérieurs de la société et de l'humanité.

Cette plaidoirie, dite avec beaucoup de force et de sincérité, a ému les plus récalcitrants des bourgeois. Jamais on n'a osé attaquer aussi vigoureusement l'indignité de notre société, et jamais la cause des déshérités et des misérables n'a été défendue avec autant de chaleur et de verve.

A la reprise de l'audience, M. l'avocat général se permet de dire qu'il dédaigne répondre à la plaidoirie socialiste de M<sup>e</sup> Argyriadès.

On conçoit, en effet, qu'il lui serait bien difficile de répondre.

### Réplique de M<sup>e</sup> Argyriadès

Notre confrère socialiste relève alors vertement l'avocat général dont le réquisitoire a été si médiocre et continue comme il suit :

Nous aurions été étonnés d'être approuvés par M. l'avocat général.

N'ayant aucune raison à donner pour défendre sa société, il s'échappe par la tangente.

M. l'avocat général dédaigne, dit-il, de nous répondre.

Nous savons qu'étant les précurseurs d'une vérité scientifique incontestable, mais incomprise encore par les ignorants nous serons traité avec dédain, — autrefois on nous aurait peut-être brûlés vifs — jusqu'à ce que cette vérité soit reçue.

Mais croyez-vous, Monsieur l'avocat général, que nos idées ne méritent que du dédain ?

Vous seriez assuré du contraire si vous vous étiez tant soit peu occupé de la science économique.

Mais laissez-moi montrer à MM. les Jurés que nos idées sont approuvées par des hommes autrement autorisés que vous, M. l'avocat général.

Je ne citerai que des noms dont la modération ne peut être contestée par personne ici.

Les Gladstone, les Schæffle, les Stuart Mill, les Laveley, les Herbert Spencer, les Buchner ne sont pas précisément des révolutionnaires et cependant ils comprennent nos idées ; Il n'y a pas jusqu'au Pape actuel lui-même qui ne condamne la société actuelle : Voici en effet ce que Léon XIII écrivait dans une lettre épiscopale lorsqu'il était évêque de Pérouse (1877) : « En présence de ces ouvriers épuisés avant l'heure par le fait d'une cupidité sans entrailles, on se demande si au lieu de nous faire progresser, on ne nous rejette pas de plusieurs siècles en arrière, nous ramenant à ces époques de deuil où l'esclavage écrasait une si grande partie de l'humanité et où le poète s'écriait tristement : « Le genre humain ne vit que pour quelques privilégiés : *Humanum paucis vivit genus.* »

Récemment (14 oct. 1887) dans un sermon partout reproduit, l'évêque de Derby disait : « Les sentiments et les aspirations du socialisme sont certainement chrétiens. S'affliger de l'extrême inégalité des conditions; constater l'abîme qui sépare Lazare de *dives*; se déclarer partisan de la fraternité et de l'égalité essentielle de tous les enfants d'un même père : soutenir non le droit abstrait à un salaire équitable, à une éducation suffisante, à une bonne demeure, à un repos nécessaire, mais la nécessité de faire obtenir tous ces bienfaits à ceux qui veulent en jouir, si c'est là l'esprit du socialisme c'est aussi l'esprit du christianisme. En Allemagne, on parle de socialistes catholiques et évangéliques. En Angleterre, les idées de Maurice et Kingsley ont été appliquées avec un admirable dévouement. Moi-même en visitant à Londres et à Portsmouth les lieux où s'étale la plus affreuse misère, à côté des résidences les plus luxueuses, j'étais stupéfait et humilié, je me disais : « Oui, il n'est que trop vrai dans tout chrétien il a « un socialiste et dans tout socialiste il y a un chrétien. »

Les approbations de tels hommes nous consolent bien du dédain de M. l'avocat général. »

M<sup>e</sup> Fayout prend alors la parole.

Il plaide l'irresponsabilité de l'accusée.

M<sup>e</sup> Fayout aborde la cause du meurtre : la misère noire augmentée par l'emprisonnement du mari. C'est cette misère qui a déterminé un trouble profond dans l'esprit de la malheureuse.

Elle voulait mourir pour soustraire ses enfants aux tortures de la faim; si elle n'a pas été jusqu'au bout, c'est par faiblesse physique et parce que l'intervention des voisins s'est produite trop tôt.

Avons-nous fait notre devoir? Avons-nous toujours été charitables, dit M<sup>e</sup> Fayout? Si non, nous n'avons pas le droit d'être rigoureux. Je vous supplie, en terminant, ajoutez-t-il, de vous souvenir que le pardon et la clémence sont encore une forme de la charité.

En somme, l'excellente plaidoirie de M<sup>e</sup> Fayout produit la meilleure impression sur l'auditoire.

### Le verdict

Les jurés rendent un verdict de culpabilité mitigé de circonstances atténuantes, et la Cour condamne la femme Souhain aux travaux forcés à perpétuité.

La misérable ira donc au bagne expier les fautes d'une société qui ne

sait pas encore prévoir des besoins engendrant, à force de tortures, la pensée du crime et la force de le perpétrer pour y trouver au moins une délivrance.

LUCIEN PERRIN.

avocat à la Cour d'appel de Paris,  
rédacteur à *l'Égalité*.

---

## UNE PAGE DE L'INSURGÉ

---

Oh ! la première impression a été terrible ce matin, quand, descendant vers la Croix-Rouge pour examiner où en étaient les combattants, j'ai vu des femmes fuir, emportant leurs hardes dans un mouchoir et tirant leurs mioches par la main.

— On met le feu partout !

Ces femmes crient ou pleurent. Il y a aussi quelques isolés qui filent en courant, et me crachent des malédictions.

J'ai voulu tendre, comme une chaîne rouge en travers de la panique. Mais on n'arrête pas les affolés, pas plus rue de Buci que Porte de Versailles.

Une crémère qui m'a fait crédit, dans les temps durs, de quelques *quatre de riz et trois de chocolat* s'accroche à moi en poussant des hurlements de désespoir :

— Vous n'allez pas laisser flamber le quartier. Vous êtes un honnête homme ! Vous vous jetterez avec un bataillon, s'il le faut, sur les pétroleurs !...

J'ai, un instant, été enveloppé par elle et d'autres, par des vieillards et des enfants, un groupe de vingt éplorés se tordant les bras et demandant où il fallait qu'ils aillent, qu'on disait que tout allait périr.

J'ai pu m'échapper à la fin. J'enfile le premier passage, et je cache mon écharpe.

Je sais, sur mon chemin, rue Casimir Delavigne, un cabinet de lecture où je suis allé travailler et lire les journaux pendant dix ans. On me recevra là et j'aurai deux minutes, cinq — le temps de juger, dans ma conscience, l'incendie.

J'ai cogné.

Entrez ?

Je voulais être en tête à tête avec moi un moment...

A peine si je le puis !

Les gens qui sont là me supplient d'abandonner la partie.

— C'est l'abattage sans merci... peut-être le supplice affreux, si vous persistez !

— Je le sais pardieu bien !

— Songez à votre mère que votre mort tuera...

Ah ! les gueux ! ils ont trouvé le joint... Et voilà que, comme un lâche, j'oublie la rue en feu, mon rôle, et mon devoir. Cœur et cervelle, tout cela s'emplit des souvenirs du pays, et je vois comme si elle venait d'entrer là une femme en robe de veuve, en bonnet de tulle blanc. Ses grands yeux noirs me fixent comme ceux d'une folle, et ses mains sèches et jaunies de lèvent avec un geste d'indicible douleur !

Une décharge !

Deux ou trois fédérés passent devant la vitre, en courant, et lâchent leur chassepot qui tombent sur le pavé.

— Regardez !... ils s'enfuient !

— Ils s'enfuient ! Mais moi, je n'ai pas le droit de m'enfuir ! Laissez-moi je vous en prie !... J'ai besoin de penser tout seule.

C'est tout pensé ! je reste avec ceux qui fusillent — et qui seront fusillés !

Que disaient-elles donc, ces éperdues « que tout allait périr » ? On a bien livré deux ou trois bâtisses au pétrole. Et après ?

Voyons ! Au collège, tous les livres traitant de Rome glorieuse ou de Sparte invincible sont pleins d'incendies, il me semble ! — d'incendies salués comme des aurores par les généraux triomphants, ou allumés par des assiégés que se chargeait de saluer l'Histoire. Mes dernières narrations étaient en l'honneur de résistances héroïques... de Numance en ruines, de Carthage en cendres, de Saragosse en flammes.

Et le capitaine Faillard, qui avait été décoré dans la campagne de Russie, levait son chapeau chaque fois qu'il parlait du Kremlin, que ces matins de Russes avaient allumé comme un punch ! « Des crânes ! ces Kaiserlicks » disait-il en tordant sa moustache.

Et le Palatinat saccagé et rôti ! Et cent coins du monde brûlés au nom des rois et des républiques, au nom du Dieu des juifs ou du Dieu des chrétiens ?

Et les grottes de la Zatcha !... Pélissier n'a-t-il pas des lambeaux de peau grillée collés au talon de ses bottes ? — Le Pélissier de Malakoff !



Nous n'avons pas encore, que je sache, enfourné de Versaillais dans une cave pour les y cuire tout vivants !

Ah ! je ne me suis pas rendu, je ne suis pas devenu incendiaire, sans avoir embrassé du regard tout le passé, sans avoir cherché des ancêtres.

Nous avons pioché cela à deux, Larochette et moi qui avons fait nos classes, puis à quatre, à dix. Tous ont voté pour la flambée — en masse !

L'un d'eux écumait de colère.

— Et ce sont des pauvresses qui ont demandé grâce pour leurs quatre meubles, quand c'est pour les pauvres qu'on se bat, quand des centaines d'artilleurs ont eu, non pas leur chemise, mais leur poitrail roussi par le feu du canon, du canon ennemi !... Eh ! sacrebleu ! moi qui parle, j'étais riche avant d'entrer dans la politique sociale — il y a dix ans. Est-ce que je n'ai pas jeté tout ça dans la fournaise ?...

Et aujourd'hui, parce qu'un peu de bois et quelques briques sont atteints par la stratégie des désespérés, ceux pour qui l'on s'est ruiné et pour qui l'on va mourir vont-ils nous jeter leur paquet de frusques à travers les jambes ?

Il a eu comme un rire de fou !

JULES VALLÈS.

---

### LES FOUS

Vieux soldats de plomb que nous sommes,  
Au cordeau nous alignant tous,  
Si des rangs sortent quelques hommes,  
Tous nous crions : A bas les fous !  
On les persécute, on les tue,  
Sauf, après un lent examen,  
A leur dresser une statue  
Pour la gloire du genre humain.

BÉRANGER.

---

### SITUATION ECONOMIQUE des paysans roumains

---

Au lendemain de la récente révolte des paysans roumains, nous croyons être agréables à nos lecteurs en donnant ici un fragment d'un ouvrage que nous avons écrit sur la Roumanie :

La société roumaine se divise, sinon légalement, du moins de fait, en trois classes : les boyards ou grands propriétaires fonciers, les paysans et les bourgeois. Mais les deux premières classes dominent, car presque tout le commerce de la Roumanie dépend de l'agriculture, l'industrie y est presque nulle. Avant la célèbre loi agraire de 1864, toute la terre appartenait aux boyards et aux couvents. Il y avait bien dans quelques villages, par ci par là, des paysans appelés *mochment*, qui possédaient des terres, mais leur nombre était insignifiant.

Chaque boyard, propriétaire de terres immenses, avait dans ses terres un ou plusieurs villages dont les habitants étaient des emphytéotes *clacuchii* comme les colons du Bas-Empire qui, tout en labourant la terre située sur les possessions du boyard pour leur propre compte, étaient obligés par là même de labourer les autres terres du boyard pour le compte de celui-ci.

En Roumanie, chaque propriété qui comprend un village, quelquefois deux ou plusieurs s'appelle *mosia* (ferme). On voit que la ferme roumaine diffère de la ferme française.

Parmi les agriculteurs on distingue deux classes : les tenanciers, *arendasii* (de *arendea dator*), qui louent les grandes propriétés ou fermes des boyards, et les paysans qui sont aujourd'hui tous propriétaires.

La loi rurale du 30 août 1864, exproprie les grands propriétaires d'une partie de leurs terres et accorde à chaque paysan possédant quatre bœufs et une vache, onze *pogone* de terre (5 hectares à peu près) et huit *pogone* à ceux qui n'avaient qu'une paire de bœufs et une vache, et à ceux qui n'avaient ni bœuf ni vache, on ne donnait que la terre suffisante pour leur maison, en les obligeant à payer cette terre par annuités dans l'espace de quinze ans.

Ces quatre hectares de terre devaient, en théorie, suffire à tous les besoins du paysan, mais la pratique a démontré le contraire. C'est à peine si leur *commune* peut suffire pour le pâturage de leur bétail. Ils sont donc obligés pour trouver de la terre à labourer, de recourir aux boyards qui possèdent à eux seuls trois ou quatre fois plus de terre que tous les paysans réunis.

La loi de 1864, en abolissant de droit la dime et la corvée, les a laissés subsister de fait, car le boyard, sachant que les paysans ne peuvent guère se passer de lui est implacable, et leur impose les conditions les plus dures. Aussi les paysans travaillent-ils aujourd'hui pour les boyards beaucoup plus qu'avant la loi de 1864.

En résumé, la corvée et la dime volontaires ont remplacé avanta-

geusement pour le propriétaire l'ancienne corvée et dime légales.

Pour donner une idée exacte de ce fait, voici la situation du paysan avant la loi de 1864 et sa situation actuelle :

Lors de la corvée légale il était forcé de travailler pour le boyard : 1<sup>o</sup> vingt-deux jours par an, lui ou ses enfants ; 2<sup>o</sup> un *pogon* de terre, c'est-à-dire y faire tous les travaux annuels jusque et y compris la moisson ; 3<sup>o</sup> donner la dime de tous les produits qui se récoltent sur sa terre. En revanche, le propriétaire donnait provisoirement au paysan, toute la terre dont il avait besoin.

Depuis la loi de 1864 les paysans sont libres car ils peuvent ne rien convenir de faire pour le boyard sans être chassés de leur maison comme auparavant, — c'est déjà un progrès, — mais en fait, ils sont littéralement forcés de s'adresser au boyard et conclure des *invoieti* (conventions) par lesquelles ils se soumettent à la corvée volontaire.

Ces *invoieti* ou contrats ne sont pas toutes semblables, elles diffèrent selon les circonstances et la situation de la ferme et de la commune.

Voici en quelque sorte la convention type :

« Par les présentes, M. X... propriétaires ou tenanciers, s'engagent à donner aux paysans la terre dont ils auront besoin, terre labourable et prairies.

« De son côté, M. X..., paysan, s'engage :

« 1<sup>o</sup> A cultiver pour le boyard trois *pogone* (*deux de froment et un de maïs*), ce qui fait donc deux *pogone* de plus que sous l'ancien régime ;

« 2<sup>o</sup> Six jours de travail par an à faire pour le boyard ;

« 3<sup>o</sup> A transporter un ou deux chargements de céréales au port le plus voisin ;

« 4<sup>o</sup> A donner comme dime de la récolte faite sur la terre du propriétaire un tas sur sept (*un tiers de plus qu'autrefois*) etc. »

Ces conditions sont tellement onéreuses qu'il y a des paysans qui préfèrent donner moitié de leur récolte que de les accepter.

C'est pourquoi nous croyons qu'il est grandement temps d'en finir avec cette corvée volontaire et cette dime de fait, en expropriant les boyards d'une partie de leurs terres pour cause d'utilité publique et faire augmenter la *communa* des paysans.

Les boyards étant généralement très riches (il y en a qui possèdent 50,000 hectares de terre, ils donnent ou louent leurs terres à des tenanciers à *rendasii*).

Comme superficie, les fermes roumaines varient entre 1.500 et

4,000 hectares, mais il y a des domaines qui atteignent jusqu'à 20,000 hectares et d'autres qui n'ont que 300 hectares.

La loi de 1864 ayant donné à l'agriculture une impulsion remarquable, les fermes, quoique diminuées de ce qu'on a pris pour donner aux paysans, au lieu d'abaisser leur prix de bail, l'ont, au contraire, considérablement augmenté. Ainsi, par exemple, le domaine de *Giurgewo* (appartient à l'Etat), comprenant cinq villages, qui se louait avant 1864 pour 177,777 fr. atteignait cinq années après le prix de 260,000 fr. par an !

Depuis la sécularisation des convents, l'Etat possède d'immenses domaines. Ces domaines, l'Etat les loue aujourd'hui à des tenanciers, il les exploite lui-même ou il en vend de temps en temps.

Dernièrement M. Bratiano en a fait faire une donation au prince Charles, roi de Roumanie pour une valeur de 12 millions. Quel vil courtisan !

P. ARGYRIADÈS.

---

## PENSÉES COMICO-PHILOSOPHIQUES

---

Lorsque je n'ai rien dans le ventre, mon esprit a la colique.  
MONTAIGNE.

Jésus était la simplicité même et c'est dans sa religion que l'on fait le plus de cérémonies.

En ce siècle on fait d'autant mieux sa pelote que l'on est plus ficelle.

Briguer l'honneur d'être maire, c'est vouloir se faire écharper.

La fortune est aveugle. Il y a aussi des fortunes louches.

Lorsque l'on suit la ligne droite, on ne tourne jamais mal.

Le veau d'or n'est adoré que par ceux qui croient voir en lui une vache à lait.

Une lettre anonyme est une lâcheté qui n'a pas de nom.

Une mauvaise manière de cultiver ses connaissances, c'est de bêcher ses amis.

Cela ne me surprendrait point qu'on vendit la justice; **une chose** si rare mérite d'être payée cher.

M. le Baron de Rotschild recommande tous les jours à ses enfants la lecture de la morale en... *actions*.

Dieu bénit les familles nombreuses, disent les cléricaux, mais ils ne les loge pas.

Une armée est sûre d'être battue lorsque le désarroi est général.

Pour gagner sa vie aujourd'hui on s'expose souvent à la perdre.

C'est surtout lorsque les gouvernements se sentent morveux qu'ils ont besoin de mouchards.

Qui voit ses veines voit ses peines, dit le proverbe, et, pourtant, ceux qui sont malheureux n'ont pas de veine.

La seule restauration légitime est celle qui consiste à manger lorsqu'on a faim.

Lorsqu'un loup est restauré c'est au détriment d'un troupeau.

Les ambassadeurs et les chiens de garde résident dans les cours.

On n'exécute pas vendredi parce que cela pourrait porter malheur au condamné.

Les saintes diffèrent des autres femmes en ce sens qu'elles se font prier.

Des femmes perdues, on en trouve partout.

Pour tout ce qui est de l'art, Paris bat la campagne.

En Turquie, le condamné ne sait pas d'avance le jour de son exécution; il n'est fixé qu'au moment où on l'empale.

Les formes du gouvernement ont beaucoup d'influence sur les fonds.

Tôt ou tard la gent dévote sera battue, les pieux sont fait pour être enfoncés (1).

Quelqu'un en présence de Dufresny se servit de cette expression proverbiale.

« Pauvreté n'est pas vice » « C'est bien pis, répondit Dufresny. »

Bakounine disait à l'occasion de la nomination d'un vice-président du conseil lorsque Thiers était chef du pouvoir exécutif : « Je ne vois dans tous cela qu'un vice de plus dans l'Etat.

Si l'on remontait à la source  
Des biens nouvellement acquis,  
On retrouverait à la Bourse  
Tous ceux qui la coupaient jadis.

Comme on s'étonnait dans un cercle de la rapide fortune politique de M. Mermeix : « Il n'y a rien là de surprenant, dit quelqu'un, il a vendu tous ceux qui l'ont acheté.



## LES LAMENTABLES DES HALLES

Comme midi sonnait, j'en vis venir un premier, puis un second, puis cinq ou six presque en même temps, puis d'autres et d'autres... Bientôt, sous la grande trouée qui fait face à la rue de la Lingerie, on en put compter une trentaine.

Ils arrivaient tous isolément, ceux-ci de droite, ceux-là de gauche. Peu, très peu de blouses parmi eux. La plupart portaient des paletots, mais des paletots troués, sordides, lépreux, d'où la doublure s'échappait par places, et qu'une crasse graisseuse lustrait au dos,

---

(1) La plus part de ces pensées ont été prises dans le *Tintamarre*.

au revers. Leurs coiffures, chapeaux de soie ou chapeaux de feutre, semblaient avoir roulé maintes fois dans les ruisseaux. Tandis qu'ils marchaient, leurs souliers flic-flaquaient. Aucun n'avait de bas. Plusieurs n'avaient pas de chemises.

Chacun d'eux tenait à la main un vieux journal replié en forme de sac.

Ils s'assirent à l'aventure sur le cordon de fer en saillie qui court au bas des parois; ensuite, après avoir déposé à côté d'eux leur sac, ils tirèrent de leur poches des morceaux de pain entamés de toutes sortes, et commencèrent à manger.

Chaque journal contenait divers détritrus confondus : bâtons de macaroni, pelotes de choucroute, débris de pommes de terre, os à demi-rongés, filaments de viande, râclures de poissons.

Les mangeurs, avec leurs doigts, tantôt puisaient dans le sac, tantôt déchiraient le pain, et portaient avidement à la bouche la pincée ainsi prise. Ils mâchaient à peine. Ils dévoraient, gloutonnement, comme des animaux.

Nul ne regardait son voisin. Nul ne prenait garde aux passants qui arpentaient le trottoir, aux chars qui sillonnaient l'allée.

Ils n'avaient d'yeux que pour leur pâtée immonde.

De temps en temps un rogaton inattendu, trouvé dans l'écuelle de papier, inspirait à l'un ou à l'autre un sourd grognement de satisfaction.

Leur repas terminé, ils s'essuyèrent les mains tant bien que mal au journal, croisèrent les bras sur les genoux, et s'accroupissant, tête baissée, ils ne tardèrent pas à dormir, d'un sommeil pesant.

Tandis que je les considérais, le vannier du coin, près duquel je m'étais arrêté, me dit d'un ton moitié goguenard, moitié compatissant :

— Maintenant, ils en ont pour deux heures à dormir, puis...

— Puis ils se réveilleront le ventre aussi vide qu'ils l'avaient tantôt; ça ne nourrit pas beaucoup, ces léchures. Alors ils se secourront et passeront l'après-midi à chercher leur second repas, comme ils ont passé le matin à chercher leur premier.

— Ce sont des mendiants? demandai-je.

— Non, me répondit le vannier, et, me montrant un tas d'immondices que des hommes chargeaient sur un tombereau et où trônaient de bleus maquereaux gâtés, à odeur infecte, entre des chous pourris et des fruits en bouillie, il ajouta :

— Voilà le magasin où ils s'approvisionnent. Oh! il ne font pas

les dégoutés ; quand on n'a rien dans le coffre, le nez ne sent plus. Ils vont de tas en tas autour des Halles, et piquent dedans, au hasard de la fourchette d'Adam.

Et le vannier, qui poussait une baguette d'osier à travers les mailles d'un cul de panier, interrompit une seconde son travail pour éclater d'un gros rire.

Connaissiez-vous quelques-uns des dormeurs ? repris-je.

— J'en connais quatre ou cinq, mais seulement pour les voir souvent, pas plus. Du reste, ils n'aiment pas à parler. Des fois, quand on veut leur dire un mot, ils ne répondent rien. C'est presque tous des commis, des employés, voilà mon idée. Ils auront fait un jour une sottise, peut-être pis, on les a renvoyés ; ils ne retrouvent pas de place, et, comme ils ne savent pas se servir de leur bras, que peuvent-ils devenir ?

— La police les laisse-t-elle tranquille ?

— C'est selon. Oui, pendant des semaines entières, ensuite, crac ! un matin un agent en bourgeois passe, il les examine sous le nez et il empoigne celui-ci ou celui-là, toujours pour la même raison, parce que le pauvre diable est venu à Paris au lieu de rester dans la ville qu'on lui avait désignée. Pourtant ça se comprend bien qu'ils accourent ici. Dans les petites villes ils ne trouvent pas plus de places qu'à Paris, et leur « magasin » leur manque. Vous voyez ce tombereau, c'est le dixième déjà aujourd'hui.

« J'ai habité Saint-Quentin, poursuivit le vannier, deux tombeaux suffisaient pour vider complètement le marché. »

Pendant que nous parlions de la sorte, un dîneur retardataire survenait, et, à son tour, s'asseyait sur la margelle de fer. C'était un petit vieux à barbe grise, traînant la jambe. Ses habits, comme ceux de ses compagnons, disaient une misère noire, mais ils étaient un peu moins sales, et l'on apercevait sous son menton une sorte de filet blanchâtre qui faisait songer à un col de chemise.

Il éprouvait une gêne visible. Il ne déplia son journal et ne sortit ses morceaux de pain qu'après avoir jeté autour de lui des regards effarés. Et il lui fallut une longue minute avant qu'il se résolût à grignoter.

— C'est un nouveau, me dit le vannier en baissant la voix, voilà seulement la seconde fois qu'il arrive ; regardez, il ne sait pas en-



core, il n'a rien dans son journal, il a perdu sa matinée à chercher sans trouver, et il *gratte* son pain.

Je tournai la tête vers le petit vieux; en effet, il grattait ses croûtes pour enlever la poussière boueuse qui y était attachée.

— Au bout de la semaine, fit le vannier sur le même ton, il ne grattera pas.

(*Radical*).

Paul HENSY.



## NOTRE ROLE

J'eus l'honneur et le plaisir d'être invité à la fête internationale que les journalistes Portugais, Espagnols et Italiens ont bien voulu offrir en septembre dernier aux journalistes républicains français pour remercier ceux-ci des services qu'ils ont rendus aux aspirations démocratiques de leurs pays.

En en sortant nous pensions au rôle admirable que la presse pourrait jouer dans l'avenir, si ceux qui savent écrire et qui font le métier si décrié de journaliste étaient à la hauteur de leur tâche.

Dans l'état actuel de l'Europe où tout croule, où les trônes s'abiment, où toutes les vieilles choses, institutions, religions, croyances, mœurs, lois, habitudes, tendent à disparaître pour faire place à d'autres mœurs, à d'autres manières, de vivre enfin, quel grandiose apostolat pourrait être le nôtre.

A travers les secousses qui ébranlent le vieux monde, la presse est peut-être la seule institution qui se fortifie encore.

Les peuples sont chaque matin attentifs à ce que nous avons écrit la veille.

Et, si tous ceux qui écrivent disaient la vérité, la vieille société mauvaise inique et lâche ne vivrait pas deux lunes.

Tous ceux qui étaient au café riche ont acclamé la république c'est bien, mais si les étrangers croient que le mot république doit être le *summum* de leurs espérances et que, quand ils auront le mot ils n'auront plus rien à faire ils commettent une profonde erreur.

Ils ne le pensent pas tous, et cela nous suffit, car Andréa Costa, député italien, a fait un appel à l'union de tous les prolétariats.

En substance il a dit :

« Que nous importent les rois et les ministres, que nous importent les gouvernants qui préparent les guerres. »

« Les prolétaires de toutes les nations sont avec nous pour revendiquer le droit de vivre. »

« Et du nord au midi, de l'est à l'ouest le prolétariat est à la recherche de la plus prompte solution de la question sociale. »

Voilà pourquoi nous disons que si la presse le voulait le vieux-monde disparaîtrait. Mais la presse qui pourrait être un instrument d'émancipation est entre les mains de la bourgeoisie de tous pays.

Quelques journalistes font leur tâche quotidienne comme on remplit un sacerdoce, mais le plus grand nombre écrit pour le plus offrant et chante les louanges des puissants parce que les puissants peuvent payer.

Et au lieu de dire aux travailleurs, aux pauvres, aux souffrants d'où viennent les misères et les privations qu'ils subissent on leur parle de modération, de respects des choses existantes, de soumission aux lois iniques et aux gouvernements voleurs, le peuple si souvent trompé croit trop à la presse et attend qu'on lui accorde ce qu'on lui promet toujours.

Si la presse était entre les mains de gens convaincus et sincères elle préparerait l'organisation révolutionnaire et il lui serait possible de faire éclater à jour fixe un mouvement révolutionnaire formidable qui briserait ce qui reste encore debout de la vieille société.

L'imposante manifestation internationale du premier mai a été l'œuvre de la presse socialiste.

Nous haïssons le doctrinarisme et il ne nous est jamais venu à l'idée de donner des chefs à la révolution.

Mais quand tous ceux de notre parti qui savent tenir une plume seront décidés à faire leur devoir, et tout leur devoir, sans autre espérance que celle d'accomplir un devoir, la révolution sera proche.

Alors, que tous ceux qui veulent la fin du monstrueux ordre des choses que nous subissons, que tous ceux qui veulent en finir avec la religion, avec le salariat la finance, avec la politique et ses abus se mettent à l'œuvre.

La victoire est prochaine.

E. ODIN.

## LA FOLIE D'ANDRE GILL

Où, quand et comment reçut-il ce coup de marteau ? se demande parfois le monde en apprenant que tel ou tel des siens a perdu la raison. Hier, en m'interrogeant de la sorte, à propos du remarquable caricaturiste qu'on vient de séquestrer à l'asile de Charenton, je me souvins que déjà je l'avais vu fou quelques années auparavant. Il errait alors dans Paris terrorisé par les bons apôtres de Versailles, et voici ce qu'il me raconta près de la rue Soufflot, un soir où les mitrailleuses rurales fauchaient dans le jardin du Luxembourg, des fournées de citoyens vaincus et condamnés sans jugement et sans appel :

« La journée touchait à sa fin et je n'y tenais plus ! Il y avait, mon cher, trente-six heures que je vivais, ou plutôt que je ne vivais pas, au fond des caves du théâtre de Cluny. Soudain l'écho de mille voix joyeuses sonne à mes oreilles et je me hisse sur un monceau de décors pour tâcher d'apercevoir à travers les barreaux d'un soupirail ce qui se passait au dehors. Ah ! je n'oublierai jamais ça ! *Ma cervelle se tourne en eau, quand j'y pense, et j'ai la tête en feu !* Plus tard je le peindrai peut-être, ce tableau ! Figure-toi que sur le trottoir bordant le bâtiment où je m'étais réfugié, gisaient étendus une vingtaine de fédérés criblés de balles. Autour de leurs corps, la soldatesque de Mac-Mahon et de Galliffet s'amusaient à ce jeu : laisser tomber, après avoir visé longuement, une baïonnette dans les yeux de ces communards déjà glacés et raidis. On n'y réussissait pas à chaque coup ; parfois l'acier frappant les os du crâne ricochait sur l'asphalte avec un son mat qui m'entraînait au ventre, et l'on raillait le maladroit en riant comme des bossus.

« Au contraire lorsque bien dirigée, la pointe de l'arme blanche s'enfonçait dans l'œil crevé d'un mort, tous les jouteurs complimentaient celui de leurs camarades qui s'était signalé par cette prouesse et, montrant la monnaie trouvée dans les poches du supplicié posthume, étalée à côté de lui, gueulaient à bouche que veux-tu : gagnant, toi tu vas nous payer la goutte, animal ! et ma foi, l'on allait boire en chœur, chez le marchand de vins d'en face un petit verre de n'importe quoi, tandis que la tige de fer vibrait encore dans la prune de la prune du cadavre. Oui, mon ami, j'ai vu ça, j'ai vu ça, la semaine dernière ; Ernest Pichio, d'autres et d'autres encore, le virent comme moi ; j'ai vu le triomphe de l'ordre. »

Et soudain Gill, André Gill frémît sur ses orteils, et les bras tendus vers le ciel, les traits convulsés, l'écume à la bouche et du sang plein les paupières, il me planta là, criant ou plutôt aboyant, hurlant comme un chien fugitif, à la mort :

« Ah ! voilà le plaisir ; mesdames, voilà le plaisir ! Régalez-vous !..... »

Paris, 31 octobre 1881.

(*L'Arlequin*)

LÉON CLADEL.

---

## UN PEU DE RELIGION

---

Si, dans une République où l'on ne connaîtrait point de Dieu, quelque citoyen en proposait un, je le ferais pendre.

HOBBS.

### Fragement d'un poème moral sur Dieu.

La mort près de la vie ; un plaisir, mille maux ;  
La terre s'abreuvant du sang des animaux ;  
La verge des tyrans et le couteau des prêtres ;  
Les préjugés, aux fils, transmis par leurs ancêtres ;  
La sagesse toujours en guerre avec les sens ;  
La disette à côté des besoins renaissans ;  
Les ris du crime heureux ; les pleurs de l'innocence ;  
Tout atteste d'un Dieu la malice ou l'absence.

SYLVAIN MARÉCHAL.

### De l'existence de l'âme.

Nous rions de la simplicité de quelques peuples dont l'usage est d'enterrer des provisions avec les morts. Est-il donc plus absurde de croire que les hommes mangeront après la mort, que de s'imaginer qu'ils penseront, qu'ils auront des idées agréables ou fâcheuses, qu'ils jouiront, qu'ils souffriront, qu'ils éprouveront du repentir ou de la joie, lorsque les organes propres à leur porter des sensations ou des idées seront une fois dissous ou réduits en poussière ? Dire que les âmes humaines seront heureuse après la mort c'est prétendre que les hommes pourront voir sans yeux, entendre sans oreilles, goûter sans palais, flairer sans nez, toucher sans mains, etc.

Des nations qui se croient très raisonnables adoptent pourtant des pareilles idées !

X.

### Logique d'un Dieu.

Là, dans un paradis par le seigneur planté,  
Je vois deux innocents, beaux de leur nudité.  
Ni le ciel, ni les fleurs; ni l'onde fugitive  
Ne saurait égaler leur pureté native?  
Pareils aux tourteraux des bosquets d'alentour,  
Sans appui, sans défense, ils vivent pour l'amour.  
Mais ils ne sont pas seuls dans ce lieu de délice.  
Dieu qui sait l'avenir a mis là, sans malice  
Un esprit infernal, rusé, fourbe, orateur  
Pompeusement nommé le serpent tentateur  
C'est ce monstre hideux dont la langue perfide  
Va surprendre le cœur de ce couple timide.  
Beau triomphe où Dieu même est complice du mal  
Car c'est lui, dans ce lieu, qui mit l'arbre fatal,  
Aussi qu'arrive-t-il de la femme et de l'homme!  
Confiante, elle y goûte, — innocent, il y mord,  
Et voilà votre Dieu qui les condamne à mort,  
Tandis que sa bonté laisse vivre le diable  
Qui seul, avec lui-même, était le vrai coupable.  
Que dis-je! Sur leur fils et leur postérité,  
Il étend sa justice à perpétuité,  
Frappe jusqu'à l'enfant dans le sein de sa mère!

(Gros Jean et son curé)

A. ROUSSEL DE MERY.

Quelques docteurs, assurent que l'idée de Dieu est innée, et que les hommes ont cette idée dans le ventre de leur mère; mais cela est faux; tout principe est jugement; tout jugement est l'effet de l'expérience; l'expérience ne s'acquiert que par l'exercice des sens d'où il suit que les principes religieux ne portent évidemment sur rien et ne sont points innés.

X.

Allez, lâches chrétiens, que les feux éternels  
Empêchent d'assouvir vos désirs criminels.  
Vos austères vertus n'en ont que l'apparence.  
Mais nous qui renonçons à toute récompense  
Nous qui ne croyons vos éternels tourments,  
L'intérêt n'a jamais souillé nos sentiments,  
Le bien du genre humain, la vertu nous anime  
L'amour seul du devoir nous a fait fuir le crime.

FRÉDÉRIC II DE PRUSSE.

## LA COOPÉRATION

La coopération, quoique se présentant sous certaines apparences séduisantes, n'est qu'une de ces mystifications que les bourgeois ont seuls le secret d'inventer. Elle a pour eux un double but : d'abord d'augmenter les chances de bénéfice qu'ils prélèvent sur les travailleurs, de détourner ensuite ces derniers de leurs sérieuses revendications.

L'idée de la coopération au point de vue de la production, a été abandonnée par les bourgeois eux-mêmes tant son insanité était évidente ; conseiller à des ouvriers qui n'ont pas le sou, de s'associer pour coopérer et lutter contre les gros capitalistes, c'était surpasser les bornes de la plaisanterie permise ; lors même que deux ou trois cents ouvriers seraient parvenus par des économies (ce qui est impossible) à réaliser un capital égal à celui d'un capitaliste auquel ils auraient voulu faire concurrence, il leur aurait été impossible de continuer la lutte jusqu'au bout, le capitaliste devant toujours triompher par la force des choses. En effet, lorsqu'une crise serait survenue, le capitaliste devant toujours triompher par la force des choses, n'ayant que sa famille à entretenir, aurait conservé presque intacts ses capitaux, tandis que les trois cents ouvriers auraient été obligés d'entamer leur capital et peut-être même de le dépenser complètement pour subvenir aux besoins de leurs familles. Ils seraient forcément devenus gros Jean comme devant.

Maintenant, si la coopération, au point de vue de la consommation trompe encore bon nombre d'ouvriers, c'est qu'elle cache sous des dehors séduisants les pièges dont les coopérés eux-mêmes sont les victimes.

Et d'abord, comme nous l'avons dit plus haut, la coopération augmente les chances de bénéfices pour les patrons. En effet, tout le monde connaît la loi d'airain des salaires qui n'accorde au prolétaire que juste ce qui lui est nécessaire pour vivre (1),

---

(1) Lassalle, dans son livre *Capital et travail* dit : « Tout l'excédent du « revenu du travail, le surplus des frais d'entretien du travail leur échoit « au capital sous différentes formes, c'est la prime du capital.... Il est « improductif, le travail de celui qui, sans interruption, doit verser l'excé- « dent de son travail dans des mains étrangères qui le font fructifier et où il « s'accumule, tandis que lui, le travailleur, n'est pas appelé à prendre part à ce

Et toutes les économies qu'il fera en coopérant au point de vue de la consommation, passeront tôt ou tard dans les poches du patron.

En un mot, si la coopération est féconde, elle l'est surtout pour les employeurs. Les sociétés coopératives de consommation aggravent encore à la longue la situation des ouvriers coopérés, car les petits commerçants qui se voient ruinés par suite de la fondation des sociétés coopératives de consommation, puisqu'on ne se fournit plus chez eux, tombent nécessairement dans la classe des prolétaires et viennent augmenter le nombre des sans travail, et disputer aux coopérés le pain qui reste en s'offrant à une rémunération bien inférieure, ce qui détermine inévitablement la baisse des salaires,

Quels sont maintenant les beaux résultats qu'attendent nos coopérateurs français, M. Charles Gide entre autres, qui a attaqué au congrès de Lyon, le socialisme par la coopération ?

C'est la statistique faite par les sociétés coopératives en Grande-Bretagne qui va nous en donner une idée, car dans ce pays les sociétés coopératives ont donné ce qu'elles ont pu et ne donneront pas davantage. Il y a en Angleterre, Écosse et Irlande, 1,253 sociétés coopératives de consommation et de production, avec 847,975 membres généralement chefs de famille. Les ventes se sont élevées à 749,486,825 francs, les bénéfices à 66,250,230 francs, le capital-actions est de 203,995,425 francs, le capital-réserve de 42,148,775 francs et les marchandises en magasins sont évaluées à 80,460,025 francs,

---

« profit de plus en plus grand, et qu'il est contraint de se contenter de ce qui  
« est indispensable pour vivre. Les esclaves, dans l'antiquité, étaient mieux  
« lotis que nos travailleurs mal nourris. Ils avaient assurément des besoins  
« identiques à satisfaire, mais le maître pourvoyait largement à leur subsis-  
« tance. Le contraste est d'autant plus grand et plus révoltant, que le travail-  
« leur moderne, esclave de fait, a été déclaré libre *juridiquement*.

« Et Necker, à la fin du siècle dernier disait: S'il était possible de découvrir  
« une nourriture moins agréable que le pain, mais qui puisse entretenir le corps  
« pendant 48 heures, le peuple serait bientôt réduit à ne manger que de deux  
« jours l'un, lors même qu'il préférerait son ancienne habitude. »

Je puis donner un exemple frappant de l'idée de Necker dans un fait que j'ai constaté moi-même en Roumanie. Le paysan roumain, un des plus indignement exploité de l'Europe, mange, au lieu de pain, une espèce de bouillie faite avec de la farine de maïs (mamaliga). Cette habitude date de l'introduction, par Nicolas Mavrocordato, du maïs en Roumanie (1720). Auparavant, le paysan roumain mangeait du pain, mais le blé coûtait plus cher que le maïs, il ne s'en sert plus pour ses besoins personnels, il le vend pour payer les charges multiples qui pèsent sur lui, exploité qu'il est par l'État, les boyards et les usuriers.

Ce sont là des chiffres prodigieux. Mais, cherchez ce qui revient en répartition à chacun des associés, et vous trouverez à raison de 66,275,758 fr. de bénéfices annuels divisés en 749,486 parts, la légère somme de 80 fr.

Quatre-vingt francs !

Ainsi, tant de luttes, tant d'espérances et tant d'illusions, se réduisent à 80 francs par famille d'ouvrier !

Et voilà ce qu'on nous présente en France comme moyen de résoudre la question sociale !

Non, ce n'est pas ce qui la fera sortir des milliers de familles de la misère où elles se trouvent.

Ce n'est pas cela qui contribuera à l'éducation de l'enfance et à l'entretien de la vieillesse impotente.

Ce n'est pas cela, en un mot, qui fera cesser ces criantes inégalités sociales que nous voyons tous les jours dans un pays où le mot *égalité* se trouve écrit sur tous les monuments publics. La coopération, sous tous ces aspects, ne présente rien de sérieux dans la société actuelle (ce qui sera différent dans une société communiste). Elle ne tend aucunement à l'amélioration de la situation des travailleurs. Elle ne fait que retarder la vraie solution du problème social, c'est-à-dire celle qui consiste dans la nationalisation de toutes les grandes richesses et la mise à la disposition de la classe ouvrière des instruments de travail.

Nous avons été bien généreux pour les coopérateurs en donnant les chiffres relatifs aux sociétés coopératives en Grande-Bretagne, car c'est là le maximum du résultat obtenu jusqu'à présent par la coopération, et encore dans un pays qui a vu naître les *Trade's Unions*.

Malgré cela, lorsqu'on réfléchit aux efforts surhumains, à la patience, à la persévérance qui ont été dépensés par les Anglo-Saxons pour constituer ces *Trade's Unions*, on est frappé d'étonnement par les résultats si misérables qui ont été obtenus jusqu'à présent et qui, d'ailleurs, iront plutôt en diminuant qu'en augmentant.

Le désappointement provenant de la coopération gagne déjà les plus convaincus. Ceci est tellement vrai que les membres des *Trade's Unions* qui se comptent par centaines de mille (643,000) s'aperçoivent eux-mêmes de l'inefficacité de leurs sociétés coopératives et passent armes et bagages au socialisme scientifique; ainsi, par exemple, dans le congrès national du Hull, ils se prononcent comme de simples *Marxistes* pour la nationalisation ou le retour à la collectivité du sol, par 41 voix contre 47.



Si nous examinons les bienfaits (?) des coopérations françaises nous trouvons à peine la moitié du chiffre anglais quant aux bénéfices.

Par exemple, au lieu de quatre-vingt francs, les bénéfices annuels des coopérateurs français (par famille) ne montent qu'à quarante francs par an.

De ces 40 francs si l'on défalque la perte de temps que chaque coopéré consacre à sa société plus la diminution graduelle des salaires qui provient des causes que nous avons exposées plus haut, il y aura en fin de comptes plutôt pertes que bénéfices pour les coopérés.

Lors même que la coopération donnerait d'excellents résultats, on ne peut la conseiller qu'à ceux des ouvriers qui travaillent; quant à ceux qui chôment et qui n'ont d'ouvrage que pour quelques mois de l'année, comment veut-on qu'ils coopèrent puisqu'ils ne travaillent pas?

La coopération ne peut pas donner d'ouvrage aux ouvriers sans travail encore moins de bénéfices. Ceux-là peuvent crever de faim que personne ne songerait à eux, si ce n'est pour les emprisonner comme vagabonds, ou faire des lois d'exceptions pour les transporter.

C'est sur ce point, épineux pour les bourgeois, que j'aurais voulu poser une question à l'intelligent professeur de droit Ch. Gide, qui est parti en guerre, à huis-clos, contre les socialistes au congrès de Lyon. Par quel miracle la coopération aurait-elle mis un terme à la misère de tous ceux qui souffrent du chômage?

Mais ces messieurs les professeurs officiels sont tellement convaincus de la fragilité de leurs arguments qu'ils n'admettent point la libre discussion ni la contradiction. Mais nous sommes là pour dénoncer leurs impostures.

P. ARGYRIADÈS.

---

## MONSIEUR THIERS

..... M. Thiers! Peut-on voir un plus triomphant imbécile, un croutard plus abject, un plus étroniforme bourgeois! — Non rien ne peut donner l'idée du vomissement que m'inspire ce vieux melon diplomatique, arrondissant sa bêtise sur le fumier de la Bourgeoisie! — Est-il possible de traiter avec un sans- façon plus naïf et plus inepte la philosophie, la religion, les peuples, la liberté, le

passé et l'avenir, l'histoire et l'histoire naturelle, tout, et le reste !  
Il me semble éternel comme la médiocrité ! Il m'écrase.

Mais le beau, ce sont les braves gardes-nationaux qu'il a fourrés  
dedans en 1848, et qui recommencent à l'applaudir ! quelle infinie  
démence ! Ce qui prouve que tout consiste dans le tempérament.  
Les prostituées, — comme la France, — ont toujours un faible  
pour les vieux farceurs.

*Correspondance 1867.*

G. FLAUBERT.

---

## LUX

---

Temps futurs, vision sublime !  
Les peuples sont hors de l'abîme.  
Le désert morne est traversé  
Après les sables, la pelouse ;  
Et la terre et comme une épouse  
Et l'homme est comme un fiancé

Dès à présent l'œil qui s'élève  
Voit distinctement ce beau rêve  
Qui sera le réel un jour ;  
Le temps dénouera cette chaîne,  
Car le passé se nomme haine,  
Et l'avenir s'appelle amour !

Dès à présent dans nos misères  
Germe l'hymen des peuples frères ;  
Volant sur nos sombres rameaux,  
Comme un frelon que l'aube éveille  
Le progrès, ténébreuse abeille,  
Fait du bonheur avec nos maux

Oh ! voyez ! la nuit se dissipe :  
Sur le monde qui s'émancipe,  
Oubliant Césars et Capets,  
Et sur les nations nubiles,  
S'ouvrent dans l'azur, immobiles,  
Les vastes ailes de la paix !

Les rancunes sont effacées :  
Tous les cœurs, toutes les pensées  
Qu'une âme le même dessein.  
Ne font plus qu'un faisceau superbe,  
On prend pour lier cette gerbe,  
La vieille corde du toscan

Au fond des cieux un point scintille  
Regardez, il grandit, il brille.  
Il approche, énorme et vermeil,  
O République universelle !  
Tu n'es encore que l'étoile,  
Demain tu seras le soleil.

## II

Fêtes dans les cités, fêtes dans les campagnes !  
Les cieux n'ont plus d'enfers, les lois n'ont plus de bagnes.  
Où donc est l'échafaud ? Ce monstre a disparu.  
Tout renaît. Le bonheur de chacun est accru  
De la félicité des nations entières.

Plus de soldats l'épée au poing, plus de frontières,  
Plus de fisc, plus de glaive ayant forme de croix.  
L'Europe en rougissant dit : — quoi ! j'avais des rois !  
Et l'Amérique dit : — quoi ! j'avais des esclaves !  
Science, art, poésie, ont dissous les entraves  
De tout le genre humain. Où sont les maux soufferts ?  
Les libres pieds de l'homme ont oublié les fers.

Tout l'univers n'est plus qu'une famille unie  
Le saint labeur de tous se fond en harmonie ;  
Et la société qui, d'hymnes retentit,  
Accueille avec transport l'effort du plus petit ;  
L'ouvrage du plus humble au fond de sa chaumière  
Emeut l'immense peuple heureux dans la lumière ;  
Toute l'humanité dans sa splendide ampleur  
Sens le don que lui fait le moindre travailleur ;  
Ainsi les verts sapins, vainqueurs des avalanches,  
Les grands chênes remplis de feuilles et de branches,  
Les vieux cèdres touffus, plus durs que le granit,  
Quand la fauvette en mai vient y faire son nid,  
Tressaillent dans leur force et leur hauteur superbe  
Tout joyeux qu'un oiseau leur apporte un brin d'herbe.

Radieux avenir ! essor universel !

Epanouissement de l'homme sous le ciel.

(Les châtiments.)

VICTOR HUGO.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

*Nous rendrons compte dans l'Almanach de l'année 1892 de tout livre socialiste ou s'occupant de questions économiques et sociales, qui nous sera envoyé avant le mois de septembre 1891.*

### **Le Socialisme intégral.**

par B. MALON (1).

Par ce livre d'une érudition profonde, Malon nous venge de l'accusation naïve et bête de Jules Simon qui, il n'y a pas deux mois encore, dans le journal *Le Temps*, accusait les socialistes d'ignorance.

Le travail remarquable de notre ami Malon est la synthèse de tous les systèmes socialistes anciens et modernes que tout socialiste doit lire et posséder.

Nous regrettons infiniment d'avoir reçu le volume alors que notre Almanach était déjà mis en page car nous aurions voulu en faire une étude critique approfondie, comme le mérite l'œuvre du citoyen Malon.

---

(1) Un fort volume in-8° raisin avec portrait de l'auteur, prix: 6 francs.  
Librairie de la *Revue Socialiste*, 8, rue des Martyrs.

Nous nous réservons de le faire dans notre journal « *La Question Sociale* » dont nous reprendrons bientôt la publication.

**Lois Majourès**

par JEAN LOMBARD (2)

Ce roman raconte les luttes politiques dans le midi Français. Nous le recommandons aux socialistes tant pour l'esprit de critique économique qui y règne que par le grand souci de l'avenir moral et matériel des masses.

---

**UN LIVRE DE BONNE PROPAGANDE**

**Anacharsis Clootz, l'Orateur du genre humain**

Par GEORGES AVENEL

Tous ceux qui ont écrit sur la Révolution française, l'ont fait jusqu'ici d'une façon partielle et bourgeoise. Georges Avenel, avec une érudition et une sagacité incontestables, outre la vie de l'Orateur du genre humain, a tracé dans cet ouvrage le tableau le plus fidèle qui ait jamais été fait des hommes et des choses de l'époque révolutionnaire. Il nous a montré cette Convention, tant vantée pour la hardiesse de ses réformes, comme étant l'expression du conservatisme bourgeois. Il fait toucher du doigt aux moins clairvoyants qu'à l'encontre de la Commune, cette Convention n'avait en réalité que la haine du peuple.

Anacharsis Clootz, baron et millionnaire, inscrit au club des sans-culottes, faisait parti de cette Commune qui représentait les véritables aspirations populaires. Condamné à mort par tous les gouvernements européens, il ne trouva refuge qu'au Maroc. Après avoir pris part à toutes les luttes de la Révolution, il monta sur l'échafaud pour ses idées internationalistes et mourut pour l'humanité, comme le dit si justement son historiographe.

Cet ouvrage se compose de deux forts volumes in-8° de près de 500 pages chacun d'une valeur de 12 francs.

L'administration de la *Question Sociale* en possédant encore quelques exemplaires les offre aux lecteurs de l'*Almanach* au prix de 6 francs. Envoi franco.

---

Pour paraître dans le courant de décembre :

**LE SOCIALISME EN FRANCE**

*Histoire du Parti socialiste*

1876 — 1890

PAR JULES LEPIE ET G. MAZÈRE

*Un volume: 3 fr. 50*

---

(2) 2 vol. à 0,25 cent. Petite bibliothèque universelle. Edinger, éditeur.

# LISTE GÉNÉRALE DES JOURNAUX SOCIALISTES du monde entier

## FRANCE

*Revue Socialiste*, 8, rue des Martyrs, Paris, mensuelle socialiste collectiviste, 6<sup>e</sup> année. Dir. Benoit Malon. Abonn. 18 fr. pour la France et 20 fr. pour l'étranger.

*L'Idée Nouvelle*, 8, rue du Croissant, Paris, mensuelle collectiviste. Abonn. 5 fr. pour la France et 6 fr. pour l'étranger.

*L'Egalité*, 12, rue Paul-Lelong, Paris, socialiste quotidien, 3<sup>e</sup> année. Abonn. 20 fr. Dir. Jules Roques.

*La Révolte*, 140, rue Mouffetard, Paris, communiste anarchiste hebdomadaire, 4<sup>e</sup> année. Abonn. 5 fr. pour la France et 7 fr. pour l'extér.

*La Question Sociale*, 5, Boulevard St-Michel, Paris, collectiviste, Dir. P. Argyriadès. Commencera sa 2<sup>e</sup> série en 1891.

*Le Parti Ouvrier*, 111, rue Montmartre, Paris, socialiste possibiliste quotidien. Dir. J. Allemane. Abonn. 18 fr. pour la France, 24 fr. pour l'étranger.

*Le Proletariat*, 51, rue Saint-Sauveur, Paris, socialiste possibiliste heb. Abonn. 6 fr. pour la France et 8 fr. pour l'étranger.

*La France Socialiste*, 49, rue de l'Arbre-Sec, Paris, mensuelle possibiliste. Abonn. 3 fr. 50 pour la France et 4 fr. pour l'étranger.

*La Bataille*, 16, rue du Croissant, Paris, républicain socialiste quotidien, Dir. Lissagaray.

*La Citoyenne*, 107, rue du Mont-Cenis, Paris, journal de la revendication du suffrage des femmes. Directrice Mme Maria Martin.

*Le Père Peinard*, 120, rue Lafayette, Paris, communiste anarchiste heb., écrit en langue verte (argot parisien). Abonn. 6 fr. par an. Nous recommandons ce journal à M. Larchey, qui y trouvera plus d'un mot pour son dictionnaire.

*L'Autonomie*, 27, rue de la Procension, Paris, socialiste, libre-penseur, heb. Dir. A. de Okeck. Abo.

5 fr. pour Paris et 6 fr. pour les départements.

*L'Esprit de la Femme*, 51, rue St-Sauveur, Paris.

*La Revue Européenne*, 64, rue de Turenne, Paris, socialiste.

*Bulletin de l'Union Universelle des Femmes*, 9, rue Gager-Gabillot, Paris. Directrice Mme Maria Chéliga-Loëvy.

*L'Aurore sociale*, 58, rue du Four St-Germain, Paris.

*Les Réformes*, 174, rue Faubourg St-Denis, mensuel, Paris.

*Le Droit des Femmes*, 4, rue des Deux-gares, Paris, paraissant tous les deux mois.

*L'Anarchie*, 120, rue Lafayette, Paris, communiste anarchiste bi-hebdomadaire.

*Le Socialiste*, hebdomad., Paris.

*La République Sociale*, 111, rue Cambronne, Paris, heb.

*L'Action Sociale*, 3, rue de Marseille, Lyon, social. collectiviste heb. Abonn. 6 fr. pour la France, 8 fr. pour l'étranger.

*La Voix des Travailleurs*, 24, rue du Jardin-National à Albi, socialiste heb. Abonn. 3 fr. 50.

*La Voix du Peuple du Var* à Toulon, socialiste heb.

*La Question Sociale*, 4, rue de la Boétie, Bordeaux, collect. heb. Abonn. 1 fr. pour dix numéros.

*L'Idée Ouvrière* à Roubaix, révolutionnaire.

*Tire-Pied*, 17, rue Héré, Nancy. Tribune libre, organe des Travailleurs et des Revendications sociales. Abonn. 3 fr.

*Le Réveil Socialiste*, rue St-Antoine à Commeny (Allier).

*Le Tirailleur Algérien* à Alger.

*Le Radical Algérien* à Alger.

*La Revue Algérienne* à Alger.

*Le Tocsin*, rue de la Kasbah, Alger.

*Le Cri du Travailleur*, 21, rue de Béthune, Lille, collectiviste.

*Le Salarial*, 74, Rue Cauchoix

ou 84 rue des Bons-Enfants Rouen, collectiviste.

*L'Emancipation Sociale*, 8, Place Voltaire, Narbonne, collectiviste.

*La Defense des Travailleurs*, 33, rue d'Ostende, St-Quentin, collectiviste.

*Le Peuple Picard*, 10, Place St-Firmin, Amiens, collectiviste.

*Le Devoir* à Guise (Aisne) Revue des questions sociales.

*Bulletin mensuel de la Fédération nationale des syndicats et Groupes corporatifs ouvrier de France*, 16, rue Sullivan, Bordeaux.

*L'Emancipation*, rue de Conzague à Charleville, heb.

*La République Sociale*, 50, rue de la Monnaie, Troyes.

*L'Ouvrier Corse*, 9, rue Fesch, Ajaccio, heb.

*Le Cri Social*, rue de la Kasbah, Constantine.

*La République de l'arrondissement*, St-Claude (Jura.)

*L'ouvrier syndiqué*, bourse du travail, Marseille.

*La voir de l'ouvrier*, bourse du travail, Nîmes.

*Le Progrès des Cuisiniers*, Bourse du Travail, Paris.

*Bulletin officiel de la Bourse du travail*, Paris.

*L'ouvrier lapidaire*, citoyen Viochet, passage Delessert n° 3 Paris.

*Le Peuple Socialiste*, citoyen Révoton, rue Grenette, St-Etienne.

*Le Ralliement*, typographique, rue Bailléul, 4, Paris.

*Bulletin Socialiste* à St-Etienne.

*Le Peuple*, 14, rue de la République, St-Etienne, quotidien.

*Le Peuple socialiste de la Loire*, 11, rue St-Roch, St-Etienne, heb.

*L'Union Socialiste*, 36, rue St-Antoine à St-Etienne, heb.

*Le Progrès*, route Nationale à Souillac (Lot) heb.

*Le Travailleur*, 21, Place St-Croix à Cholet (Maine-et-Loire) heb.

*L'Atelier*, 5, rue des poissonniers à Lille (Nord) heb.

*Le Coup de Feu* à Montdidier (Somme) mensuel.

*La Vraie République*, 31, rue Autran, Chatelleraut (Vienne).

*Le Travailleur* à Epinal (Vosges) heb.

*La fraternité*, rue St-Amand à Auch.

# ALLEMAGNE

*Volks Tribune*, S. O. (26) Elisabeth User 55, Berlin, social, collectiviste.

*Berliner Volksblatt* à Berlin, socialiste collectiviste.

*Sachsische-Arbeiter Zeitung* à Dresde, socialiste collectiviste.

*Volks-Zeitung* à Cologne, social, collectiviste.

*Echo* à Hambourg, social, collectiv.

*Volksstimme* à Magdebourg, social, collectiv.

*Neue Zeit* à Stuttgart, revue mensuelle socialiste.

*Münchener Post* à Munich, socialiste.

*Westfaelische Volkszeitung* à Bochum, socialiste.

*Arbeiter-Zeitung*, Druit und Belag von in Cruft Munich, socialiste.

*Landwirthschaftliches Wochenblatt*, Schleswig-Holstein.

*Sonntags-Zeitung-Halberstadt*, journal syndical des ouvriers du bâtiment à Brunswick.

*Schlesische Nachrichten* à Breslau.

*Die Nord Warch* à Bant-Wilhelmshaven.

*Der Zeitgest* à Hambourg.

*Mainzer Volkzeitung* à Mainz-Offenbach.

*Stettiner Volksbote* à Stargard (Poméranie).

*Buchhinderzeitung* à Stuttgart.

*Vereinsblatt für Bauhandwerker* à Braunschweig.

*Metallarbeiterzeitung* à Nurnberg.

*Barbier-Friseur* à Dresde.

*Deutsche Tapezierzeitung* à Hannovre.

*Freie Presse* à Elberfeld.

*Zeitgeist* à Elberfeld.

*Burgstaedter Zeitung* à Burgstادت.

*Hessische Volkstimme* à Darmstadt.

*Gewerkshafter* à Leipzig.

*Norddeutsches Volksblatt* Bant à Wilhelmshafen.

*Presse à Themnitz.*  
*Shucabisches Wochenblatt à Stuttgart.*  
*Wahler à Leipzig.*  
*Volksbote à Halle.*  
*Oberrheinische Volkszeitung à Friburg. i. B.*  
*Frankfurter Volksstimme à Francfort-sur-le-Mein.*  
*Bremer Bürgerzeitung à Bremen.*  
*Volksstimme à Mannheim.*  
*Bergische Arbeiterstimme à Solingen.*  
*Bruder Schmied à Hambourg.*  
*Neue Fischerzeitung à Hambourg.*

### ITALIE

*Fascio Operaio, Alexandrie collectiviste organe officiel du Parti Ouvrier.*  
*Muratore, Milan, collectiviste.*  
*Emancipazione via in Arcione, 114, Rome, républicain socialiste.*  
*L'avenire, Novara.*  
*Italia del popolo, 16, S. Pietro all'Orto, Milan.*  
*Chisiamo, 8, via Cairoli à Pescara.*  
*Il nuovo combattiamo, Gènes.*  
*Revendicazione, via torri Pelazzo Felici à Forlì Romagne.*  
*La Riscossa, via dei, 28, vespri Trapani (Sicile.)*  
*Il Riscatto, Messina (Sicile.)*  
*L'Operaio, Reggio (Calabre.)*  
*L'Oltante-nove, Venise.*  
*Spartacus, Gènes.*  
*Favilla, Mantoue.*  
*La Plebaglia, poste restante à Imola.*  
*Avanti, Palerme, anarchiste.*  
*La Campana, Macerata, anarchiste.*  
*Il sole dell'avenire, Ravenne.*  
*L'Amico del Popolo, 24, via Cavaliera, Bologne.*  
*Ferrucio, corso Garibaldi 288, Reggio (Calabre.)*  
*La Giustizia à Reggio-Emilia, collectiviste.*  
*Il Lavoratore Comesco à Come.*  
*Il Typografo, à Milan.*  
*La Typografia Milanese à Milan.*  
*Il Lavoratore à Turin.*

*L'unione à Catania.*  
*Il Martello à Issola.*  
*La Lega Democratica, à Imola.*  
*Gli Operai à Naples.*  
*Il Penatiore à Turin.*  
*Il Polesine à Adria.*  
*Rivista Democratica à Roma.*  
*La Riscopa à Trapand.*  
*Mefistofele à Benevento.*  
*Le Calzolaio à Milano.*  
*Combattiamo à Genova.*  
*Secolo, à Milan.*

### HOLLANDE

*Recht voor Allen, Roggeveenstraat 54, S-Gravenhage La Haye,*  
*D: Domela Nieuwenhuis, organe du parti démocratique social.*  
*De Klok, Wolvega en Frise.*  
*Friesch Volksblad, Leeuwarden,*  
*Radical Weekblad, à Amsterdam.*  
*Licht en Waarheid, à Middelburg.*  
*Seingever, à La Haye.*  
*De Sigarenmakr, à La Haye.*  
*De Anarchist, Hoefkade 165 47 s'Gravenhage, La Haye.*  
*De Fimmerman, à La Haye.*  
*De Rode Vaan, à Groningue.*  
*Volksblad, à Zandijk.*

### AUTRICHE

*Die Gleichheit,, à Vienne, collectiviste.*  
*Arbeiter Zeitung, Campendorferstrate 79, Vienne.*  
*Racker Zeitung, 9, Rochgasse, Vienne.*

### SUISSE

*La journée de huit heures, Spalenvorstadt, 3, à Bâle, collectiviste.*  
*Abonn. 5 fr. pour la Suisse, 6 fr. 25 pour la France, 5 m. pour l'Allemagne, 5 sh. pour l'Angleterre,*  
*Arbeiterstimme, à Zurich.*  
*Basler Arbeiterfreund, à Bâle.*  
*Grütlianner, à Coire.*  
*Sociz-Sozial-demokrat, à Berne.*  
*Gruléen, à la Chaux-de-fonds.*  
*Grutli, à Lausanne.*  
*Obscheje Delo, 3, rue des Alpes, Genève.*  
*L'Aurore, 15, chemin Dancet, Genève.*  
*Bulletin continental, Neuchâtel.*

## BELGIQUE

*La Société Nouvelle*, 48, rue d'Edimbourg, Bruxelles.

*La Question sociale*, 48, rue de Stassart, Ixelles-Bruxelles, communiste mensuel.

*Le Peuple*, rue du Persil, à Bruxelles.

*Le Cri du Peuple*, 117, rue Vandeweyer, Bruxelles, anarchiste.

*Le Drapeau Noir*, 58, rue du Moulin, St-Josseten-Noode, Bruxelles.

*De Opstand*, 7, Waaistraat, Liège.

*Vooruit*, Gand, collectiviste.

*Die Toekomst*, Gand, collectiviste.

*En Avant*, Borinage, collectiviste.

*La Misère*, à Louvières.

*De Werker*, 146, Dicpestraat, Anvers.

*L'Avant-Garde*, Bruxelles.

*La Raison*, 33, rue des Poissonniers, Bruxelles.

*La Philosophie de l'Avenir*, 7, rue Marie-Thérèse, Bruxelles.

*L'Avenir*, revue populaire hebdomadaire, Liège.

*La Bataille*, Frameries.

*Les Coopérateurs Belges*, Bruxelles, organe mensuel de la coopération.

*Het Volksrecht*, Gand, heb.

*L'Egalité*, Tournai, heb.

*Het Diamantvak*, Anvers, professionnel bi-mensuel.

*L'Étudiant Socialiste*, Bruxelles, revue bi-mensuelle.

*Le Conscriit et Le Foleling*, Bruxelles, journaux contre l'impôt du sang.

*La Réforme Sociale*, Bruxelles, revue communiste, anarchiste, bi-mensuelle.

*L'Echo du Centre*, rue de l'Industrie, à Bracquegnies, Belgique.

## ANGLETERRE

*SozialDemokrat*, Londres.

*Commonwell*, 24, Great-Queen st., Londres, S. W. collectiviste.

*Justice*, Paternoster Row, 13, Londres, collectiviste.

*Freedom*, Canal street, Merrow Street, Walworth, Londres S. E.

*The Workers Friend*, 40, Berner St, Commercial Road Londres E, anarchiste, écrit en langue hébraïque.

*Die Autonomie*, 96, Wardour street, Soho square, Londres W. anarchiste.

*Londoner Freie Presse*, 49, Tottenham street, Tottenham Court Road, London W.

*The Labour Elector*, office, 13, Pasternoster Row E. C. Londres, collectiviste.

*To Day*, 13, Paternoster, Londres

*The Christian Socialist*, 185, Fleet street, E. C. Londres.

*The Anarchist labour leaf*, H. Mackensie, 12, Basing Place, Klingsland road, London N. E.

## DANEMARK

*Sozialdemokraten*, Copenhague, quotidien.

*Ravnen*, Copenhague, heb. illustré.

*Arbeideren*, Copenhague, heb.

## SUÈDE ET NORVÈGE

*Arbetet*, Norregatan, 36, à Malmö (Suède), heb.

*Folkets Röst*, à Goteberg (Suède).

*Til Bladet* (Fedraheimen), à Tynsett (Norvège) anarchiste.

*Freednenkerand*, Stockholm.

## ESPAGNE

*El Demokrata Social*, Calle Corredera Baya, 43, Madrid. Organe officiel du parti démocrate social des possibilistes. quotidien.

*Las Regiones* Calle Livia, 5, Madrid, heb.

*El Sociatista*, 8, Calle Hernan Cortés, Madrid, organe officiel des marxistes espagnols.

*La Anarquía*, Madrid.

*El Ideal del Pueblo*, à Sabadell (Catalogne).

*El Obrero*, 32, calle de Poniente, piso. 1, Barcelone.

*El Crisol*, calle Bazan, 30, à Alicante, socialiste, libre-penseur.

*El Socialismo*, 33, Encarnacion, à Cadix.

*La Victima del Trabago*, à Sévilla, anarchiste.

*El 1 de Mayo*, Barcelone, radical socialiste indépendant.

*El Obrero* à Carthagène, socialiste, indépendant.



*El Productar*, San Alegario, 2.  
1<sup>o</sup>, Barcelone.

*Tierra y Libertad*, lista de correosa Gracia, Barcelone.

*La República*, Madrid, Dr. Piy. Margal.

*Acracia*, à Barcelone.

*El Socialismo*, à Madrid.

*La Union Obrera*, 61, calle de la Magdaleina, à Ferrol, collectiviste.

*La Asociacion*, calle de Ferlandina, 20 pral. Barcelone.

*Los Trabajadores*, calle de Campo Sagrado, 22, Barcelone.

*Los des hedados*, calle del Jaidine, 41, Sababell.

*la Tramontana*, carrer de Ponent, Barcelone.

*El Cosmopolita*, calle del Sabano, 17, Valadolid, collectiviste, anarchiste.

*La Revolucion Social*, Magallanes, 53, Barcelone.

*La Alarma*, Séville.

*El Proletario*, à San-Felui de Guixois.

## PORTUGAL

*Revolução Social*, rua de S. Sebastiao, 16, Andar, à Porto.

*O Operayo*, portugues à Porto, marxiste.

*A Revolta*, Troades dos Guindais, 32, à Porto.

*Seculo*, à Lisbonne, républicain, socialiste.

*O Grito de Poro*, à Lisbonne, républicain, socialiste.

*A voz de operário*, S. Vicente, 28, à Lisbonne, marxiste.

*O Prolesto operario*, rua de Jaon Braz, à Lisbonne.

*A Era Nova*, 21, 1<sup>o</sup>, Rua Nova do Aimada, à Lisbonne.

*La Aurora do Cavados*, à Barcellos.

*Fura Vidas*, 177, rua dos DouRADORES 2<sup>o</sup>, à Lisbonne.

## GRÈCE

*Le Socialiste*, rue Aioulou, 73, Athènes, heb.

*Fanos*, à Patras, rép. social.

## ROUMANIE

*Munca*, strada Academiei, à Bucares, collectiviste.

*Revista Sociala*, à Jassi, collectiviste.

*Romanulu*, à Bucarest, républ. social.

*Lupta*, calea Victoriei si strada Academiei, 18, à Bucarest, républ. social.

*Scoala Nua*, à Roman.

## SERBIE ET BULGARIE

*Odjek*, à Belgrade (Serbie), radical socialiste.

*Siroboda*, 809, rue Samokovska, à Sophia (Bulgarie).

## ÉTATS-UNIS

*Le Réveil des Masses*, P. O. Box 93, New-Foundland, Wagne Co. Pa. socialiste, langue française.

*Der Anarchist*, 719, S. 2 th. street Saint-Louis, (Mo) États-Unis, écrit en langue allemande.

*Réveil des Masses*, 27, South. 5 th. avenue, New-York, langue française.

*Volné Listy*, 445, E. 78 th. st. New-York, langue tchèque.

*Vorbote*, 264, W. Twelfth st. Chicago, États-Unis, socialiste.

*The Standard*, 25 ann. st. New-York, socialiste.

*Twentieth Century*, 4, Naren st. New-York, socialiste.

*Fair Play*, Walley Falls. Kansas (États-Unis), socialiste.

*Liberty*, B. R. Tucker, P. O. Box 3366, à Boston, (États-Unis) social.

*Coast Seamen's Journal*, 513 1/2 East street, à San Francisco.

*Der Sozialist*, 56, East Fourth street, New-York city (États-Unis).

*Lucifer*, M. E. C. Walker Valley Falls Jefferson County, Kansas (États-Unis), socialiste.

*Volks Anwalt*, Cincinnati Ohio (États-Unis).

*Znavria*, 293, Madison street, New-York, social.

*The Arbeiter Zeitung*, 31 Henry street, New-York, social, juif.

*Der Arme Teufel*, Détroit (Michigan) (États-Unis), socialiste.

*Kaweah Commonwealth*, Kaweah Colony, Box 427 Visalia Cal. (États-Unis), socialiste.

*The Beacon*, 319, Fifth street, San-Francisco Cal. (États-Unis), socialiste.

*The Truth Seeker*, New-York.

*La Cronica*, Los Angeles Cal. (États-Unis).

*The Irish World*, 17, Barclay street, New-York, irlandais.

*Southern Industry*, à New-Orléans.

*The Home Circle*, St-Louis, Mo. (États-Unis).

*Arbeiter Zeitung*, 1153, Mission street, à San Francisco, Cal. (États-Unis).

*The Truth*, 65-67, Suffolk street, New-York, langue hébraïque.

*L'Egoïsme*, à San-Francisco É.-U.

*New-York Sun*, à New-York.

*Paterson Labor Standard*, at 88, Washington street, Paterson.

*Tyui* (Liberté), à San Francisco, écrit en langue japonaise, S. Shikizu, 314, O'Farrel street.

*Craftsman*, à Washington.

*Arbeiter Zeitung*, à Chicago, 107, 5<sup>e</sup> avenue.

*Tagblatt*, à Philadelphie, quotidien, socialiste.

*Freiheit*, 167, William street, New-York.

*Proletar*, 635, E. 11, St. New-York.

*New-England-Anzeiger*, 227, Steat street, New-Haven, Connecticut.

*Budoucnost*, V. Furck, 741, Loomis st., à Chicago.

*John Swienton's Paper*, 21, Rou, New-York.

*Die Fachel*, 107, 5<sup>e</sup> avenue, Chicago.

*The United Irishman*, redact. O. Donavan Rossa, 12, Chamber. St., New-York.

*Free Press*, socialiste, Baltimore, Maryland.

*The Cincinnati Unconnist*, 314 1/2 W. Third, St. Cincinnati.

*Philadelphia Tageblatt*, 613, Callowhille st., Philadelphie.

*The Labor enquierer*, Denvers, 363, Larimer street, Colorado.

*Die Zukunft*, 1123, Henston st. Philadelphie.

*Die Galveston Weekly News*, 186, Mechanic street, Galveston, Texas.

*Truth*, 805, Markand, 1236-2151-52, San-Francisco, Californie.

*New-Yorcker-Volkzeitung*, 184, William-Street, New-York.

## MEXIQUE

*El Reproductor* à Orizaba, Estado de Vera Cruz.

*La Razon* à Guanajuato.

*El Obrero*, Calle del Quince de Mayo, Monterey.

*El Pueblo*, 85, Calle de Montamoros-Monterey (N. Léon).

*La Razon del Pueblo*, Mérida.

*El Mentor de los Minos*, Guadajajara.

*El Imparcial* à Saltillo (Coahuila).

*El Socialista*, Calle de la Escaleras (Mexico.)

*La Libertad* à Mexico.

*El Pesamiento libre*, Calle del Carmen 12 à Arizaba.

## AMÉRIQUE DU SUD

*El Artesano-Comercio*, 86, Rosario (République Argentine).

*La Revista de la Fraternidad*, Buenos-Ayres. (République-Argentine).

*El Perseguido*, casilla del correo 1818, Buenos-Ayres. (République Argentine).

*Los Principios* à Santa-Fé (République Argentine.)

*El Reformista* à Juarez, (République Argentine).

*La Montana*, Cordoba (République Argentine).

*Il Bersagliere*, Rosario (République Argentine.)

*El Corondino*, Coronda, (République Argentine.)

*Los Andes*, Mendoza (République Argentine.)

*La Justicia*, Buenos-Ayres (République Argentine.)

*El Republicano*, Tucuman (République Argentine.)

*La voz del Salladillo*, Buenos-Ayres (République Argentine.)

*La Pronsa*, Cerro-Largo (République Argentine.)

*El Porvenir*, Carmelo (Uruguay.)

*El Pueblo*, Canelones (id.)

*El Progreso*, Termidad (id.)

*El Ferro Caril*, Montevideo (Uruguay.)

*La Tribuna Popular*, Montevideo (Uruguay.)

*Espana y el Uruguay*, Montévidéo (Uruguay.)

*El Typografo*, Hundenzas (Uruguay.)

*El Bromista*, Montévidéo (Uruguay.)

*La Razon*, à Santiago (Chili.)

*La Colonie Française*, Valparaíso (Chili.)

*La Discussion*, Chillan (Chili.)

*Discussão* à Pelotas (Brésil.)

*Libertador* à Ceará (id.)

*Messenger du Brésil* à Rio-de-Janeiro (Brésil.)

*El Eter*, 182, Calle de arequipa à Lima (Pérou.)

*Revista Masonica*, casilla del correo, 44 à Lima (Pérou.)

*Diario Oficial* à Quito. (Equateur.)

*London Bazar*, 95, Calle del Mercado à Valencia (Venezuela.)

*El Porvenir*, 7, Calle del Tapado à Puerto de la Plata (République Dominicaine.)

*El Eco de la Opinion* à Santo Domingo (Rép. Dominicaine.)

*El Cronista* à Panama (Colombie)

*La Republica* à Tegucigalpa (Honduras.)

*La Nación*, restaurant americano à Tegucigalpa (Honduras.)

*El Comercio* à San Salvador (Salvador.)

*El Telegrafo del Salvador*, 48, Calvario y del Comercio à San Salvador (Salvador.)

*La Union*, 36, Calle de la Aurora à San-Salvador (Salvador.)

*El Municipio Salvadoreno* à San-Salvador (Salvador.)

### Journaux de la Libre-Pensée et républicains avancés,

*Bulletin mensuel de la Fédération française de la libre-pensée*, abonnement d'un an, 4 fr, rue Jarente, 8, Paris.

*La Vérité*, 28, rue du Mont-Thabor, Paris.

*La Néosophie*, 19, rue de Lille, directrice M<sup>me</sup> C. Renooz.

*La République des paysans*, 4, rue Bazillac, Auch.

*L'Union républicaine démocratique* du Doubs, 15, rue Ronchard, Besançon.

*El Maestro* à San-José (Costa-Rica.)

*El Artesano*, 21, Calle de Merced à San-José (Costa-Rica.)

*La Agricultura*, 6, Noveda avenida Norte (Guatemala.)

*El Guatemalteco* (Guatemala).

### ANTILLES

*El Productor*, 39, Dragones, La Havane, Cuba.

*El Buscapie*, calle San Francisco, 61, à Porto-Rico.

*El Pueblo*, à Ponce, Puerto-Rico.

*Le Peuple*, à Port-au-Prince, Haïti.

*El Propogador*, à Puerto de Plata, Saint-Domingue.

*Le Progrès de la Guadeloupe*, 43, rue d'Arband, Pointe-à-Pitre.

### ILE DE MADAGASCAR

*La Cloche*, à Tamatave.

### AÇORES

*O Açoriano*, à Horta.

*O independente*, rua de S, Francisco, Caes do Pico.

*A Verdade*, à Horta.

### INDES FRANÇAISES

*Le Progrès*, 8, rue Montorsier, à Pondichéry.

### AUSTRALIE

*The Worker*, australien, socialiste, League International Reading Room, 533, George street, Sydney.

*The Australian Radical*, au local de « The Australian socialist leag », 533, Georges street. Sidney N. S. W.

*Le Ralliement*, 47 bis, rue du Mail, à Angers.

*Les Annales gauloises*, revue littéraire, 24, rue du Rhône, à Annonay, Ardèche.

*Le Petit Dracenois*, 4, place Claude, à Draguignan.

*Le Patriote de l'Est*, 28, place des Chanoines, Commercy.

*Las Dominicales*, Madrid, Espagne.

*El Matin*, Madrid, Espagne.

*El Pais*, Madrid, id.

*El Libre Pensamiento*, Madrid, Espagne.

*La Tramontana*, à Barcelone, Espagne.

*La Llu manera*, à Barcelone, Espagne.

*Revue de l'Est. Psychologico*, à Barcelone, Espagne.

*La Autorcha Valenliina*, Valencia.

*La Autorcha de Ternel*, Espagne.

*La Bandera Tricolor de Tortosa*, Espagne.

*El Republicano à Palma*, Espagne.

*El Clamor Setabenze*, à Jativa, Espagne.

*El Racionalista*, de S. Felix de Quioxis, Espagne.

*Associazione Racionaliste*, Pisanò, Italie.

*El Pueblo Soberano*, Barcelone, Espagne.

*The Freethinker*, Londres.

*Nationel Reformer*, Londres.

*La Aurora*, Alella, Espagne.

*Neues freireligiöses Sonntagsblatt*, Magdebourg,

*Menschenthum*, Gotha.

*Sontilagszeitung*, Halberstadt.

---

## ANNONCES <sup>(1)</sup>

---

### NOUVELLE DÉCOUVERTE

**SCIE A LAMES SANS FIN ET MULTIPLES**

*pour le débitage des grands blocs de marbre, granit, bois, etc.*

### SCIE A DENTURE PERPÉTUELLE

pour le découpage en lignes courbes permettant d'obtenir la marqueterie **en marbre** avec autant de facilité que *celle en bois*, pour mosaïque, panneaux de paquetage, enseignes, chimères, etc. travail unique.

**A. JEANSAUME**

*10 rue des Immeubles-Industriels, Paris*

*Breveté S. G. D. G. en France et à l'Etranger*

**Médaille d'or à l'Exposition Universelle, Paris. 1889**

**Plusieurs médailles et diplômes d'honneur**

Honoré le 14 décembre 1888, de la visite de M. le Président de la République Française, qui en qualité d'Ingénieur Compétent a adressé diverses questions à l'Inventeur, et lui a ensuite fait commande d'un grand cadre Artistique. Style Louid XIII).

Brevets et licences à vendre.

Pour les annonces ou traite à forfait s'adresser à l'administrateur de la *Question Sociale*.

# LINGERIE MODÈLE.

**30 années d'existence**

---

## MAISON DE CONFIANCE

*Recommandée pour l'élégance, le confortable et le bon marché de ses articles.*

FABRIQUES A LYON ET A TARRARE

Maison de vente à PARIS, 5, Boulevard St-Michel.

---

## APERÇU DE QUELQUES PRIX

Corsets nouveau système, depuis. . . . .	6 fr.	
Chemises de jour pompadour ou parisiennes en baptiste, garnies de dentelles ou broderies,		
depuis . . . . .	3	75
Chemises de nuit . . . . . id. . . . .	5	75
Matinées riches, depuis. . . . .	6	
Peignoirs d'un goût irréprochable, depuis. . .	15	

---

## SPÉCIALITÉ DE SOIERIES

Chemises, depuis. . . . .	12	75
Pantalons, id. . . . .	12	50
Jupons, id. . . . .	15	50
Articles pour enfants, layettes, etc., etc.		

On envoie des marchandises contre remboursement pour toute somme, et *franco* depuis la somme de 20 fr.

Adresser les demandes à la Directrice de la lingerie Modèle, 5, Boulevard St-Michel, Paris.

## RHUMS D'ORIGINE

Dépositaires généraux pour la France des Rhums de l'importante maison Robertson, Withebay et Cie, de Knigstown (Jamaica), nous pouvons fournir des qualités supérieures à des conditions qui défient toute concurrence.

Nous cotons actuellement :

*Rhum Jamaïque vieux* 68° à f. 125 l'hect. Logements en futs  
— — supér. 68° à f. 150 — de 125 à 150 litres.  
— Grenade vieux sup. 55° f. 175 l'hect. —

En futs d'origine de 250 litres environ, nous faisons un rabais de 5 fr. par hectolitre.

A votre demande, nous vous enverrons tous les échantillons que vous pouvez désirer, et il vous sera ainsi facile, pour la comparaison de nos types, de voir combien nos prix sont avantageux.

L. DAURAT ET Cie.  
à Bordeaux (Gironde).

*Nota.* — Les Rhums Jamaïque 68° sont très avantageux, pour les coupages et donnent, réduits au degré de consommation, des Rhums excellents et bon marché.

---

## VINS DE BORDEAUX!

L. de BAUTIGER, propriétaire,  
au Taillan (Médoc)

Par la suppression de tous les intermédiaires qui grèvent si lourdement les prix tout en dénaturant la qualité des vins, il est facile de comprendre les avantages considérables que (comme prix et authenticité des vins), je suis à même de fournir aux acheteurs qui veulent bien s'adresser à moi.

Voici les prix exceptionnellement bas auxquels je livre des vins excellents et garantis naturels :

Vin des côtes :  
Récoltes : 1887 — 1886 — 1885 Ambarès, Bourg, Montferrand,  
fr. 145 — 170 — 190 La Trune, etc., etc.

Vin de Médoc :  
Récoltes : 1887 — 1886 — 1885 Taillon, Ludon, Listrac, Margaux, Pauillac, etc.  
fr. 200 — 250 — 300

Ces prix s'entendent pour 1 barrique de 300 bouteilles

# L'UNION DES LIBRAIRES

5, Boulevard Saint-Michel, Paris.

M. LOUIS REIL, Directeur-Administrateur

Par ce temps de centralisation à outrance, une maison de commission en librairie, centralisant tous les renseignements qui concernent les livres de toutes sortes, vient de se fonder à Paris et déjà elle compte une clientèle très nombreuse.

Elle procure tous les livres nouveaux qui se publient partout (romans, littérature, science, sociologie, art, droit, médecine, etc.), au même prix que chez les éditeurs et franco à partir de 10 francs. Elle procure les livres anciens, rares et curieux aux meilleures conditions.

Sur la demande des clients, la maison envoie les catalogues de tous les éditeurs de Paris. Il suffit d'envoyer un timbre de 15 centimes pour l'affranchissement de chaque catalogue.

On répond à toute demande de renseignements, joindre un timbre pour la réponse.

Toute demande de livres doit être accompagnée d'un mandat-poste pour le montant des livres demandés.

Adresser les lettres à M. Louis Reil, administrateur, 5, boulevard Saint-Michel, Paris.

---

## " FIN DE SIÈCLE "

89, rue d'Aboukir, 89.

RESTAURANT, VINS ET LIQUEURS EN TOUS GENRES

A.-G. GARCINI

PROPRIÉTAIRE

Cet établissement dont l'ouverture aura lieu du 15 au 20 octobre, joindra le confortable à la modicité des prix.

Le café et le chocolat seront servis comme les autres boissons à toute heure et à la façon de l'Amérique du Sud.

Les étrangers venant des pays sud-américains, ainsi que de Cuba, Haïti, etc. seront tout particulièrement satisfaits de l'établissement de M. A. Garcini où ils retrouveront leurs habitudes avec les boissons et produits qui leur rappelleront leur pays.

En outre, tout parisien tiendra à visiter le restaurant *Fin de Siècle* où il sera confortablement servi sans être écorché comme dans la plupart des restaurants de ce genre.

# BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

## LIVRES D'ÉTUDE RECOMMANDÉS (1)

	Fr. c.
Le capital, KARL MARX . . . . .	6. »
Socialisme utopique et socialisme scientifique, J. ENGELS . . . . .	» 60
Critique sociale, A. BLANQUI, 2 vol. . . . .	7. »
Le socialisme intégral, A. MALON . . . . .	6. »
Le droit à la paresse, L. LAFARGUE . . . . .	» 40
Le capital, de KARL MARX, résumé par G. DEVILLE . . . . .	3.50
Paroles d'un révolté, KROPOTKINE . . . . .	3.50
Manuel d'économie sociale, B. MALON . . . . .	2.75
Capital et travail, LASSALE . . . . .	2.25
Quintessence du socialisme, SHAEFFLE . . . . .	1.15
La loi morale, loi de l'unanimité, DOMENJARIE . . . . .	1.15
Chants Révolutionnaires, E. POTTIER . . . . .	3. »
Collectivisme et services publics, CÉSAR DE PAEPE . . . . .	» 75
Transformisme et socialisme, LOUIS DRAMARD . . . . .	1.15
Les assemblées parlantes, LAVERDAYS . . . . .	4. »
Progrès et pauvreté, HENRY GEORGES . . . . .	10. »
La Question sociale, 1 <sup>er</sup> vol. P. ARGYRIADÈS . . . . .	2.50
Le Poète socialiste, E. POTTIER . . . . .	» 60
Les Juifs, rois de l'Epoque, TOUSSENEL . . . . .	7.50
Introduction à la sociologie 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> partie, GUILLAUME DÉGRIEF . . . . .	12. »
L'agiotage sous la 3 <sup>e</sup> République, A. CHIRAC, 2 vol. . . . .	7. »
Le minimum des salaires, L. BERTRAND . . . . .	» 35
Les Etapes de l'avenir de l'humanité, DESIRÉ DESCAMPS . . . . .	» 15
Consigne et conscience, E. ODIN . . . . .	» 25
Lettre aux jurés de la Haute-Vienne sur le drame de Puy-Imbert, E. ODIN . . . . .	» 10
La Sociologie, CH. LETOURNEAU . . . . .	5. »
Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction, GUYAU . . . . .	5. »
L'irreligion de l'Avenir, étude de sociologie, GUYAU . . . . .	7.50
Le Darwinisme social . . . . .	1.10
Le Parlementarisme . . . . .	» 30
Les heures de Travail . . . . .	» 30
Les Endormeurs, E. GAUTIER . . . . .	» 30

(1) Pour faciliter la propagande, l'administration de la *Question Sociale* se charge de procurer tous ces livres aux prix marqués et franco à tous ceux qui voudront les avoir. Adresser les mandats à l'administrateur.